

La Cour suprême des Etats-Unis vire à droite

A dix-huit mois de son départ de la Maison Blanche, M. Reagan vient de prendre une décision dont les conséquences pourraient prolonger la « révolution conservatrice » largement engagée au début de son second mandat, en novembre 1985. La nomination, à la Cour suprême, du juge Robert Bork, modéré, est en effet l'aboutissement d'une stratégie soignée de cette administration, entre libéraux et conservateurs. La Cour risque fort désormais d'être durablement marquée de l'imprégnation du réaganisme.

Une telle évolution, redoutée par les libéraux depuis la réélection de M. Reagan en 1984, était quasiment inévitable, compte tenu du fait que plusieurs des nominations qui ont été opérées par M. Reagan ont été faites par des juges conservateurs. La nomination de M. Bork, un modéré, n'est donc pas une surprise. Elle est cependant un peu plus rigide que celle de son prédécesseur, le juge Powell, un modéré, offert à M. Reagan l'occasion qu'il attendait et qu'il n'a pas hésité à saisir.

L'actuel chef de l'exécutif pourrait bien, au demeurant, s'opposer à la prochaine élection présidentielle, avoir le loisir de consolider la majorité conservatrice de la Cour. Trois de ses juges sont en effet âgés de plus de soixante-quinze ans. Or deux autres ont été clairement désignés par M. Reagan, et un troisième, le juge Powell, est un modéré. Les trois autres juges sont des libéraux, mais ils sont âgés et pourraient être remplacés par des conservateurs.

Avec l'administration gouvernementale et le Congrès, la Cour suprême est, aux Etats-Unis, conformément aux prescriptions de la Constitution, l'un des trois piliers du pouvoir. L'âge des juges est donc une question de principe. Or, dans les faits, elle est une question de principe. Elle est une question de principe. Elle est une question de principe.

Traditionnellement, la Cour suprême se rend au vote des élections américaines. Depuis l'accession de M. Reagan à la présidence, elle a suivi cet usage, appuyant les positions de son gouvernement dans certaines décisions. Elle a soutenu les droits syndicaux, droit de l'environnement. Au cours du second mandat de M. Reagan, les neuf « sages » ont eu toutefois tendance à prendre quelque distance avec le pouvoir, comme pour montrer qu'ils étaient sensibles aux réactions provoquées dans certains secteurs de l'opinion par le réaganisme pur et dur.

Jusqu'à présent, en tout cas, les juges n'ont pas remis en cause les grandes décisions libérales des vingt-cinq dernières années, telles que la suppression de la peine de mort, le droit à l'avortement (1973), l'arrêt Miranda, protégeant les droits des accusés (1966) ni, bien sûr, l'essentiel de la législation sur les droits civiques.

La nomination de M. Bork pourrait bien rompre ce consensus, le nouveau juge étant en particulier un adversaire déclaré de la liberté d'avortement. Comme le président de la Cour, M. Rehnquist, le juge Bork est aussi partisan d'un pouvoir exécutif fort, soumis au contrôle judiciaire et parlementaire. M. Reagan, qui se sent bien passé d'un tel contrôle dans l'affaire de l'« Iranagate », partage cette conception peu conforme pourtant à l'esprit des institutions américaines.

(Lire nos informations page 4.)

L'enquête sur les attentats de septembre 1986

La « guerre des ambassades » pèse sur les relations Paris-Téhéran

M. Denis Baudouin, porte-parole de M. Chirac, a déclaré, le jeudi 2 juillet, qu'il y avait « toutes les raisons de penser » que M. Gorji se trouvait à l'ambassade d'Iran à Paris. Ce haut fonctionnaire iranien est recherché par la police dans le cadre de l'enquête sur les attentats de septembre 1986 dans la capitale. Depuis plusieurs jours, la police contrôle les entrées et les sorties de cette ambassade. Téhéran a pris, par réciprocité, des mesures similaires à l'égard de l'ambassade de France en Iran. Cette « guerre des ambassades » pèse de plus en plus sur les relations entre les deux pays.

L'affaire a des allures de médiocre roman d'espionnage, mais elle suscite une tension croissante entre l'Iran et la France, dont les relations sont déjà au plus bas. Depuis maintenant trois jours, la police monte une garde renforcée autour de l'ambassade d'Iran en France dans l'espoir de mettre la main sur M. Wahid Gorji, important responsable de cette mission diplomatique que la justice veut entendre comme témoin dans l'enquête sur les attentats de septembre dernier à Paris. Les policiers contrôlent l'identité de toute personne se présentant à la porte de l'ambassade, et on soupçonne de source autorisée, que ce dispositif pourrait être maintenu jusqu'à ce que M. Gorji veuille bien aller témoigner devant la justice.

A Téhéran, le ton est monté, et le premier ministre a tenu le mercredi 1^{er} juillet des propos quelque peu menaçants. « Toute pression exercée contre les diplomates ou les ressortissants iraniens à l'étranger ne peut rester sans réponse et provoquera la réaction des forces populaires », a déclaré M. Mir Hossein Mousavi, avant d'ajouter : « La France doit faire attention à cette question. » De son côté, l'agence iranienne IRNA accusait un membre de l'ambassade de France à Téhéran de se livrer à des activités non conformes aux usages diplomatiques. Sans être plus explicite, elle assurait qu'il s'agissait de « graves accusations ».

Le même jour, le nombre de policiers entourant l'ambassade dans la capitale iranienne avait été accru.

AL Fr.

(Lire la suite page 4.)

La vente par Toshiba de produits stratégiques à l'URSS

Washington accentue sur Tokyo ses pressions commerciales

Le président et le directeur général de Toshiba, la deuxième entreprise japonaise de construction électrique et électronique, ont donné leur démission le 1^{er} juillet. Ces départs interviennent après un vote du Sénat américain visant à interdire toute exportation de la firme nipponne aux Etats-Unis pour une durée de deux à cinq ans. Les Américains sanctionnent la vente à l'URSS par Toshiba de matériel stratégique en violation des règles d'exportation vers les pays de l'Est. A la fois militaire et commerciale, l'affaire Toshiba accentue la tension entre les Etats-Unis et le Japon.



Lire page 23 l'article de CLAIRE BLANDIN « Sécurité occidentale et déficit commercial américain ».

La dette brésilienne

Brasilia ajourne le remboursement de 1 milliard de dollars au Club de Paris.

PAGE 24

M. Chirac à Berlin-Ouest

Diplomatie et Tour de France.

PAGES 3 et 10

Déréglementation des P et T

Le projet de M. Longuet risque de provoquer la colère des syndicats et les réserves de M. Chirac.

PAGE 23

Ordre des médecins

Le docteur René, nouveau président.

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 28

Le nouveau visage de l'immigration

L'Europe prend des couleurs

Maghrébins en France, Turcs en Allemagne ou aux Pays-Bas, Indiens et Pakistanais en Grande-Bretagne... Aucun pays d'Europe occidentale n'échappe désormais à l'immigration. Pas même ceux qui étaient - et restent - des nations d'émigrants, comme l'Italie, l'Espagne et le Portugal. Le « vieux continent » est devenu une immense terre d'asile et de brassage ethniques, au même titre que l'Amérique du Nord. Mais sans l'avoir vraiment choisi et sans toujours s'en rendre bien compte.

Qu'entend-on par « immigration » ? L'Europe de l'Ouest compte aujourd'hui plus de vingt millions de personnes qui ne sont pas nées dans leur pays de résidence. Beaucoup d'autres, nées sur place de parents étrangers, possèdent, soit la nationalité du pays de résidence, soit les deux. L'« immigration » est un monde immense, aux contours assez flous.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, c'étaient essentiellement des Européens qui se déplaçaient. Victimes de conflits entre Etats ou fuyant le chômage, ils franchissaient les frontières, mon-

taient vers le Nord ou partaient pour l'Amérique. Ces mouvements de population se sont poursuivis après la guerre, pour prendre une autre dimension à partir des années 60 : l'arrivée de travailleurs d'anciennes colonies, comme l'Algérie. L'expansion économique n'appelait-elle pas des bras ? Brusque changement de cap après le premier choc pétrolier de 1973-1974 : la plupart des gouvernements européens décident de fermer leurs frontières aux travailleurs étrangers et d'encourager les retours au pays grâce à des incitations financières.

Or on s'aperçoit aujourd'hui que, malgré les retours et les naturalisations, la population étrangère en Europe n'a pas diminué. Elle augmente au contraire et, surtout, change de visage. C'est une population plus jeune, plus féminine, plus sédentaire et venant de pays plus lointains, comme le soulignent les experts de l'OCDE et du Conseil de l'Europe (1). Aux travailleurs déclarés d'hier ont succédé, en effet, trois autres catégories d'immigrants.

D'abord, les familles. Un étranger qui réside de manière

permanente dans un pays d'Europe est autorisé, sous certaines conditions, à y être rejoint par son conjoint et ses enfants. L'Allemagne fédérale, par exemple, n'a admis que vingt-trois travailleurs turcs en 1985. Mais, la même année, trente-quatre mille quatre cent soixante-quinze Turcs s'installaient légalement en RFA au titre du regroupement familial. D'où une féminisation de la population immigrée. Et un fort rajeunissement, accentué par la fécondité des femmes étrangères, supérieure à celle des Européennes (même si, avec les années, cette fécondité tend à rejoindre les taux occidentaux). Le cas de la RFA est le plus spectaculaire : si la population scolaire nationale y a diminué de 9,4 % entre 1975 et 1983, les élèves étrangers, eux, ont augmenté de 95,3 % !

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 9.)

(1) Quatrième rapport SOPEMI de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE, 1986) et troisième conférence des ministres européens responsables des questions de migration (Porto, 13-15 mai 1987).

Les difficultés de la Bibliothèque nationale

Livres, chers livres...

La Bibliothèque nationale, qui a fait depuis quelques années un gros effort de modernisation, est actuellement en passe d'être paralysée par un mouvement de grève rampante. Si le statut et le salaire d'une certaine catégorie de personnel sont à réajuster, le rôle de cette vénérable institution est peut-être aussi à redéfinir.

Pas de vacances pour la vieille dame de la rue de Richelieu. Dans quelques jours, la Bibliothèque nationale va connaître la ruée traditionnelle de l'été. Les chercheurs étrangers débarquent. La salle des imprimés - trois cent soixante-seize places - voit défiler plus de mille lecteurs par jour. Elle est aux limites de la paralysie. Paralysie qui pourrait bien devenir effective si le conflit qui oppose une partie du personnel à l'administration n'est pas réglé rapidement.

Depuis la mi-mai, les magasiniers chargés d'alimenter le public en munitions imprimées distribuent les volumes au compte-gouttes. De dix titres par tête et par jour, on est descendu à cinq, puis à trois, et enfin un seul.

Vendredi 26 juin, la grève est totale aux « imprimés » et aux « périodiques ». Les deux salles sont fermées. Du coup, l'Association des lecteurs de la Bibliothèque nationale proteste haut et fort : les conditions de travail des chercheurs sont intolérables, fait-elle savoir. Elle somme le gouvernement d'arbitrer le plus rapidement possible entre les parties concernées.

Personne ne conteste vraiment les revendications des trois cent cinquante magasiniers. Ils réclament le rétablissement d'une indemnité récemment supprimée : 500 F par mois, soit 10 % de leur salaire mensuel. Ils débute à 4 500 F et terminent leurs carrières à 5 400 F. Avec une quasi-impossibilité de changer de statut. Donc de gagner plus. L'échec de ces fonctions dans l'institution est d'autant plus redoutable que tout le monde y est fort mal payé. Un restaurateur, qui accomplit un travail unique, ne touchera que 7 800 F à la veille de sa retraite et un conservateur en chef, de classe exceptionnelle, 15 000 F.

EMMANUEL DE ROUX.

(Lire la suite page 18.)

Gabriel García Márquez

Quel bouquin !

GRASSET

Gabriel García Márquez

L'Amour aux temps du choléra

Le Monde

LIVRES

■ Lettres américaines : Truman Capote, William Maxwell, Tobias Wolff, Joyce Carol Oates, Emily Dickinson...

■ La chronique de Nicole Zand : Franz Werfel et Herbert Selkowitzsch.

■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Nouvelle histoire des idées politiques », sous la direction de Pascal Ory.

Pages 11 à 17

PRX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 525 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 8 kr. ; Espagne, 145 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 140 dr. ; Inde, 50 p. ; Israël, 1 700 l. ; Liban, 4 000 L.L. ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 11,50 sh. ; Suisse, 1,80 fr. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

هكذا من الاجل

Débats

SOLIDARITÉ ET CHARITÉ

Les replâtrages de la Sécurité sociale ne pourront se poursuivre longtemps. Les états généraux permettront-ils d'aller plus loin ? Nicolas Sarkozy pense qu'on ne pourra échapper à un réajustement de notre fiscalité, assise aujourd'hui sur un nombre de contribuables trop réduit. Jean-Claude Guiguet sait que la charité ne sera pas évacuée par un meilleur financement de la Sécurité sociale, mais il craint les dérives dues à l'action des médias.

Le marché de l'humanitaire

L'action caritative et l'aide humanitaire demandent une forte dose d'humilité

La charité s'affiche, s'expose, mieux : elle se vend. L'humanitaire est devenu un marché, un spectacle qui occupe le devant de la scène tout comme... Les arrière-cours. Les articles succèdent aux enquêtes sur les stratégies de communication de telle ou telle organisation essayant de se frayer un créneau là où il semble encore possible, au vingtième siècle, de jouer la carte de la noble aventure humanitaire.

Exit Henri Dunant et son idée de la Croix-Rouge. Enterrées les initiatives multiples des églises qui depuis des siècles génèrent de nouvelles réponses. Les effets de mode se multiplient. La clé de la réussite ne relève plus des acteurs du terrain. L'efficacité et le succès s'évaluent au nombre de passages sur les médias. Ils se mesurent à la notoriété des vedettes qui accompagnent tel ou tel « coup ». Tant il est vrai qu'il est plus facile de monter un spectacle que d'œuvrer pour la justice et de mettre en scène la charité pour ne pas avoir à la faire.

Mais, au fait, peut-on parler de charité ? Dans tout ce débat, où sont les personnes en difficulté ? Prend-on le temps d'informer le public sur la réalité de vie de ces hommes et de ces femmes au nom desquels on prend la parole, permet-on au donateur potentiel d'analyser en profondeur les causes de ces détresses, de tenir un rôle d'acteur conscient ? Ou, au contraire, conquis, puis vite emporté par des stratégies de marketing hautement élaborées, ne lui permet-on plus de réagir consciemment mais aveuglément sans souci

par JEAN-CLAUDE GUIGNET * de la garantie d'un travail en profondeur ?

Préférer la rigueur des faits à l'illusion de l'image, la richesse d'un réseau à la parade des vedettes, la permanence de l'action au provisoire des coups montés, le témoignage des vrais acteurs à la publicité des tiers, la proximité, la fidélité et la confiance au mercantilisme, la force de l'action aux stratégies de communication, la citoyenneté acquise de l'engagement de tous au mythe des aventuriers solitaires, le souci de la personne au culte du sensationnel, l'indépendance idéologique aux sous-traitances déguisées, voilà ce que chacun peut espérer des associations auxquelles il confie son don, et c'est la façon de conjurer indissociablement rigueur et cœur.

« Un métier se venge toujours sur celui qui ne s'astreint pas aux exigences de sa profession. Saint Vincent de Paul éprouvait méticuleusement les comptes de cuisine de chacune de ses fondations. L'exercice de la charité, l'utilisation des dons reçus, exigent plus de rigueur qu'ailleurs », conseillait Mgr Rodhain, le fondateur du Secours catholique.

« Coup de pub, coup de cœur », la générosité du donateur s'éveille... mais elle doit avoir la garantie du bon usage de son argent. La course en avant de quelques associations humanitaires qui occupent le devant de la scène, à la recherche de ce (*) Directeur de la communication au Secours catholique.

« bien précieux » qu'est le donateur, conduit parfois à des erreurs.

Il est un autre critère, celui de l'humilité, celui du simple signe posé face à l'immensité des besoins. La Croix-Rouge d'Henri Dunant n'a jamais eu la prétention d'arrêter les conflits. Le budget du Secours catholique (représentant à lui seul, selon le Monde du 16 mai, 14 % du total des dons des particuliers) est comparable à celui de l'action sociale d'une préfecture moyenne.

Comment, alors, pouvoir annoncer la victoire sur la faim ou la pauvreté, et quelle crédibilité accorder à ceux qui prétendent aujourd'hui y arriver ? L'action caritative et l'aide humanitaire, les vraies, celles qui sont enracinées dans la vie des hommes qui souffrent, ne se paient pas de mots. C'est peut-être pour cela que, profitant d'une véritable lame de fond, les associations qui bénéficient le plus de la confiance du public et des donateurs sont celles qui, nouvelles ou anciennes, s'inscrivent dans une histoire et une pratique forgées par des décennies de drames et de solidarités. Sans tapage. Avec efficacité. Dans la durée.

La « Sécu » et le ciment

Assurer un financement complémentaire par un prélèvement sur l'ensemble des revenus

DEPUIS plusieurs mois, le tumulte autour de la Sécurité sociale ne cesse de croître. Syndicats, mutuelles, associations, partis politiques, chacun se mobilise, s'investit et professe des proclamations enflammées qui ne valent que par l'exaltation des meetings et des manifestations. On peut se demander si la protection sociale des Français, de même que le débat auquel nous appelle le gouvernement, ne valent pas mieux que certaines de ces colères feintes.

Lorsqu'en 1945 le gouvernement du général de Gaulle a créé la Sécurité sociale, il a voulu faire œuvre de justice sociale et de solidarité après un conflit meurtrier qui laissait dans la société française des cicatrices tant morales que physiques.

Progressivement, des régimes aussi variés que complexes ont permis la couverture de tous les risques — la maladie, la vieillesse, les charges familiales — et de l'ensemble de la population. Une machine trop lourde, parfois exaspérante par ses lenteurs et ses excès, mais une machine indispensable se mettait en place afin de préserver la cohésion de la nation.

On s'aperçoit aujourd'hui que cette protection a un coût, les déficits se creusent : 21 milliards

par NICOLAS SARKOZY (*) en 1986, probablement 24 milliards en 1987 et près de 40 milliards en 1988. Nombreux sont les observateurs qui protestent, condamnent et en appellent à la rigueur en oubliant les éléments objectifs de charges supplémentaires que sont le progrès des techniques médicales, le vieillissement de la population, la réduction du nombre de cotisants du fait du chômage (650 000 de moins de 1981 à 1986).

La vraie question est de savoir si les Français sont prêts à accepter une réduction des soins, une diminution de la valeur de leur retraite... C'est donc le ciment profond de la société française qui est en cause. La complexité du problème doit nous faire renvoyer dos à dos les apprentis sorciers de tout bord. Au premier rang de ceux-ci, le Parti socialiste, qui se trouve fort mal placé pour donner des leçons après avoir abaissé l'âge de la retraite sans en prévoir le financement, qui a classé mille sept cents spécialités pharmaceutiques en vignette bleue, qui a créé le forfait hospitalier à la charge du malade, qui a sous-indexé les allocations familiales et les pensions de retraite.

N'oublions pas non plus les ultras du « simplisme » et les partisans toujours nombreux du « il n'y a qu'à », qui proposent pour la France un système à l'américaine, où le recours systématique à l'assurance privée revient comme un leitmotiv.

Est-il même besoin de souligner les drames qu'une telle attitude risquerait de provoquer entre les privilégiés de la santé et les autres ? Il en résulterait à coup sûr une brisure durable de notre tissu social.

Affirmons avec force qu'une nation qui n'assure pas une retraite décente et digne à ses anciens, qui n'est pas capable de

(*) Maire de Neuilly-sur-Seine, vice-président (RPR) du conseil général des Hauts-de-Seine, conseiller régional d'Ile-de-France.

soulager la souffrance des plus défavorisés, qui n'a pas la volonté de soutenir sa natalité ne peut espérer prospérer alors que les liens de solidarité élémentaires disparaissent.

La Sécurité sociale doit être maintenue pour tous et donc sauvée par tous, ce qui ne paraît impliquer un financement complémentaire par un prélèvement sur l'ensemble des revenus. Cette formule présente l'avantage de responsabiliser l'ensemble des consommateurs de la Sécurité sociale que sont les assurés, et d'éviter que l'effort demandé à tous repose uniquement sur les épaules des salariés et des entreprises. En effet, elle implique un réajustement de notre fiscalité, qui est assise aujourd'hui sur un nombre de contribuables trop réduit et donc trop lourdement imposé. Le prélèvement général permettrait ainsi de faire prendre conscience à tous les Français que la Sécurité sociale doit être sauvée par chacun de nous.

Les inconvénients de cette formule sont connus : la complexité de sa mise en œuvre ne me paraît pas rédhibitoire mais, les causes du déficit étant structurelles, elle sera malheureusement utile pour plusieurs années.

Plus importante est la critique portant sur l'augmentation du taux des prélèvements obligatoires. Le débat proposé par Jacques Chirac et Philippe Séguin au travers des états généraux va devoir proposer au choix des Français le maintien de la pression fiscale et du niveau de protection sociale ou la réduction parallèle des deux.

Encore faut-il qu'il ne soit pas occulté par les affrontements excessifs et dépassés. On peut rêver à l'établissement d'un consensus sur la meilleure manière de sauvegarder un patrimoine commun durement acquis par l'effort de tous.

Dans un monde qui change, qui s'uniformise dans ses modèles mais tend à s'émietter dans son quotidien, l'avenir et la spécificité de la société française passent par la défense d'une institution qui incarne à elle seule la solidarité.

DEUX OUVRAGES SUR LA DROGUE

« L'enfer n'est pas inévitable »

La drogue : pardonnez-moi, mais qu'elle ne lui parle d'accord mais comment ? Un livre : la Drogue expliquée aux parents, et un remarquable numéro hors série de la Vie : « La drogue, ne faites pas l'autruche », permettront à ceux qui le désirent de pénétrer dans ce monde complexe, et de devenir des interlocuteurs informés. Il faut bien reconnaître avec Gilles Cahoreau et Christophe Tison, auteurs du premier ouvrage : « Pour la première fois les parents sont en situation de faiblesse par rapport à leurs enfants. Ces derniers disposent, en matière de drogue, d'un savoir que les adultes ne possèdent pas ou très mal. Combien de parents d'ont tous les soirs en tête à tête avec leur progéniture défendue sans s'en rendre compte ? »

Les auteurs savent ce dont ils parlent. Tous deux ont vingt-cinq ans et ont eu à leur actif une tranche de leur vie aux paradis artificiels. Leur livre décrit l'univers des toxicomanes, recense les différentes drogues, en mesure avec franchise les effets (qui peuvent être hallucinogènes (LSD), mais aussi parfois d'une intense jouissance) et en présente sans dramatisation les réels dangers.

G. Cahoreau et C. Tison expliquent comment fonctionne cet univers clandestin : les trafiquants, les revendeurs... Ils donnent quelques conseils sur les meilleurs moments pour parler

aux toxicomanes et les erreurs à ne pas commettre.

La Vie suit dans son numéro spécial la même démarche. Plus didactique, elle offre également des adresses de centres d'information et de désintoxication et essaie de comprendre pourquoi un adolescent prendra de la drogue et pas un autre. Car la drogue frappe souvent à l'adolescence : « Une période troublée pendant laquelle le jeune encore fragile prend conscience de mille choses nouvelles... un âge où l'on vit des désirs au-dessus de ses moyens... »

« Non l'enfer n'est pas inévitable. Et s'il n'est pas évité, il n'est pas irrésistible », écrit M. José de Broucker, directeur de la rédaction à condition d'en parler à cœur ouvert... la tête froide... mais le cœur chaud, disponible ; car la toxicomanie est d'abord une maladie du cœur. » Or il est urgent de parler car le marché de la drogue n'est pas pris de s'interrompre. Un article consacré au trafic international des stupéfiants ouvrira peut-être les yeux de ceux qui en doutent. Selon la CIA le chiffre d'affaires de ce trafic mondial s'élèverait à 500 milliards de dollars par an. Une manne pour les pays producteurs !..

CHRISTIANE CHOMBEAU.

★ La Drogue expliquée aux parents. Edit. Balland. Prix : 89 F.
★ La drogue : ne faites pas l'autruche - La Vie. Hors série n° 1. Prix : 20 F.

« Boule de neige »

Dans le Monde daté 14-15 juin, vous faites très justement ressortir que les bijoux en cause dans l'affaire Chaumet ont pratiqué « la fuite en avant du joueur qui espère toujours se refaire ». L'ensemble de leurs agissements frauduleux constitue une vaste escroquerie, d'un genre bien spécifique, connue des spécialistes de la criminalité financière sous le nom de la « boule de neige ».

Cela consiste à offrir un placement de capitaux à un taux bien supérieur à la moyenne, les intérêts étant versés sans déclaration au fisc. Ceux qui font cela laissent entendre qu'ils disposent d'un moyen miraculeux d'investissement, alors qu'ils dilapident les fonds ou les engouffrent dans des spéculations malheureuses. Tous les ans, ils versent aux

premiers déposants des sommes correspondant aux intérêts promis, qu'ils prélèvent tout simplement sur celles versées par leurs nouvelles victimes. C'est parce qu'il faut chaque fois augmenter la mise et trouver plus de déposants, lesquels en recrutent d'autres en se vantant de leur réussite que le système a reçu le nom de « boule de neige ».

Des affaires célèbres (Lipsky, la Garantie foncière, etc.) montrent qu'il n'est guère possible d'opérer ainsi pendant plus de trois ou quatre ans sans aller à la catastrophe et on peut s'étonner que, périodiquement, d'habiles filous réussissent à séduire les gens, même instruits et haut placés, qui croient encore au père Noël !

JEAN COSSON, conseiller honoraire de la Cour de cassation.

La prostitution police des mœurs

aux XVIII^e et XIX^e siècles

Erica-Marie Benabou

Enca-Mabe Benabou

Perrin

« Une somme exhaustive sur la question... c'est vraiment très riche »

BERNARD FRANK, LE MONDE

« Une superbe thèse sur la prostitution d'Ancien Régime »

EMMANUEL LE ROY L'ADURIE, L'EXPRESS

« Pas d'érudition égrillard, de misérabilisme, ni de déploration féministe. Erica-Marie Benabou appelle un chat un chat »

ANDRÉ BURGUÈRE, LE NOUVEL OBSERVATEUR

« Cet immense travail de recherche et de documentation forme une thèse merveilleuse »

LUIGI L'AVAGGI, LE POINT

« Un grand livre !... on ne peut que souhaiter, avec Pierre Goubert, qu'il soit déguisé avec lenteur, esprit et tendresse »

JEAN CHAGNIOT, LA QUINZAINE LITTÉRAIRE

« Erica-Marie Benabou a reconstitué, à partir d'archives, ce qui fut un véritable observatoire social »

ARLETTE FARGE, LIBÉRATION

PERRIN

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,

directeur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social :

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »,

Société anonyme

des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises,

MM. André Fontaine, gérant,

et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wouta.

Rédacteur en chef :

Daniel Verdet.

Correspondant en chef :

Claude Saut.

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessmy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 206 136 F

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE

584 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Le Monde USPS 785-910 is published daily, except Sundays for \$ 4.00 per year by Le Monde s/o Speedprint, 45-46 38 th street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New-York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde s/o Speedprint U.S.A. P.R.C. 45-46 38 th street, L.C.I., N.Y. 11104.

Les visites de M. Mitterrand à Helsinki et de M. Chirac à Berlin

Le président a exposé à M. Koivisto les conceptions françaises sur la dissuasion nucléaire

Le président de la République et M. Mitterrand devaient achever le 2 juillet leur séjour officiel en Finlande. Ils ont visité dans la matinée une usine de transformation du bois sur la côte ouest du pays avant de se rendre à Turku, ancienne capitale de la Finlande.

HELSINKI de notre envoyé spécial

Trop court, voire un peu cavalière ? Certains Finlandais auraient aimé que la visite d'Etat de M. Mitterrand dans leur pays dure un peu plus que les vingt-sept heures qui lui sont consacrées dans l'agenda présidentiel.

Il n'est néanmoins pas boudé l'arrivée du chef de l'Etat, le mercredi 1^{er} juillet, et quelques milliers de citoyens d'Helsinki s'étaient massés devant le palais présidentiel pour assister à la poignée de main entre MM. Mitterrand et Koivisto.

Nul contentieux sérieux n'existant entre la France et la Finlande, les deux parties se devaient d'aborder les grands problèmes de l'heure, et particulièrement les questions de sécurité et de désarmement, auxquelles les Finlandais sont très sensibles pour d'évidentes raisons historiques et géographiques.

Exposer à Helsinki la position française en matière de dissuasion, de zones démilitarisées en Europe et de processus de désarmement, c'est un peu comme aller prêcher en terre de mission, parler un langage exotique à des hommes pour qui plus on désarme, et le plus vite possible, mieux c'est, sans trop considérer les équilibres qui pourraient être rompus à cette occasion.

Le « réalisme »

Toujours est-il que le sujet fut abordé dès les premiers contacts entre MM. Mitterrand et Koivisto. Ayant fait cadeau à son collègue finlandais d'un planisphère arctique, le président français se vit remettre un rapport de la commission danoise de sécurité qui montrait qu'en matière d'armement nucléaire la Terre est loin d'être plate et que, contrairement à ce que peut laisser penser la contemplation d'un planisphère, le plus court chemin suivi par un missile entre les centres industriels américains et soviétiques passe au-dessus des zones arctiques, donc au-dessus de la tête des Finlandais.

On comprend alors pourquoi Helsinki est favorable à l'établissement d'une zone démilitarisée nordique, englobant le nord de l'URSS, du Canada et d'autres terres arctiques, sur laquelle la concentration des missiles est très importante. La France n'est pas, en général, favorable à ce type de désarmement géographique partiel en Europe, arguant de l'existence du territoire

européen. Et elle l'a fait savoir une fois de plus à ses interlocuteurs finlandais.

Cet exposé des points de vue concernait aussi l'évaluation de la situation nouvelle créée par les propositions de désarmement formulées ces derniers temps par les Etats-Unis et l'URSS. Là aussi, il y a entre Helsinki et Paris quelques nuances, qui se sont traduites dans les discours prononcés par les deux présidents.

Si, pour M. Koivisto, qui est aujourd'hui « plus optimiste » qu'en 1983, il existe « dans le domaine du désarmement des signes de progrès importants », pour le président français, « l'essentiel reste à faire, puisque en fait les Etats-Unis et l'URSS continuent ou continueront, même en cas de réussite des négociations, les forces intermédiaires, à posséder plus de dix mille têtes nucléaires chacun ». Et M. Mitterrand a ajouté : « La réalité oblige à reconnaître que la paix du monde reposera bien des années encore sur la dissuasion nucléaire ». Une version réactualisée, en somme, du fameux discours du 20 janvier 1983 au Bundestag, à l'intention aujourd'hui d'un président finlandais social-démocrate, et nous, il faut le souligner, à 300 kilomètres de la frontière avec l'Union soviétique.

Une autre question, plus terre à terre, mais qui préoccupe de nombreux Finlandais en cette période de vacances, devrait être abordée avant la fin de la visite : celle des visas d'entrée en France imposés, après la vague terroriste de septembre dernier, aux ressortissants des pays non membres de la CEE, à l'exception de la Suisse. Il suffit de voir la queue devant le consulat de France à Helsinki, formée pour l'essentiel de jeunes prêts à partir sec à dos, pour comprendre l'irritation des Finlandais devant cette mesure qu'ils estiment injustifiée à leur égard, car elle les rejette symboliquement hors d'une Europe dont ils estiment faire partie au même titre que les Danois ou les Allemands de l'Ouest, par exemple.

Sur ce point, M. Mitterrand devait indiquer à M. Koivisto son intention de faire évoluer progressivement la situation vers une souplesse plus grande à l'égard des pays qui, comme la Finlande, ne sont pas précisément des nids de terroristes potentiels. Cette question, en tout cas, n'est pas considérée à l'Elysée comme relevant de la seule action gouvernementale, mais aussi du domaine des relations internationales, où le président a bien entendu son mot à dire.

LUC ROSENZWEIG.

« Le mur est un accident de l'histoire qui ne peut durer indéfiniment » déclare le premier ministre

BERLIN-OUEST de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a transformé ses vingt-quatre heures de Berlin en véritable marathon qui lui a permis de faire d'une pierre... quatre coups : un dépôt de gerbes au mur de Berlin, le départ du Tour de France (lire également page 10), la signature d'un « pacte d'amitié » entre les maires de Berlin-Ouest et de Paris et un entretien avec M. Genscher, ministre des affaires étrangères de la République fédérale. Sans compter la réception de la colonie française au quartier Napoléon, l'inauguration d'une sculpture, offerte par Paris à Berlin et due au sculpteur français Bernard Venet, d'un déjeuner au château de Charlottenburg, ainsi que plusieurs allocutions, discours, toasts et une conférence de presse.

L'accord conclu au Conseil européen de Bruxelles entre l'Allemagne et la France a sans aucun doute contribué à une bonne ambiance, qui devrait se retrouver dimanche à Reims et à Colombey-les-Deux-Églises, où le premier ministre recevra le chancelier Kohl. Mais surtout, M. Chirac a voulu placer son voyage berlinois dans la filiation de celui effectué au mois de mai dernier à Moscou, au cours duquel il

avait parlé des droits de l'homme et de la liberté des peuples.

A Berlin, jeudi matin, à l'hôtel de ville de Schönberg, là où John Kennedy avait lancé, en 1963 : « Ich bin ein Berliner », le premier ministre français a désigné le mur comme un symbole à détruire. Après avoir déclaré : « La liberté n'est jamais complètement acquise, et il faut se tenir prêt à la préserver et à la défendre. Dans ce combat, la France est à vos côtés », il a ajouté : « Les choses ne seront jamais normales tant que Berlin demeurera une ville divisée, tant qu'un mur séparera un même peuple, tant que des hommes paieront encore de leur vie un lourd tribut à leur quête de liberté. Le sentiment d'être habitants d'une même ville et citoyens d'une même nation durera plus longtemps que les murs d'acier et de béton ».

M. Chirac a poursuivi : « Les Européens entendent trouver les réponses aux problèmes de sécurité en accord, bien sûr, avec leurs alliés d'Amérique sans lesquels cette sécurité ne serait pas assurée. J'ai dit cette conviction à M. Gorbachev. C'est parce que nous sommes attachés à la paix, à la liberté, à l'Europe, que nous voulons engager un dialogue avec les pays de l'Est. Nous sommes héritiers d'un même patrimoine culturel et spirituel ».

A son arrivée le mercredi 1^{er} juillet, devant le mur qui longe le Reichstag, M. Chirac a dénoncé « cet élément qui perpétue la méfiance entre l'Est et l'Ouest », « la suppression de ce mur, s'il ajoutait, serait le geste le plus significatif pour conforter la paix en Europe, mais du moins pourrait-on le rendre moins inhumain, moins odieux, moins absurde ».

Devant la colonie française réunie au quartier Napoléon, M. Chirac a évoqué l'accord intervenu à Bruxelles la veille et a ajouté, semblant répondre sans les citer aux commentaires faits mercredi par le porte-parole de l'Elysée : « Quand il y a une victoire franco-allemande, c'est une victoire de l'Europe et réciproquement, et c'est la meilleure des choses ». Revenant sur le problème du mur, il a vu dans celui-ci « un accident de l'histoire qui ne peut durer indéfiniment, car les accidents ne durent jamais ». Et il a insisté sur « l'importance considérable du rôle des Français à Berlin, qui confirme la garantie des engagements de la France ».

Partout le premier ministre a reçu un accueil très chaleureux des autorités de la ville et de M. Genscher, qui est venu rejoindre M. Chirac mercredi soir dans une brasserie où il soupait.

ANDRÉ PASSERON.

CORÉE DU SUD : les milieux d'affaires face à la démocratisation

La libéralisation ne devrait pas affecter la discipline dans le travail

Le gouvernement américain, par la voix du porte-parole du département d'Etat, s'est félicité, le mercredi 1^{er} juillet, de la décision du président sud-coréen, M. Chun Doo Hwan, d'entériner les propositions de réformes démocratiques de son dauphin désigné, M. Roh Tae Woo. « Nous nous joignons au peuple coréen pour appeler toutes les parties à se mettre rapidement à la tâche difficile de créer une nouvelle structure politique », a ajouté le porte-parole.

SEOUL de notre envoyé spécial

Sur le plan économique, la crise que vient de connaître la Corée du Sud a été vécue avec plus d'inquiétude à l'étranger que dans la péninsule. La plupart des représentations des firmes étrangères à Séoul ont été bombardées, ces deux dernières semaines d'appels de leur siège, inquiet de l'agitation sociale. Et pourtant, excepté une Bourse de toute façon fébrilement spéculative, qui a réagi par les oscillations des cours les hauts et les bas de la crise politique, celle-ci a peu affecté l'économie.

Ainsi qu'à New-York les cours du wou, la monnaie coréenne, tombaient au fur et à mesure que la crise s'approfondissait, à Séoul les milieux économiques n'ont vraiment commencé à manifester une certaine nervosité qu'à la fin de la semaine dernière, notamment après la

grande « marche de la paix » du vendredi 26 juin. Le dénouement apparemment de la crise qui a consacré la déclaration du président Chun Doo Hwan, mercredi 1^{er} juillet, a soulagé la plupart des hommes d'affaires. Certains s'interrogent cependant encore, tout semblant à la fois trop beau et trop simple.

Dans les ministères et à l'agence de planification, en tout cas, le « risque politique » qu'on redoute est d'une autre nature que celui qui pèse sur la Corée au cours de ces deux dernières semaines : il s'agit d'éviter que les exportations, dont on prévoit qu'elles augmentent de 25,9 % en 1987, ne provoquent des réactions protectionnistes chez les partenaires de la Corée. Au cours des vingt premiers jours de juin, soit en pleine crise politique, elles ont progressé de 40 % par rapport à la même période l'année dernière.

A Pyongyang, rompant le silence qu'elle observait sur les changements politiques envisagés à Séoul, la Corée du Nord s'en est prise à M. Roh. L'agence officielle de presse a accusé le chef du parti au pouvoir en Corée du Sud d'avoir « mis en œuvre un stratagème destiné à diviser et perturber le parti de l'opposition, consistant à prêcher un « grand compromis » sur le devant de la scène et à offrir une grosse liasse de billets

Deux facteurs expliquent que l'agitation de ces deux dernières semaines ait eu un faible impact sur les rousses de l'économie coréenne. Tout d'abord, habitués à l'instabilité latente de tout régime autoritaire, les milieux d'affaires réagissent avec prudence aux soubresauts politiques. Le second facteur, déterminant, fut la relative brièveté de la crise. Compte tenu de l'ampleur de la vague de mécontentement, qui touchait même des catégories sociales généralement calmes (comme les employés de bureau ou les petits commerçants), les milieux d'affaires auraient assurément commencé à s'interroger si l'agitation s'était maintenue.

La rapidité de l'expansion économique coréenne comporte en soi un risque : comme la bicyclette qui tombe quand elle s'arrête, l'écono-

mie coréenne ne peut se permettre des ralentissements inopinés et brutaux. Si le risque économique peut être considéré comme maîtrisé, grâce à un contrôle encore très dirigiste des autorités, l'autre inconnue, le risque politique, ne l'est pas.

Pour les milieux d'affaires coréens comme pour le pouvoir, il faut absolument éviter que les troubles sociaux se répercutent sur l'économie. L'agitation qui suivit l'assassinat du président Park Chung Hee en octobre 1979 s'est traduite par une perte de cinq points de croissance et une mauvaise année pour l'économie coréenne.

Aujourd'hui, l'une des préoccupations des milieux économiques coréens est de maintenir une certaine étanchéité entre la politique et l'économie. Dans le climat de libéralisation qui tend à prévaloir, ce sont les effets de la démocratisation sur le monde du travail qui inquiètent les industriels. Si les réformes se tra-

duisent par des lois sur la liberté d'association et de réunion, elles donneront davantage de moyens d'expression et de revendication au monde ouvrier. Elles risquent surtout de favoriser l'apparition de syndicats dignes de ce nom alors que, pour l'instant, ceux-ci sont inexistant ou contrôlés. De tels développements se produisirent en 1960 au lendemain de la chute du régime Syngman Rhee, qui à la suite de l'assassinat de Park Chung Hee.

La libéralisation qui se dessine est donc bien accueillie par les milieux d'affaires, mais elle doit aussi avoir ses limites : des réformes, certes, mais pas au détriment de la discipline dans le travail. Dans les milieux industriels japonais (à Séoul, fortement implantés en Corée (les Japonais ont investi 1,8 milliard de dollars dans la péninsule au cours des cinq premiers mois de l'année, soit deux fois le montant de la même période l'année dernière), on est confiant : la libéralisation politique attendue ne concernera guère le monde du travail. PHILIPPE PONS.

Le voyage du général Jaruzelski au Japon

Tokyo reste prudent sur ses projets d'investissements en Pologne

Tokyo (AFP). — Le « numéro un » polonais, le général Wojciech Jaruzelski, en visite officielle au Japon depuis le 28 juin (le Monde du 30 juin), a reçu, le mercredi 1^{er} juillet, l'assurance qu'un consortium japonais, au sein duquel figure la firme Daihatsu, filiale du groupe Toyota, est prêt à accorder à son pays un prêt de 10 milliards de yens (69,8 millions de dollars) pour le financement d'un projet de construction d'une usine destinée à produire en Pologne des petites voitures de tourisme. Le président de la commission économique Japon-Pologne, M. Toshikuni Yahiro, avec qui s'est entretenu le chef du parti et de l'Etat polonais, a précisé que ce prêt serait accordé par le consortium avant même ceux éventuellement débloqués par l'Etat japonais.

Cependant, M. Jaruzelski n'a pas obtenu de promesse officielle de Tokyo à ce sujet. Recevant mardi le général Jaruzelski, le premier ministre Yasuhiro Nakasone a rappelé la position inchangeable du Japon, qui

subordonne tout appui financier public à ce projet automobile au succès des négociations avec le Club de Paris concernant la dette extérieure polonaise. Le consortium japonais, dans lequel la firme automobile serait associée aux trois maisons de commerce Mitsui, Itoh et Sumitomo, réclament pour leur part une participation de l'Etat sous la forme de crédits de l'Eximbank du Japon pour ce projet d'un montant total de 680 millions de dollars.

Se défendant de solliciter pour la Pologne un traitement exceptionnel, le général Jaruzelski, qui effectue au Japon sa deuxième visite officielle dans un pays du camp occidental, après l'Italie, depuis son arrivée au pouvoir (en plus de la fameuse « escalade technique » à l'Elysée), s'est cependant dit, mardi au cours d'une conférence de presse, optimiste sur la possibilité de parvenir à des résultats concrets dans les relations économiques entre Varsovie et Tokyo.

La Pologne mène parallèlement deux négociations pour la modernisation, devenue urgente, de son industrie automobile : avec Daihatsu et avec Fiat — qui semble à priori désigner des meilleurs termes, en raison d'une tradition de coopération très ancienne avec la Pologne. Lors de son séjour en Italie, le général Jaruzelski avait d'ailleurs rencontré le président de la Fiat. Il semble cependant que les Italiens ne soient pas disposés à s'engager sans certaines garanties. Les Japonais, de leur côté, seraient prêts à d'importantes concessions pour trouver, par le biais de la Pologne, une nouvelle voie d'accès au marché européen.

M. Gorbachev a reçu l'ancien président Carter. — En visite privée de trois jours en Union soviétique, M. Jimmy Carter, l'ancien président des Etats-Unis, a été reçu, le mercredi 1^{er} juillet au Kremlin, par M. Michail Gorbatchev. M. Carter s'est déclaré « satisfait » de l'entretien qui a duré une heure trente. L'ex-chef de la Maison Blanche, qui venait de Chine avec sa femme, Rosalynn, n'était encore jamais allé en URSS. — (Reuters.)

CORRESPONDANCE

BANGLADESH

Le sort de 72 jeunes réfugiés chakmas

A la suite d'une publicité de l'association Partage à propos du sort de soixante-deux jeunes chakmas du Bangladesh réfugiés en Inde et que des familles françaises sont prêtes à accueillir (le Monde du 12 juin), M. Yakub Ali, deuxième secrétaire près l'ambassade du Bangladesh à Paris, nous écrit :

Le Bangladesh a déjà clarifié sa position selon laquelle rien ne peut être entrepris avant le retour des enfants à la mère patrie. Il est notoire que tout déplacement de réfugiés dans une situation similaire dépend des vues des autorités du pays hôte. Le Bangladesh tient à voir tous ses citoyens qui ont traversé la frontière par suite des troubles récents réintégrer leur domicile dans leur pays.

De plus, pour ce qui est des soixante-deux enfants, si l'appel humanitaire international peut conduire à leur retour rapide au Bangladesh, il serait alors possible pour les autorités nationales de prendre toutes les mesures possibles qui devraient suivre leur retour au sein de la mère patrie.

[M. Pierre Marchand, responsable de l'association Partage, a indiqué à la presse, le mercredi 1^{er} juillet, que les autorités françaises n'avaient toujours pas reçu un accord du Bangladesh, que son organisation sollicite, en vue de la venue en France de ces soixante-deux orphelins. L'Inde se dit prête à laisser partir ces enfants, à condition qu'ils transitent par Dacca pour des formalités administratives.]

APOSTROPHES
LE 3 JUILLET.
DAN FRANCK.
NOTEZ CE NOM
SI VOUS N'AVEZ PAS
DE MÉMOIRE.

Dan Franck

Les Adieux

Roman Flammarion

Flammarion

Qu'est-ce que le lyrisme moderne ? Dan Franck donne la réponse avec ses Adieux. Pierre Lepape - Le Monde.

« Une très savante étude psychologique menée sans faiblesse. Jacques-Pierre Amette - Le Point. »

« Dan Franck appartient à la famille des obsédés magnifiques. Entendez par là des créateurs. » Michèle Gazier - Télérama.

« Bravo, maestro Franck, pour le coup du vrai-faux miroir. Dominique Durand - Le Canard Enchaîné. »

« Un roman à la fois cruel et émouvant. » Françoise Ducout - Elle.

« C'est simplement et sincèrement époustouffant. » Pierre Ajame - Le Matin.

حكايا من الراحل

Proche-Orient

LIBAN : alors qu'une délégation du Hezbollah est à Damas

Une organisation inconnue revendique à Saïda l'enlèvement de Charles Glass

BEYROUTH
de notre correspondant

« Charles Glass est un espion » : on revenait sur ce sujet le mercredi 1^{er} juillet, sur plus de deux semaines après qu'il a été libéré, l'organisation de la défense du peuple libanais, jusqu'à présent, n'avait pas placé très haut la barre. Elle ne lie pas la libération du journaliste américain à l'affaire Hamad, ce dernier arrêté par le régime de Hafez el-Assad, mais de façon très générale à la politique américaine au Proche-Orient.

« L'espion américain, annonce le communiqué de cette organisation, qui est soumise à un interrogatoire, restera captif jusqu'à ce que les plans américains soient connus (...) Il se trouvait au Liban pour espionner au profit d'Israël en prenant contact avec les agents sionistes syriens : des hommes politiques, des responsables des services de l'Etat et de l'armée libanaise et des agents opérant au Liban sud ».

Le communiqué affirme que ces plans devaient être exécutés avec « des simples d'esprit manipulés (par Glass), comme Ali Ouseirane (le fils du ministre libanais de la Défense enlevé avec le journaliste américain) que nous avons libéré suite de preuves suffisantes ».

Aussi significatif que les termes de la revendication est le lieu où elle a été diffusée : Saïda. Ce qui, sans donner d'indication sur son origine réelle — cette ville étant la moins contrôlée des localités libanaises — peut apparaître comme une perche tendue à la Syrie qui ne devrait pas y voir un défi puisque Saïda est hors de son pouvoir.

Une délégation de Hezbollah (chites pro-iraniens) s'est rendue à Damas pour discuter à l'ambassade d'Irak de l'affaire Glass et des otages étrangers en général, avec le général Ghazi Kanaan, maître d'œuvre de la politique syrienne au Liban.

Cette convocation semble indiquer une volonté syrienne d'obtenir un résultat et d'ignorer les dénégations du Hezbollah qui affirme ne pas être impliqué dans les rapt d'étrangers, mais qui, en même temps, adresse une mise en garde sur la mise en garde à la Syrie contre toute tentative de recours à la force. Les propos du cheikh Hussein Tawfiqi

qui dirige la délégation du Hezbollah à Damas sont particulièrement tranchants. Après avoir estimé que « la communauté d'intérêts entre le Hezbollah et la Syrie est impénétrable », il a considéré « impénétrable » l'entrée de l'armée syrienne dans la banlieue chite de Beyrouth, car « les Syriens sont avides et savent que l'effort n'est pas simple. Ils ne peuvent pas ignorer nos convictions, nos réactions et les intérêts de la résistance anti-Israélienne (...) Le régime syrien ne peut admettre de se défaire de ses alliances ». Iraniens s'entend.

Une nervosité grandissante

Aussi considère-t-on à Beyrouth qu'il ne faut pas s'attendre à des bouleversements politiques à la suite de l'ouverture américaine en direction de Damas qui risque de faire long feu. Pas plus que l'on accorde beaucoup de crédit aux informations des médias occidentaux sur de rocambolesques transferts d'otages du Liban en Iran. Moins parce que ces transferts seraient totalement invraisemblables, mais pour la bonne raison qu'un otage occidental à Beyrouth paraît plus utile à l'Irak qu'il ne le serait à Téhéran.

En attendant l'attitude qu'adoptera Damas, les forces syriennes sont sur le qui-vive à Beyrouth ouest comme dans la Bekaa où elles restreignent les activités du Hezbollah et des trois mille gardiens (iraniens) de la révolution qui s'y trouvent. Cela a suscité en moins de vingt-quatre heures deux incidents : après que mardi soir, les soldats syriens en poste sur le boulevard de l'aéroport eurent tiré en l'air au passage du convoi de Cheikh Mohammed Hussein Fadlallah, guide spirituel du Hezbollah, c'est un tir direct qu'a dirigé mercredi ce même barrage sur des voitures de l'armée libanaise, fraction chite (sixième brigade) qui transportaient deux victimes de l'explosion accidentelle d'une roquette, et qui se frayaient un passage « à la libanaise », c'est-à-dire à coups de rafales de mitraillette. Ce dernier incident, fruit d'une méprise et d'une nervosité grandissante a fait deux morts et trois blessés dans le convoi militaire libanais.

LUCIEN GEORGE.

La « guerre des ambassades » pèse sur les relations Paris-Téhéran

(Suite de la première page.)

Les forces de l'ordre empêchaient toute personne d'entrer dans la mission ou d'en sortir sauf pour des « raisons impérieuses ». Les autorités ont invoqué le principe de réciprocité, assurant que ces contrôles seraient levés dès que les Français seraient de même à Paris. Cependant, dans la soirée, ce quasi-blocus de l'ambassade a été considérablement allégé.

M. Gerdji ne dispose pas du statut diplomatique. Mais cet homme, âgé d'une trentaine d'années, qui a fait ses études en France, passe pour être le numéro deux de la mission diplomatique iranienne, que dirige un chargé d'affaires, M. Haddadi. M. Gerdji était un des personnages les plus en vue de l'ambassade, présent à de nombreuses réceptions diplomatiques et servant d'interprète lors des visites officielles de responsables iraniens en France.

Le 3 juin dernier, sur commission rogatoire de M. Gilles Bouloque, juge d'instruction chargé de plusieurs dossiers de terrorisme, des policiers se sont présentés à son domicile afin qu'il puisse être entendu. (Le fonctionnaire iranien était, en effet, en relation avec M. Mohamed Moushajer, inculpé et détenu pour sa participation présumée à un réseau terroriste d'inspiration pro-iranienne.) M. Gerdji n'était pas là. On le disait à Genève ou à Téhéran ; on laissait entendre qu'il aurait été prévenu à l'avance de sa possible interpellation, afin d'éviter un conflit avec l'Irak.

Cependant, les enquêteurs, qui cherchent toujours à l'interroger, ne sont pas sûrs qu'il ait jamais quitté la France, et mardi dernier une information suggérant qu'il pourrait être « caché » dans les locaux de l'ambassade relançait l'affaire.

Elle intervient à un moment où les relations entre Paris et Téhéran, déjà plutôt froides, connaissent une phase délicate. Dès le début du mois, lors du démantèlement d'un réseau terroriste à Paris et l'expulsion du territoire français de huit étudiants iraniens, les autorités françaises avaient conseillé à leurs ressortissants de ne pas rester en Iran sans motif sérieux. Seuls quatre diplomates français, dont un chargé

d'affaires, M. Pierre Lafranco, qui dirige l'ambassade, sont en poste à Téhéran. Début avril, deux cent soixante-dix Français étaient immatriculés auprès de l'ambassade, dont deux cent huit personnes disposant de la double nationalité.

L'affaire Gerdji ne peut que rendre encore un peu plus difficile le laborieux processus de normalisation des relations entre les deux pays entamé par le gouvernement de M. Chirac au lendemain des élections de mars 1986. Le gouvernement avait l'espoir que cette normalisation faciliterait la libération des otages français au Liban, dont on pense qu'ils pourraient être aux mains d'extrémistes chites libanais proches de Téhéran. Cinq otages ont été libérés depuis : Paris a satisfait l'une des demandes iraniennes en obtenant le départ de France d'un groupe d'opposants iraniens, les Moudjahidin du peuple, et entamé une complexe négociation financière sur le remboursement d'un prêt de 1 milliard de dollars consenti par Téhéran au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) en 1974.

Avec un premier versement de 330 millions de dollars, la France espérait des progrès importants dans l'affaire des otages. Il n'en a rien été, et les discussions financières sont aujourd'hui au point mort. Car, au cœur du contentieux franco-iranien, se trouve une question plus vaste : Paris n'entend pas normaliser ses relations avec Téhéran aux dépens des rapports que la France entretient avec l'Irak.

AL FR.

Dans « Le Monde de l'éducation »
un dossier complet :
**LES PLACES DISPONIBLES
DANS LES FACULTÉS**
Sur le minitel à Paris et dans l'Ile-de-France
une mise à jour quotidienne
3615 TAPÉZ LEMONDE puis UNEF

Afrique

ALGÉRIE : la fin de la visite du colonel Kadhafi

De vagues promesses de fiançailles mais pas de mariage avec la Libye

Les relations algéro-libyennes se sont considérablement réchauffées au cours de ces dix-huit derniers mois. Leur qualité actuelle n'empêche cependant pas le président Chadli et le colonel Kadhafi d'avoir une vision divergente de la phase ultime du rapprochement entre leurs deux pays.

ALGER

de notre correspondant

Le chef de l'Etat libyen, qui a quitté Alger mercredi 1^{er} juillet au terme d'une visite officielle de quatre jours, souhaite une union pure et simple ou, à défaut — comme il l'a annoncé dernièrement à un journal libyen, — la création d'une fédération. Il reste en cela fidèle à sa « théorie des axes », qui a connu plusieurs embryons de réalisation : Tripoli-Tunis, Tripoli-Rabat, par exemple. Ces tentatives sont finalement restées infructueuses, mais le colonel a d'autres projets dans ses cartons, et l'axe Tripoli-Alger en fait partie.

Il s'est adressé mardi au Parlement algérien en ces termes : « Il est temps de changer la géographie arabe. Nous sommes dispersés, il est temps pour nous, Arabes, de devenir un peuple uni. (...) Rédigez

seuls les clauses de l'union, je le signifierai en toute confiance. » A Tripoli, l'agence libyenne Jana a aussitôt rapporté que le colonel avait annoncé la signature prochaine d'un traité d'union. De son côté, l'agence algérienne APS, en rendant compte de manière affective de son intervention, n'a mentionné que la nécessité « d'édifier des ententes qui garantissent notre protection et notre survie, objectifs que nous ne pouvons atteindre qu'au prix de l'unité ».

Le président Chadli était resté sur le même terrain dans le discours qu'il avait prononcé mardi à l'ouverture de la dix-huitième session du comité central du FLN : « Le combat pour la libération de notre pays a toujours été indissociable de la libération et de l'unification du Maghreb. Aujourd'hui, nous sommes plus que jamais convaincus que la prospérité de nos peuples, le développement de nos pays et la réalisation de notre unité passent avant tout par l'harmonisation de notre action dans les domaines économique, social, culturel et éducatif. (...) C'est dans cet esprit que nous nous attachons aussi à jeter les bases de la complémentarité et de la coordination avec la Libye sœur, car la dimension économique représente le fondement sur lequel doit s'édifier un ensemble en mesure d'affronter un monde dans lequel la

puissance économique est de plus en plus l'attribut essentiel de la souveraineté. C'est pour élargir et renforcer notre action que nous avons déjà proposé la création d'une instance législative maghrébine ».

L'union au sens où l'entend le colonel Kadhafi n'est donc pas pour demain. Les Algériens sont trop jaloux de leur indépendance pour se lier politiquement à la Libye. En revanche, ils tissent fil à fil, un réseau de relations économiques qui doit devenir suffisamment dense pour garantir la stabilité de l'ensemble des relations bilatérales. Le traité « de fraternité et de concorde » signé en 1983 par l'Algérie, la Tunisie et la Mauritanie servira d'armature à un projet que l'on peut d'ores et déjà imaginer proche structurellement de ce que sont la CEE et le Parlement européen. Mais à quelle échéance ?

Les relations diplomatiques ne sont toujours pas normalisées entre Tunis et Tripoli, malgré l'instauration de l'Algérie pour amener le colonel Kadhafi à régler ses ultimes dettes au gouvernement tunisien. Un « certain dégel » est apparu à Tunis, où les autorités ont peut-être été sensibles aux arguments algériens. L'hypothèse la plus sérieuse, après ces « grands-messes sionistes » célébrées par le seul colonel Kadhafi à Tripoli et à Alger, reste bien celle de l'adhésion prochaine de la Libye

au traité « de fraternité et de concorde ».

Le colonel Kadhafi n'a dû rester pas vraiment le choix. Il n'est pas en position d'imposer quoi que ce soit à aucun de ses partenaires. L'Algérie est finalement le seul pays à lui tendre la main, lui permettant de conserver un minimum de crédibilité internationale. Si unie — et non pas unie — il y a, elle se fera aux conditions algériennes.

Un homme seul

L'accueil qui lui a été réservé à Alger semble avoir été finalement plutôt mitigé. Il a certes été décoré le soir de son arrivée de la médaille du Mérite national, la plus haute distinction accordée à un étranger, comme quelque temps avant lui le roi Fahd ou M. Fidel Castro, mais, en quatre jours, il n'a eu que deux entretiens politiques avec le président Chadli.

La presse algérienne s'est contentée de relater l'aspect protocolaire de sa visite et lui a accordé somme toute une place assez restreinte. Le colonel Kadhafi était venu pour un mariage. Il est reparti avec de vagues promesses de fiançailles.

FREDERIC FRITSCHER.

Amériques

CHILI

Sept partis de gauche forment une coalition

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Sept partis politiques viennent de constituer un nouveau rassemblement : la Gauche unie (IU). Outre les communistes et les socialistes de Clodomiro Almeyda, qui forment déjà le noyau du Mouvement démocratique populaire (MDP), fondé en 1983, la nouvelle coalition comprend notamment la Gauche chrétienne et une fraction du Parti radical. Restent à l'écart les socialistes dirigés par M. Ricardo Nunez, liés à la social-démocratie européenne, et la fraction dite « militaire » du MIR (gauche révolutionnaire), qui suit son secrétaire général, M. Andres Pascal Allende.

Plusieurs semaines de laborieuses négociations ont été nécessaires avant que les partenaires approuvent le texte de référence du nouveau Front politique et lui donnent sa structure organique. M. Clodomiro Almeyda, qui doit en exercer la présidence, est acclamé comme le plus radical, puisque, après trois mois d'assignation à résidence, il a été emprisonné pour « incitation à la violence ».

Que propose la Gauche unie aux Chiliens ? En premier lieu, de favoriser « la mobilisation populaire et l'union de toute l'opposition sans exclusive », afin d'« infliger une défaite politique au régime », auquel devrait succéder un « gouvernement provisoire de salut public ». Dans l'immédiat, le IU animera un « comité pour les élections libres et la défense des revendications populaires », mais elle se déclare prête à négocier avec les forces armées leur retrait du pouvoir. Excluant toute stratégie insurrectionnelle, elle proclame cependant « le droit du peuple à l'autodéfense ».

Ce « programme commun » n'est pas dénué d'ambiguïté. A commencer par celle que recèle le concept d'autodéfense : où finit-elle et où commence la lutte armée ? La question est d'autant plus brûlante que le Front Manuel Rodriguez (procommuniste) vient d'annoncer des

représailles pour venger la mort récente de douze de ses membres. Soucieux de préserver l'alliance à gauche et de rétablir le dialogue avec la Démocratie chrétienne, le PC parviendra-t-il à contrôler son aile radicale ? Ses alliés socialistes semblent en tout cas peu disposés à accepter des actions armées qui compromettraient irrémédiablement la gauche du centre.

Le premier obstacle à la politique militaire de la Gauche unie provient du silence observé par la nouvelle coalition à propos de l'insurrection des listes électorales. Seuls les communistes et le MIR s'y opposent, alors que le reste des forces politiques, depuis les socialistes — pour une fois unanimes — jusqu'à la droite, veut faire de l'insurrection le premier pas vers l'organisation d'élections libres.

GILLES BAUDIN.

ARGENTINE

La tombe de Juan Peron profanée

Buenos-Aires. — Au moment où l'Argentine rend hommage à la mémoire de Juan Peron, mort il y a treize ans, la police cherche à retrouver de mystérieux pilliers qui se sont introduits à l'intérieur de la tombe de l'ancien président argentin pour voler la cape de son uniforme et son épée. Les profanateurs ont également volé de près de 50 millions de francs pour restituer ces reliques.

L'actuel président du Parti justicialiste (peroniste), M. Vincente Saadi a confirmé avoir reçu une lettre des voleurs, la même que celle qu'ils auraient envoyée en Espagne à l'empereur Maria Estela Peron, troisième femme de Peron. Il a exprimé son « horreur absolue » à l'idée que quelqu'un ait pu ainsi profaner la tombe de celui qui reste le grand homme de l'Argentine, soulignant que le gouvernement devait aussi confirmer ou démentir certaines informations selon lesquelles les pilliers auraient également emporté les os des mains du président défunt.

Le vice-président argentin, M. Victor Martinez, a, pour sa part, dénoncé cet acte « absolument abject » et promis que les autorités feraient tout pour retrouver ses auteurs. C'est le 1^{er} juillet 1974 qu'est décédé l'homme qui était alors le président Peron. Aîné par un très populaire femme Eva, dite « Evita », Juan Peron fut président une première fois de 1946 à 1955, date où un putsch militaire l'envoya en exil. De retour en Argentine en 1973, il fut réélu et garda le pouvoir jusqu'à sa mort, l'année suivante. (AFP, Reuters.)

ETATS-UNIS

M. Reagan nomme à la Cour suprême M. Bork, un conservateur affirmé

WASHINGTON
correspondance

Le président Reagan a choisi M. Robert Bork, président de la cour d'appel du district de Columbia, pour succéder au juge Powell à la Cour suprême. Il appartient maintenant au Congrès de confirmer ou de rejeter cette nomination, très controversée. Il sera toutefois difficile pour les démocrates, malgré leurs fortes critiques, de rallier une majorité hostile au choix présidentiel. Les plus libéraux d'entre eux, entraînés par le sénateur Kennedy, n'en ont pas moins vigoureusement attaqué la nomination d'un juge « idéologique », en mesure d'engager la Cour suprême dans le sens conservateur souhaité par M. Reagan.

M. Bork est une personnalité distinguée. Certes, personne ne conteste sa compétence ni ses qualités d'éminent juriste. Il a toutes les qualifica-

tions nécessaires pour séjurer à la Cour suprême. Mais on lui reproche d'avoir, en 1973, sur ordre de M. Nixon, procédé au renvoi du procureur spécial Archibald Cox, qui enquêtait sur le scandale du Watergate. Récemment, toutefois, l'ancien attorney général Richardson, qui avait prêté, pour sa part, dans l'affaire à cette époque plutôt que d'obéir à M. Nixon, a rendu justice à M. Bork en soulignant qu'il s'était comporté « honorablement » au cours de cet incident.

Les orientations politiques de M. Bork sont connues. Sur la base de ses déclarations et de ses jugements, les féministes, les groupes de défense de la minorité noire, diverses associations, craignent que la Cour suprême, désormais bien contrôlée par une majorité conservatrice, ne remette en question les décisions fondamentales prises au cours des trois dernières décennies, concernant notamment la législation de l'avortement, les compensations et avantages donnés aux Noirs dans l'emploi, la protection du droit individuel face à un pouvoir administratif abusif.

Les républicains de droite estiment, en revanche, que le président se devait de profiter de l'habileté créée par la démission pour raisons de santé du juge Powell pour « renverser la vapeur », freiner l'évolution libérale de la Cour et lui donner un coup de barre à droite au service de la « révolution » conservatrice de M. Reagan. Et cela pour de longues années. M. Bork n'est, en effet, âgé que de soixante ans, et les juges à la Cour suprême sont nommés à vie.

Il faut s'attendre, lors des auditions pour la confirmation du nouveau juge, à un débat vigoureux au Congrès, au cours duquel les sénateurs Biden et P. Simon, membres de la commission de justice, mais aussi candidats à la présidence, pourraient se mettre en valeur. Vis-à-vis de leur clientèle électorale, ils se doivent d'attaquer fortement M. Bork et son « protocole », le président Reagan, sans toutefois se faire trop d'illusions sur l'issue de la bataille.

HENRI PIERRE.

Air Shot COMPAGNIE

Vêtements de golf

Fabricant

10, rue Faldherbe
75011 PARIS
Téléphone : 40-09-07-00.

Europe

YOUGOSLAVIE

Près du quart des entreprises sont théoriquement menacées de fermeture

Belgrade (AFP). — Près de 23 % des entreprises yougoslaves sont désormais théoriquement menacées de fermeture avec l'entrée en vigueur, le mercredi 1^{er} juillet, d'une nouvelle loi fédérale visant à assainir le secteur industriel dans le but d'instaurer en Yougoslavie un système de production davantage tourné vers une économie de marché.

Prise à la lettre, cette nouvelle loi, en effet, prévoit que les entreprises yougoslaves structurellement déficitaires ont jusqu'au 25 septembre pour mettre de l'ordre dans leur gestion et redresser leur situation financière. Si rien n'est fait passé ce délai, elles devront être en principe déclarées en faillite.

A en croire la presse yougoslave, qui cite souvent des chiffres contradictoires quant aux conséquences de ce texte, de six cent mille à un million de personnes devraient ainsi se retrouver au chômage avant la fin de l'année. Cependant cette loi, comme c'est souvent le cas en Yougoslavie, devrait être appliquée d'une manière extrêmement sélective. A la suite de nombreuses grèves en avril dernier, le gouvernement de M. Branko Mikulic a déjà largement fait marche arrière sur un texte visant à réduire les salaires, et les observateurs doutent que les autorités soient prêtes à affronter un nouveau mécontentement social aux conséquences imprévisibles.

A terme, sur les vingt-trois mille entreprises yougoslaves, seules mille trois cents seraient réellement menacées de fermeture, selon la télévision de Belgrade, le gouvernement espérant ainsi faire de ces faillites des exemples incitant les autres entreprises à davantage de rigueur dans leur gestion.

La Yougoslavie compte actuellement environ 1,1 million de chômeurs, et ce n'est que parce que les entreprises, employant une main-d'œuvre pléthorique que ce chiffre n'est pas multiplié par deux.

Selon de nombreuses études, il serait plus économique, pour l'Etat yougoslave, de gérer un important fonds d'allocation aux chômeurs plutôt que de faire supporter ce poids aux entreprises, au détriment de leur rentabilité.

Ce problème est compliqué par le système de financement des communes qui fait que celles-ci, traditionnellement, tirent exclusivement leurs revenus des sociétés installées sur leur territoire. Pour un bourg qui ne possède qu'une entreprise sur son sol, la fermeture de celle-ci entraînerait l'asphyxie de tous ses services publics, qu'il s'agisse de ses écoles ou de ses hôpitaux. Le mal est tel, soulignent les observateurs, que chaque baisse ou gel des salaires, sur laquelle la commune perçoit sa quote-part, s'est jusqu'à présent traduit par une hausse, pour l'entreprise, du taux de ses charges sociales afin que la commune puisse compenser, d'une manière ou d'une autre, ce manque à gagner.

POLOGNE : un entretien avec Tadeusz Mazowiecki après la visite du pape

Le régime devrait faire preuve de réalisme

Conseiller de Solidarité, ancien rédacteur en chef de l'hebdomadaire «*Legal*» du syndicat, Tadeusz Mazowiecki est aussi l'un des membres les plus éminents du «*Club des intellectuels des catholiques*». Après la troisième visite du pape en Pologne, qu'il a suivie depuis

l'étranger, il donne ici son sentiment sur l'impact à long terme que peut avoir ce voyage, au moment où en Pologne la population, par le biais de l'Eglise et de la presse catholique, réagit de plus en plus à la dérive de la politique du régime.

— Vous, qui connaissez bien le pape, n'avez-vous tout de même pas été surpris par le déroulement de cette visite ?

— Oui et non. Sur le fond, son discours a été conforme à la ligne qui est la sienne. Mais j'ai été surpris que le pape exprime de manière si forte et si explicite l'aspiration de l'Eglise et des Polonais au respect des droits de l'homme dans leur dimension sociale. Cette visite a montré que la société polonaise n'est pas résignée — fatiguée, mais pas résignée. Et aussi que Solidarité n'est pas un chapitre fermé de l'histoire de la Pologne.

— Les paroles du pape ont été largement interprétées comme un certain rappel à l'ordre lancé à l'épiscopat polonais, fermement prié de rester à l'écoute de la société.

— Il faut garder deux choses à l'esprit. D'abord, il n'y a jamais eu rupture entre l'Eglise et Solidarité, et on ne doit pas oublier le rôle considérable qu'il a été et est encore joué par l'Eglise pour protéger la société, lui offrir la possibilité d'exprimer ses idées. D'autre part, les discours du pape — en particulier celui qu'il a adressé à l'épiscopat, sont une illustration précise de ce que le pape a demandé à l'Eglise polonaise dès son premier pèlerinage en 1979, quand il disait que l'attitude de l'Eglise devait être transparente. La confirmation, en Pologne, de l'engagement de l'Eglise dans la défense des droits de l'homme a aussi une résonance universelle. Nous avons parfois l'impression que le monde s'habitue à l'idée qu'il y a différents «*niveaux*» de droits de l'homme, selon les pays : le monde occidental semble se demander ce que nous et les autres peuples qui vivent dans «*l'autre monde*» pouvons bien encore réclamer. Or là, le pape confirme que les droits de l'homme sont les mêmes partout.

— Pensez-vous que ce troisième voyage puisse vraiment modifier une situation qui reste caractérisée par une grande confiance en soi de la part du pouvoir, face à une opposition en position de faiblesse ?

— Les conséquences à long terme devraient être importantes, renforçant chez les gens le sentiment qu'ils ont le droit d'être traités en sujets et non en objets. Mais beaucoup dépend de la manière dont le pouvoir entend la voix du pape : avec irritation, ou au contraire en la considérant comme l'expression d'un sentiment auquel la société ne peut renoncer, d'une réalité dont il faut tenir compte. Ignorer cette réalité, c'est une politique à courte vue.

L'ombre de M. Gorbachev

— On pourrait dire que la Pologne d'aujourd'hui vit dans l'ombre de deux personnalités : le pape, bien sûr, et aussi M. Gorbachev, qui pourrait apporter quelque chose de nouveau, faire que quelque chose change.

— C'est en effet une question que les gens se posent. Moi, j'observe avec un grand intérêt ce qui se passe à Moscou, dans l'espoir que les changements en cours soient malinés et

accentués : dans ce cas, ils pourraient avoir des conséquences sur l'ensemble du camp socialiste. Mais nos problèmes sont différents. Nous sommes plus avancés dans notre désir de démocratisation, de changements sociaux. Des changements exclusivement économiques, sans changements politiques, seraient sans signification.

— Comment pouvez-vous espérer qu'un régime communiste accepte ce que vous demandez — un certain «*pluralisme*» politique — qui serait la négation aussi bien de la théorie que de la pratique léniniste ?

— D'un point de vue idéologique, vous avez raison. Mais de manière pragmatique, en tenant compte des intérêts des Etats, les régimes communistes seront peut-être en mesure de s'adapter au monde contemporain. C'est le système communiste qui est confronté à cette nécessité. S'il ne franchit pas ce seuil, il devra faire face constamment à des conflits très aigus.

— Cette adaptation ne serait-elle pas forcément le commencement de la fin pour ce type de régime ?

— Le colonialisme aussi a dû affronter ce type de situation. Les Etats qui ont compris le plus tôt qu'il fallait décoloniser ont trouvé des compromis avec les peuples qui se sont libérés.

— En Pologne, le prestige et l'autorité morale du pape sont incontestés, mais ailleurs certains de ses actes sont très critiqués — le dernier en date étant le fait que M. Waldheim a été officiellement reçu au Vatican.

— Il serait tout à fait erroné de voir dans cet épisode autre chose que la réception du chef de l'Etat autrichien. Le pape a bien des fois donné des preuves de sa manière de considérer le martyrologe juif, l'holocauste, et de l'attitude de l'Eglise catholique à l'égard des juifs. Sa visite à la synagogue de Rome a eu un large écho. Mais on sait moins que bien avant d'être pape, il s'était rendu à la synagogue de Cracovie. Pas le moindre doute ne peut subsister à cet égard. Et s'il reste chez nous quelques traces d'antisémitisme, certaines idées toutes faites sur la Pologne ne nous aident pas à nous en débarrasser. Ce sujet d'ailleurs fait l'objet d'une très large discussion en Pologne, notamment dans les colonnes de l'hebdomadaire *Tygodnik Powszechny* (1). C'est un problème qu'on évoque très clairement.

Propos recueillis par JAN KRAUZE.

(1) Principale publication catholique indépendante.

GRANDE-BRETAGNE

La consternation du prince Charles

Tandis que son épouse, «*Lady Di*», regardait à Wimbledon Henri Leconte se faire battre par Ivan Lendl, le prince Charles a passé l'après-midi du mercredi 1^{er} juillet, dans l'East End, l'un des quartiers les plus déshérités de Londres.

Sortant d'une maison condamnée à la démolition mais habitée, — il s'est déclaré consterné par ce qu'il avait vu. «*Ils travaillent et vivent dans des conditions presque aussi déplorables que celles du sous-continent indien, ce n'est vraiment pas acceptable*», a-t-il dit après avoir visité le logement délabré d'une femme bengali, attelée à sa machine à coudre.

«*Je suis convaincu, a encore dit le prince dans une allusion assez claire aux récentes promesses de M^{me} Thatcher sur les zones défavorisées des grandes villes britanniques, que des progrès peuvent être accomplis pour répondre aux besoins les plus pressants, en particulier en matière de logement et de formation professionnelle.*»

Ce n'est pas la première fois que le prince Charles s'aventure sur ce terrain. On l'a déjà vu rendre visite de nuit aux clochards qui dorment sous les arches du pont de Waterloo et il a passé trois jours au mois de mai avec les habitants d'une île des Hébrides à pêcher la crevette et à planter des pommes de terre.

Peu de temps auparavant, il avait suggéré que la famille royale pourrait fort bien se passer de la «*liste civile*» qui lui est assurée par le gouvernement (5 millions de livres en 1986 — 60 millions de francs) et vivre «*plutôt grâce aux revenus des domaines de la Couronne*».

Le Times a publié jeudi en première page une photographie de l'héritier du trône servant les mains d'habitants de l'East End. D'autres journaux observent que les activités du prince Charles et celles de «*Lady Di*» coïncident de moins en moins fréquemment.

A TRAVERS LE MONDE

Jordanie

Le roi vante l'«*intégrité*» de M. Waldheim

Amman. — La Jordanie a accueilli chaleureusement le chef de l'Etat autrichien, M. Kurt Waldheim, arrivé le mercredi 1^{er} juillet à Amman pour sa deuxième visite à l'étranger — après la Vénétie — depuis son élection à la présidence.

Le premier geste du roi Hussein a été de remettre à M. Waldheim la plus haute décoration du royaume, la médaille Hussein ben Ali. Au cours d'un banquet, le souverain a vanté «*le patriotisme, l'intégrité et la sagesse*» de son hôte. «*En vous accueillant, nous réaffirmons la confiance inébranlable de la communauté internationale en votre humanisme*», a encore dit le roi Hussein.

Quelques heures plus tôt, Mme Beata Karsfeld avait remis au palais royal une copie du document du Congrès juif mondial (CJM) mettant en cause M. Waldheim pour ses activités durant la guerre. Le CJM accuse l'ancien secrétaire général de l'ONU d'avoir une part de «*responsabilité dans la déportation de juifs des Balkans*».

Mme Karsfeld, vêtue d'un T-shirt noir portant l'inscription «*Waldheim*

doit démissionner», s'est présentée au palais en sollicitant un entretien avec le roi. Un officier lui a répondu que l'emploi du temps du souverain était trop chargé, mais qu'il souhaitait examiner les documents en sa possession. Mme Karsfeld a quitté le palais après qu'on lui eut offert une tasse de thé. — (AFP, Reuters.)

Nigeria

Démocratie «*à l'américaine*» en 1992

Lagos. — Dans une allocution télévisée qu'il a prononcée en tenue de combat le mercredi 1^{er} juillet, le président Ibrahim Babangida a annoncé qu'il rendrait le pouvoir aux civils dans le cadre d'un régime présidentiel «*à l'américaine*», qui devrait être complètement aménagé en 1992.

Lorsqu'il s'était emparé du pouvoir aux dépens d'un autre régime militaire, en 1983, le général Babangida avait déjà promis le retour à la démocratie en 1990. Il a dit que le retard pris par rapport au programme initial s'expliquait par «*les grands problèmes encore à résoudre*» et a dénoncé «*l'ambition*» des politiciens.

Le programme de transition débutera à la fin de l'année par des élec-

tions locales, qui seront suivies en 1989 de la levée de l'interdiction des partis en prévision d'élections législatives et présidentielles. Une Assemblée constituante devra élaborer en 1989 un texte instituant un Parlement bicaméral. Le président de la République aurait de larges pouvoirs mais ne pourrait pas exercer plus de deux mandats successifs de quatre ans chacun. — (AFP, Reuters.)

URSS

Emigration record de Soviétiques de souche allemande

Mille cent soixante et onze Soviétiques de souche allemande ont émigré en juin pour la République fédé-

rale d'Allemagne. Ce chiffre record porte à trois mille cinq cent cinquante le nombre des départs de personnes appartenant à cette catégorie de la population soviétique qui ont obtenu l'autorisation de quitter l'URSS. Depuis l'entrée en vigueur en janvier dernier d'une nouvelle législation sur l'émigration et la réunion des familles, l'ambassade de RFA à Moscou, qui est à l'origine de ces informations, a examiné soixante-cinq mille dossiers.

Les quelque deux millions de Soviétiques d'origine allemande qui vivent en URSS sont, pour la plupart, des descendants de colons et d'artisans venus s'établir en Russie sous le règne de la Grande Catherine. En 1941, lors de l'avancée sur le territoire soviétique des troupes nazies, beaucoup furent déportés au Kazakhstan par Staline. — (AFP.)

LA CONFISERIE LEONIDAS communique...

Nombre de chocolatiers-confiseurs essayent de semer la confusion parmi les consommateurs en dénommant leur magasin «*LEONIE*», «*LEONICE*», «*LEONARD*», etc... c.à.d. des enseignes dont la consonance est proche de «*LEONIDAS*». Certains nomment des chocolats copies sur les modèles LEONIDAS «*Léonie vanille*» et «*Léonie moka*», donnant ainsi l'illusion aux clients qu'ils achètent des chocolats «*LEONIDAS*» vanille et des «*LEONIDAS*» moka! Ne vous laissez pas abuser!...

PRIVIM
NINA

LIVRES

POLONAIS

et livres français
sur la Pologne
et
l'Europe de l'Est
Catalogues sur demande
LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4
Tél. : 43-26-51-09

Jean SAINT-GEOURS

ÉLOGE DE LA COMPLEXITÉ

ECONOMICA
49, rue Héricart, 75015 Paris

PACKSTRAD

Un PC 512
Amstrad 512 KO
double disquette.
Moniteur graphique
monochrome.
7460 F TTC

+ Une imprimante
Amstrad DMP 3000.
2280 F TTC

+ Open Access,
le must des
logiciels intégrés
à la réponse
à tout.
9370 F TTC

+ Formation assurée
par Altitude XXI
La formation
à vos besoins
3550 F TTC

+ 2 jours de
formation

PACKSTRAD

Configuration
disque dur
prix TTC : 14.220 F.

9990 F* TTC

AU LIEU DE 22678 F TTC

A CE PRIX - LA VOUS TROUVEREZ TOUJOURS UN COPAIN ETUDIANT**

Pour s'offrir le Packstrad (PC 512 Amstrad + imprimante Amstrad DMP 3000 + Open Access + Formation) aux conditions exceptionnelles de 9990 F, c'est très simple :
téléphonez au 46.66.21.81.
• Enlèvement dans nos dépôts d'Antony.

accès facile par R.E.R. et RN 20.
Alors téléphonez vite.
Vous avez jusqu'au 31 août 1987 pour bénéficier de cette offre exceptionnelle.
• Enlèvement possible sur Paris.
** Offre réservée aux enseignants et étudiants.

*Crédit : 30F au comptant et 500F par mois pendant 24 mois
*sans acceptation par CLEFEM, TEG 1805-95 assurances MID comprises

GERPI

21 7, rue Marcelin Berthelot 92160 ANTONY (FRANCE)
46.66.21.81+

هكذا من الاصل

Politique

Invité de « L'heure de vérité »

M. Jack Lang souhaite que le prochain président reste « au-dessus de la mêlée »

Invité, le mercredi 1^{er} juillet, de l'émission « L'heure de vérité » d'A2, M. Jack Lang, tout en se montrant conforme à son image d'enthousiasme et d'énergie — « les blâmes m'ennuient », a-t-il remarqué à un moment — a volontairement adopté un visage moins flamboyant que d'habitude. Ce parti pris de modestie a son revers, puisque, à en croire les sondages réalisés par la SOFRES pendant l'émission, il a limité (hormis dans le domaine de la politique culturelle) la force de conviction de l'ancien ministre.

M. Jack Lang a estimé qu'en matière de sécurité le gouvernement de M. Chirac a « parachevé » l'œuvre des socialistes, et demandé que « l'on sorte des vieilles histoires libéralisme-démocratie ». M. Lang a affirmé qu'il s'emploierait « personnellement » à convaincre le président de la République d'être de nouveau candidat. L'ancien ministre souhaite que cette candidature soit

l'occasion de « proposer un bond en avant à notre pays, de proposer que notre système démocratique évolue ». « Un bon président (...), a continué M. Lang, devrait être dans les prochaines années un président arbitre, garant des grands équilibres nationaux et surtout garant de la paix sociale et de la paix civile. » Si M. Mitterrand est candidat, il attribuerait, d'après M. Lang, « certainement une grande importance au programme sur lequel travaille le PS », mais il proposerait aussi « en son nom propre (...) une série d'objectifs clairs pour le pays qui ne seront pas des objectifs — au sens étroit — socialistes ».

Le « souhait personnel » de M. Lang est que « le président de la République des prochaines années soit au-dessus de la mêlée, ne soit pas le chef d'un camp ou le chef d'un parti, ni même le chef d'une majorité au sens d'une majorité à l'Assemblée nationale, et qu'il puisse précisément donner de l'oxygène à notre démocratie, permettre que, dans les élections futures, les choses s'éclaircissent, qu'il y ait des hommes neufs (...), des générations nouvelles qui apparaissent et que le gouvernement de la France soit un gouvernement (...) efficace en même temps [que] capable d'être ouvert à des sensibilités diverses ». Le député du Lot-et-Cher voudrait un gouvernement qui rassemble « trois Français sur cinq ».

« Le sens de l'intérêt commun »

L'ancien ministre de la culture a reproché à M. Chirac d'avoir commis « une inélégance et une faiblesse » et de mettre en cause le comportement du président de la République, « ce que ne fait jamais », a-t-il dit, M. Mitterrand. Néanmoins, M. Lang espère que « le premier ministre aura le sens de l'intérêt commun » et ne souhaite pas d'élections anticipées. M. Lang a conseillé à M. Chirac « une tasse de camomille préparée (...) le soir avant de dormir », car il juge le premier ministre « un peu nerveux ». « On

attend du chef du gouvernement, a-t-il précisé, qu'il ne change pas d'avis en permanence. (...) Les gens ont le tournis, les gens sont perdus. (...) Le reproche que l'on peut faire à M. Chirac (...), c'est qu'il donne le sentiment d'être un peu givré. »

M. Lang, par ailleurs, a réfuté l'idée d'un armistice idéologique, car il se réjouit « toujours quand, dans un pays, il y a débat, controverse ».

L'ancien ministre estime, d'autre part, que la célébration du bicentenaire de la Révolution française se prépare « dans des conditions qui ne sont pas bien formidables (...) et qui ne sont pas à la hauteur de l'événement ».

A propos de la télévision et notamment de l'attitude des socialistes à l'égard du sort de TF1, s'ils reviennent au gouvernement, M. Lang a posé un principe : « Affirmation que le réseau TF1 est un réseau public et que le système par lequel éventuellement tel ou tel groupe privé, un ou plusieurs (selon moi plusieurs) seront liés à l'Etat, est un système de concession de service public ».

Enfin, l'ancien ministre a jugé « normal », à propos du débat autour du code de nationalité, qu'un jeune qui choisit la nationalité française ait à effectuer son service militaire dans l'armée française.

De nombreuses personnalités du monde culturel ont notamment M^{me} Marguerite Duras et François Sagan, MM. Michel Piccoli, Charles Trenet, Michel Ogier, Roger Hanin — et, pour la politique, MM. Laurent Fabius et Pierre Bérégovoy, mais aussi M^{me} Isabelle Thomas, ancienne dirigeante du mouvement étudiant de cet hiver, étaient présentes sur le plateau de l'émission.

M. Frank Borotra, porte-parole du RPR, a commenté les déclarations de M. Lang sur TF1 (avant « L'heure de vérité » d'A2) à propos de M. Chirac (le Monde du 2 juillet) pour juger que « quand on n'a plus d'idées, on tombe dans la vulgarité et l'insulte ».

M. François Léotard face à trois écrivains

« Les intellectuels jugent le libéralisme »

Pendant que M. Jack Lang, son obsédant prédecesseur, passait sur le grill ultra-médiatique de « L'heure de vérité », M. François Léotard, dans le cadre intime, quoique envahi de fans, de l'espace Cardin, était livré nu et oru, sous la houlette d'Ivan Leval, à trois de nos écrivains les plus en vue : Jean-Edem Hallier et son écharpe blanche, Philippe Sollers et sa tonneuse moessenne, et Guy Sorman et son air gamé.

« Les intellectuels jugent le libéralisme », annonçait à vous en donner froid dans le dos l'invitation du Journal des républicains. Finalement, tout s'est bien passé, entre gens civilisés, sans que l'on soit pour autant privé de quelques jolies périodes. Bref, on ne fut pas tenté de filer à l'anglaise, durant ces deux heures de débat sur un sujet aussi ressacé que le libéralisme. Ce n'est déjà pas si mal.

Estimant qu'il y a « contradiction à être ministre de la culture dans un système libéral », l'actuel hôte du Palais-Royal s'est vite repris en justifiant l'existence en France de ce pont-aux-ânes par plusieurs raisons : la sauvegarde du très riche patrimoine ; le livre, qui ne peut être soumis aux lois ordinaires du marché ; la « bataille essentielle » pour la francophonie ; la nécessité d'organiser l'Europe culturelle « face à la déferlante américaine ». Un instant, on se crut à Mexico, en 1982, lorsque le ministre socialiste Lang apostrophait « l'impérialisme culturel et financier qui sabote les identités nationales ».

Mais déjà Guy Sorman définissait le libéralisme comme « d'abord un comportement personnel ouvert et non pas une religion révélée », tandis que Philippe Sollers, au lieu de voir s'épanouir l'individu, comme prévu par les temps libéraux qui courent, faisait part de son souci devant la pavlovianisation (1) de notre société, sa soumission grandissante aux

« stéréotypes ». En revanche, aux yeux de l'auteur de *Portrait d'un jour*, « Léo est très bien ».

Quant à Jean-Edem Hallier, qui a fait « un compromis historique avec lui-même » et qui, depuis un certain voyage au Liban en 1982, se définit comme « catholique apostolique, romain et buté », il n'est pas libéral, même s'il trouve François Léotard « sympathique ». De toute façon, en tant qu'« artiste », l'auteur de *Chagrin d'amour* ne se reconnaît que « Dieu pour ministre de la culture ».

Harlem sans désir

Ce que Jean-Edem Hallier craint, c'est le façonnage industriel des esprits, les Harlem sans désir, l'Europe devenant la poubelle culturelle des Etats-Unis, le cultisme abolissant différences, sexes et races. Au mot de « race », chacun se récrie et y va de son couplet grandeur, mais « Jean-Edem » persiste, et c'est le seul moment du débat où ça touche un peu : « La mémoire, c'est l'orgueil de la race, sentiment distinct du racisme. Je veux pouvoir aimer Jeanne d'Arc sans me faire traiter de raciste. Les juifs eux-mêmes nous ont enseigné le mépris. En déshonorant Le Pen, les socialistes empêchent que l'on parle vraiment de la dénatalité, de la drogue, du racisme ».

Finalement, Sollers apporte d'une certaine façon un peu d'eau au moulin de Hallier, en regrettant « les formes collectives éternelles que peut prendre le combat contre le racisme ». Quant au ministre de la culture, il ne croit qu'à « peuple français », un peuple dont font partie jusqu'aux Canaques de Nouvelle-Calédonie, qu'il ira bientôt visiter.

Revenant à la métropole, Sorman fait ensuite l'éloge de la bourgeoisie, la vraie, le libéral, celle qui a lancé l'économie occidentale, celle qui, dans le tiers-monde, est en train, selon l'auteur de *La Solution libérale*, de bâtir des pays concurrents des nôtres sans que nous nous en rendions compte. Il n'a d'ailleurs pas dû lesquels, pas plus qu'il n'a même cherché les « méthodes libérales » que le gouvernement Chirac n'applique pas mais qui, d'après lui, pourraient sans coup férir guérir chômage, déficit de la Sécurité sociale et autres plaies contemporaines. Là, c'est encore Jean-Edem qui met les pieds dans le plat en dénonçant « Tapia, dépeceur d'entreprises, et non pas illustration de l'esprit d'entreprise ».

A la recherche, lui aussi, d'exemples frappants, le ministre jette alors au public, « les armées arabes, staliniennes, contrôlées, battues par Israël, qui, lui, a une armée dans laquelle on peut discuter les ordres ! » Outre que la plus stalinienne, celle de Staline lui-même, jous quelque rôle dans la victoire de 1945, on croirait que l'Etat israélien avait été édifié en grande partie, disons, par des « non-libéraux ».

Autre exemple, nous semble-t-il, pas très heureux, choisi in fine par le chef de file des libéraux français : « la littérature du XIX^e siècle, qui est peut-être en train de se faire dans les goulags ». Surtout que personne n'a osé en conclure que les méthodes douces du libéralisme pourraient être moins propices à la création...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Ivan Pavlov (1849-1936), physiologiste russe et prix Nobel 1904, qui étudia particulièrement les réflexes conditionnés.

Selon BVA

M. Mitterrand vainqueur dans tous les cas de figure

L'enquête mensuelle de BVA-Paris-Match donne M. François Mitterrand gagnant au deuxième tour d'une élection présidentielle, contre M. Jacques Chirac ou M. Raymond Barre : le chef de l'Etat battrait le premier avec 58 % des voix contre 42 % ; il devancerait le second avec 53 % des suffrages contre 47 %. L'avance de M. Mitterrand sur M. Chirac est la plus importante enregistrée à ce jour.

A gauche, en cas de candidature simultanée de M. Mitterrand et M. Rocard, le président de la République devance son challenger de vingt points contre onze le mois dernier. Au sein des électeurs socialistes, l'évolution est encore plus nette : 73 % d'entre eux choisissent M. Mitterrand (+10 %), contre 23 % pour le maire de Conflans-Sainte-Honorine.

Du côté de la droite, M. Léotard semble tirer quelques bénéfices de la crise qui l'a opposé au premier ministre : dans le cas du premier tour il passe de 4,5 % à 6 % des intentions de vote. S'agissant de la hiérarchie établie par les électeurs de droite pour leur meilleur candidat, les résultats sont l'inverse de ceux du mois dernier : M. Chirac (37 %, soit une poussée de trois points) devance M. Barre qui, avec 30 %, perd deux points.

En revanche, M. Barre, sur l'ensemble de l'électorat, devance M. Chirac au premier tour : il est perçu comme plus résistant que M. Chirac face au candidat de la gauche. Le député de Lyon, François M. Rocard de quatre points (52 % - 48 %) et réduit l'écart qui le sépare de M. Mitterrand (55 % - 45 % en avril, 53 % - 47 % ce mois-ci).

Quant à M. André Lajoinie, il est crédité d'un score de 6 % des voix au premier tour dans l'hypothèse d'une candidature Mitterrand et de 11 % si M. Rocard est le candidat socialiste. (Sondage réalisé auprès de neuf cent cinquante-deux personnes du 15 au 20 juin. Echantillonage par la méthode des quotas.)

D'autre part, selon un sondage IPSOS, publié par VSD, M. Le Pen obtiendrait 14,6 % des voix au premier tour dans le cas d'une candidature de M. Rocard, 13 % dans l'hypothèse d'une nouvelle candidature de M. Mitterrand (1^{er} - 23 juin, 913 personnes). D'après le sondage BVA, M. Le Pen oscille, selon les cas de figure, entre 9 % et 11 % des intentions de vote.

Au Forum « Télérama »

Michel Rocard, la culture et l'Europe

Le deuxième Forum Economie et Culture, organisé par *Télérama*, s'est tenu, le mercredi 23 juin, dans les salons du Grand Hôtel, sous la présidence de M. Michel Rocard. Au début de son intervention, ce dernier s'est interrogé : « Au nom de quelle légitimité un homme politique peut-il parler de culture ? Il n'a pas à intervenir dans cette liberté intime et ultime, en revanche il a le devoir de la protéger et de garantir les conditions de son exercice. » Culture dont il dit avoir découvert récemment qu'elle est le moteur ultime du développement.

Après avoir dressé un diagnostic culturel pessimiste de la France, pessimisme accentué par la politique menée depuis le 16 mars 1986, il a indiqué le rôle de l'Etat en la matière. Soutenu à la création, conservation et transmission du patrimoine, développement des industries culturelles et formation.

Dans le domaine de l'audiovisuel, M. Rocard a constaté l'erreur de la privatisation de TF1 « dans son principe et dans ses modalités ». Toute politique culturelle et audiovisuelle de la France, a-t-il indiqué, doit être européenne. Aussi a-t-il proposé la création, à l'échelle de l'Europe, d'un fonds du patrimoine, la célébration du premier voyage de Christophe Colomb, la création d'un

musée de l'Europe et d'une « carte Orange » des musées du Vieux Continent, ainsi que l'établissement d'une norme commune en matière de diffusion par satellite.

« Il en va de la culture comme du bonheur, a-t-il conclu ; il n'appartient pas à l'Etat de le fabriquer. Seul le bonheur et la privation culturelle peuvent relancer la politique car il lui faut les combattre. »

C'est là que vous serez la position socialiste. Nous stopperons le programme de privatisations. C'est clair. » M. Jospin a également précisé une nouvelle fois que les rationalisations seraient décidées au cas par cas en fonction de la politique bancaire et financière mise en œuvre par le gouvernement de gauche. Mais, en tout état de cause, selon M. Jospin, il sera procédé à des rationalisations.

● M. Jospin critique M. Rocard. — Interrogé, le mercredi 1^{er} juillet, sur les déclarations de M. Michel Rocard à Radio 88, indiquant que s'il est élu à la présidence, il ne remettra pas en cause les privatisations déjà effectuées et continuera le programme de privatisations sous d'autres formes (le Monde du 23 juin), M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a indiqué : « Lorsque vous hézitez sur la position socialiste, écoutez ce que je dis. »

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni à l'Élysée, le mercredi 1^{er} juillet 1987, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue du conseil, le communiqué suivant a été publié :

● AMÉLIORATION DE LA DÉCENTRALISATION

Le ministre de l'intérieur et le ministre délégué chargé des collectivités locales ont présenté au conseil des ministres un projet de loi d'amélioration de la décentralisation.

Ce projet est le troisième texte législatif intéressant les collectivités locales depuis le début de la législature (le Monde du ...).

● RELÈVEMENT DU SMIC

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de l'emploi, le conseil des ministres a adopté un décret portant relèvement du salaire minimum de croissance (SMIC).

Conformément à la loi, le SMIC est revalorisé chaque année au 1^{er} juillet afin d'améliorer la situation des salariés les plus modestes.

A compter du 1^{er} juillet 1987, le taux horaire du SMIC est porté de 27,57 francs à 27,84 francs, ce qui correspond à une hausse de 1 % par rapport au taux précédent fixé le 1^{er} mars 1987 et de 3,4 % par rapport au taux fixé le 1^{er} juillet 1986.

La rémunération mensuelle brute minimale passe ainsi à 4704,96 francs pour cent soixante-neuf heures de travail.

● LA PROTECTION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE : DIX ANS D'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA NATURE

1. — Des résultats probants ont été obtenus dans quatre domaines essentiels.

1) La connaissance des espèces. — Des inventaires de faune et de flore sont désormais réalisés de manière régulière par le Muséum national d'histoire naturelle.

2) Le renforcement de la protection. — Sur le plan juridique, la protection de la nature a été renforcée par l'adoption de la loi du 10 juillet 1976, par la ratification de la convention de Washington sur le commerce international des espèces de flore et de faune sauvages et par l'entrée en vigueur de la directive européenne de 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages et de leurs habitats.

Trois cent cinquante-deux espèces animales et quatre cent trente espèces de plantes sont aujourd'hui protégées.

3) La gestion des espèces animales et végétales. — L'institution du plan de chasse pour le grand gibier (cerf, chevreuil, daim, mouflon) a permis de gérer ces espèces en tenant compte non seulement de leurs effectifs, mais aussi de la capacité biologique du milieu naturel.

Des espèces animales encore présentes il y a quelques dizaines d'années et disparues depuis ont été réintroduites avec succès.

La conservation du patrimoine génétique des espèces sauvages paraît donc en bonne voie d'être assurée, garantissant la richesse et la diversité du cadre de vie et le maintien des grands équilibres naturels.

4) Un réseau d'espaces protégés largement étendu depuis 1976. — Un sixième parc national, le Mercantour, a été créé en 1979. Les parcs naturels régionaux sont passés de treize à vingt-quatre et couvrent 3,2 millions d'hectares. Les réserves naturelles sont passées de trente-six à quatre-vingt-une et couvrent 91 000 hectares.

Le conservatoire du littoral et des rivières lacustres a acquis 28 000 hectares d'espaces naturels et 360 kilomètres de rivières.

Soixante-dix réserves biologiques domaniales ont été créées.

Il existe plus de onze mille réserves de chasse, qui couvrent près de 2 millions d'hectares.

II. — Les résultats obtenus seront confortés par des actions nouvelles.

1) Le développement des connaissances sera poursuivi avec des moyens modernes. — Le statut de la faune et de la flore du Muséum national d'histoire naturelle assurera la coordination de l'ensemble des collections et traitements de données sur les plantes, les animaux et les zones naturelles exceptionnelles. Son potentiel de

travail, notamment informatique, sera amélioré.


Le Muséum envisage, en outre, la mise en œuvre de systèmes experts adaptés à la gestion de la faune et de la flore.

2) La réglementation relative à la protection sera mise à jour et complétée.

3) La politique de développement des espèces protégées et de réintroduction de certaines espèces sera poursuivie.

4) La coopération internationale sera renforcée.

FAITS & ARGUMENTS



Abonnez-vous en téléphonant gratuitement au 06 20 08 00 ou en renvoyant ce bulletin à B.A. FAITS ET ARGUMENTS

B.P. 102 - 92358 Le Plessis Robinson Cedex.

Abonnement de soutien : à partir de 500 F.

Abonnement France : 140 F

Etranger : 190 F

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de G.E.S.E.C.O.M.

Nom _____

Adresse _____

ISTH

Institut pour des Sciences et Techniques Innovantes

LES PRÉPAS DE L'AVENIR

Pour vous aider efficacement à réussir dès Septembre.

SCIENCES PO

— Stage intensif d'été —

CENTRE AUTEUIL :

TÉL. : 42.24.10.72

CENTRE TOLBIAC :

TÉL. : 45.85.59.35

Politique

La session extraordinaire du Parlement

La formation des apprentis : sans cesse sur le métier...

L'apprentissage, formation des temps anciens. L'apprentissage, réceptacle des exils de tous les autres systèmes éducatifs. L'apprentissage, pourtant modèle de ce que devrait être un enseignement en alternance, dont la nécessité est maintenant reconnue,

Complémentarité ou concurrence ? 02071 les trois systèmes de formation existant actuellement et présentés en ces termes par M. Michel Berson (PS, Essonne) : « le système éducatif qui relève de l'Etat, les formations en alternance qui sont gérées par les partenaires sociaux et l'apprentissage qui relève à la fois de l'Etat, des régions, du patronat et des organisations syndicales ». Tel a été le cœur du débat de mercredi au palais Bourbon. Et la réponse de M. Philippe Séguin fut sans appel : « Pour conduire 80 % des jeunes d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, le gouvernement a choisi de diversifier les voies de formation en développant les enseignements technologiques et professionnels ainsi que l'apprentissage. Chacun doit tenir son rôle en liaison avec les autres. Mais la détermination du ministre aurait été plus percutante si les autres ministres concernés, comme celui de l'éducation nationale,

par tous. Sur le diagnostic et sur l'objectif, tout le monde ou presque est d'accord. Reste à savoir si le projet de loi présenté mercredi 1^{er} juillet après avoir été adopté par le Sénat, est la bonne méthode pour passer d'une situation dégradée à un renou-

veau indispensable, qui doit conduire 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat, selon l'objectif ambitieux de M. Chevènement repris par son successeur, M. Monory ? La majorité en est convaincue. La gauche ne le croit guère.

L'apprentissage, les entreprises assurent la plus grande partie de la formation professionnelle. L'apprentissage est pour nombre d'élus de la majorité, la panacée. Et alors que M. Séguin s'interdit toute critique de l'éducation nationale, certains de ses amis ne se gênent pas pour expliquer qu'il faut bien confier la formation des jeunes aux entreprises, puisque l'enseignement officiel n'a pas su la leur fournir. M. Jean-Paul Charrier (RPR, Loiret) aura même un ton fort révélateur d'un état d'esprit : « Un bon maître est plus utile à son pays qu'un intellectuel raté ».

La gauche s'inquiète des conséquences de ce projet. Les entreprises répartissent comme elles l'entendent la taxe professionnelle, a rappelé M. Berson. Les CFA sont déjà privilégiés par rapport aux lycées d'enseignement professionnel ; les entreprises ne vont-elles pas maintenant être tentées de la garder pour elles, puisqu'elles pourront assurer elles-mêmes la formation ? Cela ne va-t-il pas déséquilibrer tout le système ?

Pourtant à attendre le dialogue entre M. Séguin et son prédécesseur immédiat, M. Michel Delebarre (PS, Nord), le désaccord ne repose que sur un procès d'intention rétrograde. L'actuel ministre assure : « Nous ne cherchons pas à organiser l'hégémonie d'une filière (l'apprentissage contrôlé par le patronat) sur les autres. Il faudra que vous nous donniez l'assurance que telle est bien, également, votre intention » ; en clair que vous ne trahirez pas pour une mainmise totale de l'éducation nationale sur l'ensemble des systèmes de formation.

Les orateurs socialistes, en vantant les mérites de l'apprentissage, se sont efforcés d'éviter un tel procès. M. Delebarre a ajouté que le drame de l'échec scolaire est suffisamment grave pour susciter l'élabo-

La « charte des contribuables » définitivement adoptée

L'Assemblée nationale a adopté définitivement, le mercredi 1^{er} juillet, le projet de loi tendant à améliorer les relations entre les citoyens et les administrations fiscales et douanières. La majorité a approuvé ce texte dans la version du Sénat.

Ce projet de loi, défendu par M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, crée notamment une « charte des contribuables » qui sera obligatoirement remise aux contribuables faisant l'objet d'un contrôle. L'Assemblée nationale a entériné les modifications du Sénat relatives à la composition de la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires. C'est ainsi qu'un expert-comptable en fera obligatoirement partie. Ce sont les chambres de commerce et de métiers, qui désignent déjà les représentants des contribuables, qui choi-

siront également l'expert-comptable. D'autre part, le contribuable soumis à une taxation d'office après vérification fiscale pourra demander que soit saisi de son dossier une autre commission que celle de son département afin que sa vie privée soit protégée.

S'agissant des successions, la pénalité de 40 % ne sera applicable que quatre-vingt-dix jours après la première mise en demeure (au lieu de trente jours). Dans la pratique, les choses se dérouleront ainsi : les héritiers disposeront d'un délai de six mois pour déposer la déclaration de succession. A l'issue de ce délai s'ouvrira une nouvelle période de six mois pendant laquelle le dépôt tardif de la déclaration sera uniquement sanctionné par le décompte d'un intérêt de retard mais pas par l'application de pénalités. Si au premier jour suivant ce délai total de douze mois les héritiers n'ont toujours pas déposé leur déclaration de succession, ils se verront alors infliger une majoration de 10 %. Après l'envoi de la première mise en demeure, ils disposeront d'un délai de quatre-vingt-dix jours pour régulariser leur situation. Au-delà, la pénalité de 40 % sera appliquée. Après l'envoi d'une seconde mise en demeure, le délai ne sera plus que d'un mois, à l'issue duquel les droits dus seront majorés de 80 %.

Ces nouvelles dispositions, introduites par le Sénat, l'ont été, a précisé M. Robert-André Vissier (RPR), rapporteur général de la commission des finances, « dans le but de prendre en compte les difficultés techniques rencontrées dans l'élaboration de certaines déclarations ». Le ministre, M. Juppé, a, quant à lui, réaffirmé la volonté du gouvernement de « renforcer les droits des contribuables sans ôter à l'administration ses instruments de lutte contre la fraude ». Les groupes socialistes et communistes se sont opposés à ce texte en estimant qu'il réduisait l'efficacité de la lutte contre la fraude et faisait la part trop belle aux gros contribuables.

PIERRE SERVANT.

Les sénateurs socialistes déferent la loi hospitalière au Conseil constitutionnel

Les sénateurs socialistes ont déferé le vendredi 26 juin au Conseil constitutionnel la loi relative aux établissements d'hospitalisation et à l'équipement sanitaire qui avait été définitivement adoptée le 23 juin.

Les signataires de ce recours demandent que soient déclarées non conformes à la Constitution les dispositions du premier alinéa de l'article 7 du texte de la loi.

Cet alinéa prévoit l'instauration d'une procédure dérogatoire de nomination des chefs de services hospitaliers qui avaient déjà été nommés avant le 31 décembre 1984, qui n'ont pas fait l'objet depuis cette date d'une mutation et à condition qu'ils continuent d'exercer ces responsabilités quand sera publiée la loi.

L'alinéa contesté, soutiennent les sénateurs socialistes, « instaure une discrimination à l'égard des fonctions de chefs de services entre les praticiens hospitaliers (...) qui exercent lors de la publication de la loi cette fonction ».

Le premier alinéa de l'article 7 de la loi méconnaît également, soutiennent les sénateurs socialistes, « le principe de l'égalité de traitement des agents publics : ne serait prise en compte, pour bénéficier de l'automatisme de la nomination, que l'ancienneté des chefs de services qui n'ont pas fait l'objet d'une mutation. Or cette mutation n'a aucun caractère disciplinaire, elle ne saurait donc influencer sur le déroulement de carrière des intéressés ».

(Publicité)

COMITÉ FRANÇAIS DU CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX AU MOYEN-ORIENT

1967 : Guerre des Six Jours
1977 : Début de la paix avec l'Egypte
1987 : Année de la paix au Moyen-Orient

APPEL POUR LA PAIX

Vingt ans se sont écoulés depuis la guerre des Six Jours, dix ans depuis l'initiative historique de paix entre l'Egypte et Israël. Il faut mettre un terme à la poursuite du conflit israélo-arabe, avec son cortège de terreur et de violence, d'effusion de sang et de souffrance, et de domination d'un peuple par un autre.

Nous savons que ce conflit ne sera jamais résolu par la force. Nous lançons donc un appel à toutes les parties afin qu'elles renoncent à l'usage de toute forme de violence.

Le temps est venu d'établir une paix fondée sur la reconnaissance mutuelle, un compromis territorial et l'autodétermination, seules garanties pour la sécurité d'Israël, la réalisation des aspirations palestiniennes et la stabilité de la région.

Nous exhortons les deux parties en conflit à surmonter les obstacles de la méfiance et de l'hostilité, et à entamer des négociations de paix sans conditions préalables.

Puisse 1987 être l'Année de la paix au Moyen-Orient.

Nous faisons appel à vous pour signer cet appel et le faire signer par vos amis.

Le comité français du Centre international pour la paix au Moyen-Orient.

Siège : 10, rue Saint-Claude, 75003 PARIS.

Présidente : Marie-Claire MENDES-FRANCE.

Comité directeur : André AZOULAY, Elisabeth de FONTENAY, Paul KESSLER, Daniel RACHLINE et André WORMSER.

ADLER Alexandre, AZOULAY Claude, ATTALI Jean-Raymond, ATOGUI Max, BLOCH-LAINE François, BULAWKO Henri, BENSSAYAG Maurice, BADINTER Elisabeth, BLUMENKRANTZ Bernard, BENICHOU Pierre, BARRET-KRIEGL Blandine, BAUMANN Gérard, BELLER Illex, BLUM Michel, BENABOU Kessica, BERDA Paule, CHARLES-ROUX Edmonde, CARTAN Henri, DEROGY Jacques, DUCODRAY Renée, DAYAN-ROZENMAN Annie, DREYFUS-SCHMIDT, DELOUVRIER Paul, DANIEL Jean, M. le Rabbin EISENBERG Josy, ELLENSTEIN Jean, ESTIER Claude, FINKIELKRAUT Alain, FAYOLLE R., FISZBIN Henri, FAYOLLE André, Rabbin FAHRI Daniel, FELLOUS Marc, FELLOUS Arlette, GIRARG Patrick, HAMON Léo, HABIB Marie-Claire, HILLEL Marc, Prof. HAMBURGER, ISRAEL Gérard, M^{re} JACOBY Daniel, M^{re} JOUFFA Yves, Prof. JACOB François, Prof. KAHN Marcel-François, M^{re} KIEJMAN Georges, Dr KOUCHNER Bernard, LAMY Daniel-André, LAMY Dominique, LE ROY LADURIE Emmanuel, LEVAI Ivan, LACOUTURE Jean, LACOUTURE Simone, LOGNINSKI Frédéric, LANZMAN Claude, MEMMI Albert, Prof. MINKOWSKI Alexandre, MONTAND Yves, MARKOWITZ Herbert, MESGUICH Daniel, NIEDERMAIER Kurt, Dr OLIVENSTEIN Claude, PECKER Jean-Claude, ROZENBERG B., DE ROTHSCCHILD Robert, ROSENFELD Jean-Michel, SERVAN-SCHREIBER Jean-Claude, SHAPIR Arié, SLIM Molsen, Prof. SCHWARTZ Laurent, SCHMIDT Jean, SERVAN-SCHREIBER Pierre, THALMAN Rita, TARNERO Jacques, TOLEDONO Salomon, VIDAL-NAQUET Pierre, VELLUET Ciella, VELLUET Flora, WOLF Etienne...

...et des centaines d'autres signataires dont les noms seront publiés ultérieurement...

SIGNATURES ET DONS A ADRESSER AU SIÈGE DU COMITÉ FRANÇAIS, 10, RUE SAINT-CLAUDE, 75003 PARIS

سكندرية من الاصل

Société

Le procès de Klaus Barbie

La défense évoque les crimes contre l'humanité... avant et après le nazisme

LYON
de notre envoyé spécial

La défense de Klaus Barbie à l'heure des plaidoiries allait-elle être fracassante ? Allait-elle être source de scandale, comme celui qui en est le maître d'œuvre l'avait annoncé ? Certes, le débat et de récentes déclarations extérieures ont montré qu'il ne fallait plus attendre de révélation propres à accuser tel ou tel. Mais il restait un autre thème, lui aussi annoncé et résumé en cette affirmation : les crimes contre l'humanité n'ont pas commencé avec Klaus Barbie et le nazisme. Ils n'ont pas non plus cessé avec eux. C'est ce thème qui a été développé, mercredi 1^{er} juillet, par les deux avocats que M^{re} Vergès s'était adjoints en cours de procès, M^{re} Jean-Martin M'Bemba, du barreau de Brazzaville, et M^{re} Nabil Bouaita, du barreau d'Alger.

En appelant ainsi à ses côtés un congolais et un algérien, M^{re} Vergès, lui-même né d'une mère vietnamienne et d'un père français, entendait constituer un front de représentants de peuples naguère colonisés en droit d'opposer aux parties civiles et, au-delà d'elles, à l'Europe blanche leurs propres droits d'anciennes victimes du racisme.

Mais, inmanquablement, cela devait aussi aller jusqu'à la mise en accusation d'Israël, puisque le propos visait à ce que le débat sur le crime contre l'humanité ne soit pas ramené au seul nazisme, mais orienté aussi vers l'actualité de 1987. Et lorsque M^{re} Bouaita en vint à dire que les massacres de Sabra et de Chatila mettaient l'Etat juif au même rang que les nazis, ceux qui, du côté des parties civiles, représentent la communauté et les associations juives ne purent en supporter davantage, revendiquant un droit de réplique immédiat. Cette position ne fut pas partagée par d'autres avocats de la partie civile pour lesquels la défense demeure libre de ses arguments, la cour et les jurés étant seuls qualifiés pour en apprécier la valeur.

Il n'y eut donc pas de réplique immédiate, cette réplique, a décidé le président André Comte, pourra être livrée lorsque la défense en aura terminé. Ce fut néanmoins l'occasion d'un grand émoi qui divisa encore, sur les marches du palais, ceux qui, dans ce procès, gardent d'abord en mémoire l'étendue de l'holocauste, ne pouvant admettre que le peuple qui en fut victime soit assimilé à des bourreaux, et ceux pour qui, dans un Etat de droit, les règles et la pratique du débat judiciaire s'imposent, quels que soient l'accusé et les crimes reprochés.

Hommage aux martyrs du racisme...

C'est M^{re} Vergès qui avait livré en ouverture sa conception de la défense. Il s'y montra imprécateur dans la lecture qu'il fit d'un texte préalablement écrit, ce qui, de sa part, a surpris. Il s'adressait essentiellement à ses confrères de la partie civile. Mais le discours se voulait aussi d'une portée bien plus large. C'était celui d'un porte-parole de « ceux qui furent aussi au rendez-vous de la lutte contre le nazisme et dont, jusqu'à présent, vous n'avez soufflé mot ».

Ecoutez donc : « Au nom de la défense unanime, je m'incline devant la lutte de la Résistance, et personne ne peut nous contester ce droit car les peuples algérien, africain, malgache, furent engagés dans le combat. Je m'incline devant les souffrances des juifs et le martyre des enfants d'Israël, parce que le racisme, nous savons ce que c'est nous aussi, et nous portons le deuil des enfants algériens morts par milliers dans des camps de regroupement ».

Cette lutte contre le racisme aurait pu jeter entre nous des passerelles. M^{re} le procureur général nous a dit que la notion de crime contre l'humanité n'était pas encore fixée de façon satisfaisante, qu'elle avait varié, opposant des juridictions françaises entre elles. A partir de là, il n'est plus possible que l'actualité n'entre pas dans ce procès ».

M^{re} Vergès allait alors dire que, dès 1940, ce ne furent pas des SS mais la Wehrmacht qui se livra en France aux premiers crimes contre l'humanité, « que l'oubli collectif passe aux profits et pertes de la guerre et, en cette occasion, personne encore n'a évoqué ». Il s'agissait de la fusillade par les Allemands

des tirailleurs sénégalais, « massacrés à cause de leur race ».

M^{re} Vergès : « Le crime contre l'humanité ne force-t-il l'émotion, ne mérite-t-il commémoration que lorsqu'il frappe des Européens ? Ces massacres des 19 et 20 juin 1940 en raison de la couleur de leur

M^{re} M'Bemba a parlé des crimes de la colonisation. M^{re} Bouaita a provoqué un vif incident en comparant les atrocités nazies à celles commises au Liban par les Israéliens.

peau, de la forme de leur nez et de leurs lèvres, croyait-on alors les oublier, les ensevelir comme un remords ? Voici qu'ils sont partis. Leur esprit entre dans cette salle. Il n'en ressortira pas ».

...Et à
Jean Monnin

Sur quoi M^{re} Vergès va rendre à Jean Monnin un premier hommage en rappelant comment le préfet d'Eure-et-Loire qu'il était en 1940 refusa aux officiers allemands de signer un protocole accusant les tirailleurs sénégalais d'un massacre et, craignant d'être forcé le lendemain par la terreur, s'ouvrit la gorge avec des débris de verre.

Il continue en exposant le rôle joué par les divisions coloniales dans la libération de la France : « La victoire ne fut pas seulement celle des Alliés. Elle fut aussi celle des peuples coloniaux, comme on disait alors. Et voilà le premier scandale. Ils ont contribué à libérer les peuples d'Europe alors qu'eux-mêmes ne le sont pas. Ils ont libéré leurs maîtres, leurs colonisateurs, et ceux-là vont tout faire ensuite pour resserrer, assurer encore davantage leur domination ».

Il cite au passage une phrase du Conseil supérieur de la colonisation parlant de « race inférieure et indisciplinable ». (...) C'était, messieurs, en 1984, Hitler, que je sache, n'était pas encore né ».

Et, dans le même élan, il termine en rappelant la répression, en 1945 à Sétif, le jour même de la victoire alliée, d'une manifestation organisée par les mouvements nationalistes algériens « pour rappeler leur promesse aux vainqueurs de revoir le statut des colonisés qui auraient contribué à leur victoire dans la deuxième guerre mondiale ».

Le massacre de Sabra et Chatila

Durant deux jours et demi, du 14 au 16 septembre 1982, des phalangistes libanais ont massacré au fusil ou à la bache, sous l'œil bienveillant et complice d'unités israéliennes stationnées à 200 mètres des réfugiés palestiniens et des Libanais vivant dans les camps de Sabra et Chatila, à Beyrouth. De trois cents à cinq mille hommes, femmes et enfants, suivant les estimations, ont été tués dans cette « boucherie ». Une enquête en Israël avait abouti au limage de plusieurs officiers supérieurs.

Ce massacre, qui avait eu lieu au lendemain de l'assassinat de Bechir Gemayel, nouveau président du Liban, avait suscité un mouvement de protestation et de réprobation dans le monde.

« Le monde entier, s'écrit M^{re} Vergès, était, ce jour-là, la victoire sur le Reich. Mais, à Sétif, dans le département de Constantine, département français, toute une région était livrée au massacre le plus complet. Il n'épargna ni les femmes ni les enfants. Les chars entrèrent en scène. Un croiseur bombardier de la côte. On fusilla à la carabine à Guelma. Bilan officiel : 15000 morts. Combien d'Oradour tiennent là-dedans ? Y aurait-il, jusque dans la mort, une hiérarchie qui ferait des morts dignes de mémoire et des morts indignes de l'oubli ? Il faut étaler tous les crimes et s'en expliquer ».

Convois
de négres

M^{re} Vergès en avait terminé pour l'instant. M^{re} M'Bemba lui succéda. Il n'éleva pas le ton pour traiter le sujet qu'il s'était réservé : des crimes contre l'humanité, il y en eut avant Barbie, il y en eut après.

Avant ? M^{re} M'Bemba raconte comment se fit, en 1930, la construction, en Afrique française, du chemin de fer Transocéan qui devait relier Pointe-Noire à Brazzaville. Il se fonde sur le reportage que publia Albert Londres, envoyé par le Petit Parisien, après la publication en France des deux livres d'André Gide, *Voyage au Congo* et *Retour du Tchad*.

« Il y a là, dit-il, des témoignages terribles sur la façon dont fut recruté

cette main-d'œuvre noire dans les villages, comment elle fut traitée, embarquée sur des chalands. Sur un effectif de 8000 pour un chantier, il en mourut 6300 en peu de temps. Il fallait remplacer les morts. On pourchassa alors ceux qui, redoutant le sort qu'avait

connu les leurs, se cachèrent dans les bois ou tentèrent de fuir à l'étranger ».

M^{re} M'Bemba : « Ne peut-on pas se demander si ces convois-là peuvent ou non être qualifiés de crimes contre l'humanité, quand un gouverneur général disait qu'il faut accepter l'idée d'au moins 8000 morts pour la réalisation de 140 kilomètres de voie ferrée ? Vous allez me dire qu'on est loin du convoi du 11 août 1944. Ce fut pourtant un convoi, là aussi, qui emportait des négres parce qu'ils étaient négres. Et cela n'a-t-il pas donné des idées à Hitler ? Aimé Césaire, de son côté, n'a-t-il pas écrit à bon droit : « Lorsque Hitler a commencé à voyager, cela ne nous a pas étonnés car nous avions déjà entendu ce langage-là dans la bouche de nos maîtres ».

Des crimes contre l'humanité après Barbie ? M^{re} M'Bemba va parler maintenant de la répression de la révolte de Madagascar en 1947 : « Cela se passe un an après Nuremberg, deux ans après la fin de la guerre. On a été, justifié, incriminé des maisons. On a crié de haine, des wagons sur lesquels étaient enroulés des Malgaches pour qu'il ne reste pas un seul survivant. L'autre jour, M^{re} La Phuong vous a dit qu'en Algérie, lorsque l'existence des tortures fut révélée, le garde des sceaux qui était Edmond Michelet envoya des magistrats sur place pour y remédier. A Madagascar, car on en a envoyé un aussi, comme il avait écrit que certains des actes qu'il avait vu dépassaient en horreur ce qu'il avait été fait par la Gestapo, il fut aussitôt chassé ».

« Alors, conclut M^{re} M'Bemba, je suis ici pour vous dire que, dans ce débat sur la notion de crimes contre l'humanité, il est bon que ce soit la France qui apporte une contribution essentielle. Si vous restez en retard, vous ne pourrez garder votre place de défenseurs des droits de l'homme à la tête des nations. Je suis là aussi pour vous dire : « Avez-vous la conscience tranquille pour juger Barbie ? »

Klaus Barbie, M^{re} M'Bemba refuse de voir en lui l'impitoyable qu'on a tellement décrit. « Lorsque m'a demandé de le défendre, raconte-t-il, j'ai voulu d'abord le voir avant de prendre ma décision. Je suis donc venu dans cette prison de Lyon et j'ai trouvé un homme qui, de ses deux mains, a serré la mienne en me disant : « Merci, maître ». Ce geste-là, au Noir que je suis, c'est un symbole et en un sens une victoire de l'humanité. Il a effacé le refus de Hitler de servir la main, aux Jeux olympiques de Berlin en 1936, de Jesse Owens, le Noir américain vainqueur du 100 mètres. Si une race a été péniellement opprimée, c'est bien la race noire. En faisant appel, aujourd'hui, à ce qu'il considérait jadis comme le sous-homme noir, cet homme accusé par ceux qu'il tenait pour des sous-hommes juifs, a retrouvé sa qualité d'homme ».

Tout cela fut exprimé non sans noblesse et avec une incontestable qualité.

M^{re} Nabil Bouaita apparut plus enfoncé dans la rhétorique. Lui aussi dira que « l'histoire est riche en génocides, crimes et abominations de tous ordres », mais, s'il est compatissant envers toutes les victimes, il ajoute aussitôt : « Si la souffrance juive doit être, en toute occasion, sublimée parmi les autres, ma compassion alors se refroidit ».

Ainsi s'annonce le discours qui va, petit à petit se développer : « Depuis plus de deux mois, reprend M^{re} Bouaita, l'affaire Barbie occupe le haut du pavé. On peut parler d'un véritable marouflage médiatique. Mais si en 1944 le boudet de la faiblesse ne pouvait dire que juif, en 1987 il ne peut être qu'arabe. Je ne vois de différence entre un four crématoire et une bombe au phosphore, et je ne distingue pas les atrocités nazies des atrocités commises au Vietnam par les Américains ni de celles commises au Liban par les Israéliens ».

C'est alors que M^{re} Bouaita en est venu aux massacres de Sabra et Chatila : « Israël, dit-il, les a pour le moins encouragés, alors qu'il avait les moyens de les empêcher. C'est une punissable au même titre que l'acte matériel si l'on se réfère aux jugements de Nuremberg ».

An banc de la partie civile, M^{re} Zaoui se leva alors : « Ce sont là, dit-il, des propos intolérables auxquels nous entendons répliquer ».

« Je ne vous ai pas donné la parole, coupe M^{re} Cerdini ».

« C'est intolérable, reprend M^{re} Zaoui, qui, alors, quitta la salle. M^{re} Bouaita pouvait donc poursuivre : « Si votre juridiction entend éduquer les générations montantes, il faut que, même symboliquement, elle condamne aussi tous ceux qui, depuis quarante ans, sont comptés par milliers de morts ».

M^{re} Zaoui revenu s'insurgea de nouveau : « Il est intolérable d'entendre aussi tranquillement parler de faits certes graves et regrettables. Mais on vient vous dire qu'Israël est aussi coupable que les nazis. Cela n'est pas acceptable. Il faut que nous puissions répondre ».

« Tel était pas le sentiment de M^{re} La Phuong, lui aussi, représentant partie civile : « Il me paraît tout à fait anormal, dit-il, qu'à chaque argument de la défense il y ait une riposte de la partie civile. La défense est libre. Ses seuls censeurs ne peuvent être, messieurs et mesdames les jurés, que vous-mêmes ».

M^{re} Alain Lévy et Ugo Luccini furent de cet avis. M^{re} Jacobowicz et Weizer se rangèrent aux côtés de M^{re} Zaoui.

Après une suspension, il fut décidé que ceux qui le voulaient pourraient s'exprimer lorsque la défense, pour sa part, l'aurait fait totalement, étant entendu qu'en tout état de cause elle aurait la parole la dernière.

Après quoi M^{re} Vergès pouvait achever cette première journée de défense en amorçant son propos de jeudi, voir quelle fut la responsabilité de Barbie dans les faits reprochés, mais seulement cette responsabilité et non celle d'un régime, avec cette petite phrase : « Tribunal français, n'oubliez pas que Klaus Barbie, dans son ingénu travail, avait la légalité pour lui. Que cette légalité soit ensuite devenue illégitime n'y change rien. Vous avez vu un vieillard sans illusion mais sans jugement. Il n'est pas le symbole du nazisme. Il n'est pas Hitler, il n'est pas Goering, il n'est même pas Rudolf Hess, dont la déposition permanente pourtant effective à la prison de Spandau n'a en rien réduit les horreurs commises dans le monde depuis 1945 ».

JEAN-MARC THÉOLÉYRE.

A la demande de M. Le Pen

Saisie d'« Elucubration »

La saisie d'un journal est une mesure grave et exceptionnelle. Tout en rappelant ce principe, le tribunal civil de Paris, saisi en référé le mercredi 1^{er} juillet, a accordé à M. Jean-Marie Le Pen « la saisie, en tout lieu de diffusion » de tous les exemplaires de la première série N° 1 de *« Elucubration »*, une publication entièrement consacrée au président du Front national.

« Ce à la forme, le logo, la page de la Libération, mais ce n'est pas Libération, ce n'est même pas un pastiche, mais une feuille de chou insupportable, une anthologie de toutes les diffamations contre M. Le Pen », a plaidé son avocat, M^{re} Olivier Samy, lors de l'audience. Mis en cause par la société coopérative à capital variable Manhattan Transfer Agency (MTA), l'*« Elucubration »* rassemble, sur vingt pages, de nombreux articles satiriques, tantôt sérieux et même très documentés, émaillés de dessins et de photographies dont deux représentent Klaus Barbie.

« C'est un caméléon », a soutenu M^{re} Yves Jouffé, au nom de M. Larcher, dont le nom figure sur le journal comme directeur de la publication. Mais, tout en admettant qu'il s'agissait d'une « satire poussée », l'avocat avait invité son adversaire à engager des poursuites pénales, afin

Les deux « frères » de M^{re} Vergès

LYON
de notre envoyé spécial

C'est doux d'être aimé Mais oui, M^{re} Vergès, à peine rassé après sa plaidoirie, s'est vu offrir par une admiratrice une rose dont il a longuement respiré le parfum. Qu'il est doux de ne plus être « seul en face de trente-neuf avocats » ! Mais ce sont, tout de même, M^{re} Jean-Martin M'Bemba et Nabil Bouaita qui ont, comme convenu, volé la vedette à M^{re} Vergès pour cette première journée des plaidoiries de la défense.

M^{re} Bouaita, par ses propos sur les massacres de Sabra et de Chatila, a fait réagir bien malencontreusement certaines des parties civiles. Il nous avait prévenus : « Je suis essentiellement un progressiste marqué par le drame palestinien ». A lui et parfois associé dans des dossiers franco-algériens de M^{re} Vergès depuis trois ans, il a réfléchi « trente jours » avant de répondre à Klaus Barbie « d'accord, je vous défends ».

Pour se déterminer, il a réuni chez lui à Alger dix amis. Verdict sans appel : M^{re} Bouaita se devait de plaider pour l'ancien SS Barbie, et surtout « pour que la France ouvre la porte à une définition large des crimes contre l'humanité et pour qu'elle ne se ferme pas ».

Il a déjà reçu — outre une rose, lui aussi — de nombreuses lettres et télégrammes de félicitations.

La moustache bien taillée, le visage long et éga, il se présente sans détour : « Je suis virulent, c'est mon défaut ». Dans les dossiers de droit commun qu'il vient plaider en France sur la demande de détenus algériens, il est sans concession et traque toute trace de racisme « même de discrimination molle ». M^{re} Bouaita indique ainsi qu'il vient de déposer une plainte contre un juge d'instruction français. Il demeure, en revanche, beaucoup plus discret sur son activité de défenseur en Algérie, y compris devant le tribunal militaire de Blida.

Avocat, professeur de droit international, auteur d'ouvrages d'Actualités, il repousse les crité-

ques qui ont visé cette publication après un article au ton nettement antisioniste s'en prenant au *Nouvel Observateur* et à Europe 1. « Je suis fondamentalement sioniste, dit-il. Je distingue très nettement entre les juifs, les israéliens et les sionistes ». Ces derniers n'ont assurément pas sa faveur. Selon lui, les victimes sont devenues des bourreaux. « Mes larmes commencent à couler à l'évocation du génocide du peuple juif, mais elles s'arrêtent tout de suite, explique-t-il. Je ne peux pas comparer au drame d'un peuple qui en martyrisé un autre. Je me sens étranglé immédiatement par le génocide palestinien ».

« Atrocités coloniales »

Si M^{re} Bouaita a plaidé pour le « peuple arabe », M^{re} M'Bemba, qui a suivi assidûment les audiences depuis plusieurs semaines, a parlé pour « les peuples africains » et a dénoncé « les atrocités coloniales subies par les Noirs ». En se présentant comme « un négro », l'avocat congolais a tenu à mettre les choses au point : « J'ai lu dans un journal local qu'une partie civile n'a désigné en privé comme étant le Bamboula de mon confrère Vergès. J'ai rigolé. Mais cela montre que cette partie civile n'a pas compris grand-chose au sens de sa propre lutte ».

Pour sa part, M^{re} M'Bemba dit de lui-même : « Je suis intégralement avocat », et repousse les étiqettes politiques.

Il est, bien sûr, tiers-mondiste, plutôt pro-arabe qu'antisioniste. Il connaît surtout M^{re} Vergès depuis 1989. « J'ai d'abord lu ses écrits et puis je l'ai rencontré à Paris et à Alger ». Il ne se sent jamais perdu de vue au point de se considérer comme des « frères ».

Les observateurs ont pu noter que M^{re} Serge Klarsfeld et Charles Libman, mercredi 1^{er} juillet, n'ont pas voulu les entendre, désertant promptement, et pour la première fois, les bancs de la partie civile.

LAURENT GRELSAMER.

Au tribunal civil de Paris

Pas de poursuites contre M. Apap

Il n'est pas possible de poursuivre, devant les juridictions civiles, un procureur de la République pour des propos tenus lors d'un discours en audience solennelle. Dans deux jugements rendus, le mercredi 1^{er} juillet, par la première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M^{re} Huguette Le Foyer de Costil, les magistrats se déclarent incompétents pour statuer sur les demandes de dommages et intérêts formées par deux associations d'aide aux toxicomanes contre M. Georges Apap, procureur de la République près le tribunal de Valence.

Le Comité national des familles pour l'aide et le sauvetage des adolescents et jeunes toxicomanes et le Hard (Haute en ravages de la drogue) avaient poursuivi M. Apap en considérant que son discours prononcé le 8 janvier au cours de l'audience solennelle de rentrée du tribunal de Valence, et dans lequel il évoquait les dangers de la prohibition de la drogue, leur avait porté un préjudice en contrariant leur action (le *Monde* du 12 juin).

Mais le tribunal constate, dans son jugement, que M. Apap « se trouvait, à l'évidence, dans l'exercice de ses fonctions, participant ainsi au service public de la justice ». Les juges soulignent que la faute reprochée au procureur de la République de Valence « n'est pas détachable du service public de la justice ».

En conséquence, les seules poursuites possibles ne pouvaient être dirigées que contre l'Etat, mais ce n'est peut-être pas le but cherché par les plaignants.

M. P.

NOTRE TAILLEUR SE DÉPLACE
À DOMICILE SUR RENDEZ-VOUS

MY TAILOR

Paris banlieue - Tél. 45-49-12-83

Société

FAITS DIVERS

Les meurtres de trois fillettes dans la région parisienne

La peur

Bélèves, dans l'Essonne : Bouleaux, en Seine-et-Marne. Deux villages tranquilles, sans histoire. Deux villages envahis dans le silence des bois et des champs. « Trop calmes, peut-être », estime une Belvoisienne.

Soudain, le week-end dernier, stупeur : Sabine Dumont, neuf ans, est retrouvée assassinée. Lundi, Bélèves était encore sous le choc. Dans les cafés, on ne parlait que de « ça ». « Si je le tenais le saut qui a fait ça... Nous, on habite dans les bois, bon vous savez, air à drôlement peur. »

Dans les rues, pendant encore les banderoles de la fête des fraises. Triste coïncidence : la plus grande de la famille Dumont avait été sacrée reine de la fête, il y a quelques années. Sur la place, devant la mairie, les manèges forains tournaient encore.

A Bouleaux, même stupeur : « J'aurais jamais cru que ça puisse arriver ici. » La consigne, là aussi, est stricte. On ne parle pas aux inconnus. « Ce matin, raconte un chauffeur de taxi, je me suis arrêté pour demander une adresse à une petite fille qui jouait dehors. Tout de suite, elle a couru vers ses parents. »

La terreur, du côté de Châtillon (Seine-et-Marne), une fillette de dix ans, Virginie Delmas, a disparu depuis le 9 mai. Les parents veulent garder espoir. Ils ont fait imprimer dix mille grandes photos de l'enfant, que des amis doivent afficher un peu partout en France.

ISABEL PARENTHOËN.

MÉDECINE

Le docteur Louis René est élu président du conseil de l'ordre des médecins

Le docteur Louis René a été élu, le jeudi 2 juillet, président du conseil national de l'ordre des médecins. Il succède au professeur Raymond Villey, président depuis 1981.

Né le 21 août 1918, à Saint-Gilles, dans le Gard, le docteur René a fait ses études de médecine à Paris. Interne, puis chef de clinique, il a été chef du service de chirurgie de l'hôpital de la Croix-Saint-Simon à Paris, de 1955 à 1984. Il a été, d'autre part, président du conseil départemental de la Ville de Paris, de 1973 à décembre 1985. Il était vice-président du conseil national de l'ordre, depuis juin 1983, et président de la section éthique et déontologie du conseil national. C'est à ce poste que le docteur René s'était fait connaître du milieu médical et du grand public, en prenant position sur la plupart des grands débats éthiques de notre temps : procréation artificielle, SIDA, secret médical, carte de santé informatisée, etc.

Le professeur Dausset réclame une aide accrue pour les greffes de moelle osseuse

Si l'on veut pouvoir disposer de deux ans d'un fichier de quarante mille donneurs de moelle osseuse, il faut, dès à présent, augmenter le nombre de personnes (médecins, infirmières, aides-soignantes, techniciens, secrétaires) travaillant sous l'égide de l'Association greffe de moelle Franco-Transplant (1). C'est en substance ce qu'a déclaré, le mercredi 1^{er} juillet, au cours d'une conférence de presse, le professeur Jean Dausset, prix Nobel de médecine, rappelant qu'en France, l'an dernier, sur deux mille greffes de moelle osseuse envisagées, seulement cinq cents avaient pu être réalisées. Au 1^{er} juin 1987, le fichier comptait douze mille cinq cents noms de donneurs bénévoles, tandis qu'environ dix mille personnes attendaient toujours d'être typées immunologiquement pour pouvoir en faire partie.

(1) Association greffe de moelle Franco-Transplant, hôpital Saint-Louis, 1, avenue Claude-Vellevue, 75475-Paris, Cedex 10.

Un guide pratique du SIDA à l'usage des médecins

Cent mille médecins français vont recevoir au cours de la première quinzaine de juillet un guide pratique sur le SIDA, réalisé par l'Union nationale des associations de formation médicale continue (UNAFORMEC) (1) et l'association Aides (2). Ce document de cent vingt pages, clair et précis, aborde tous les aspects du problème : scientifiques, mais aussi pratiques (examens cliniques, examens complémentaires, soins, précautions à prendre, etc.). On trouve également à la fin de ce guide une liste d'adresses et de numéros de téléphones particulièrement utiles. La réalisation de cet ouvrage a été rendue possible grâce à la participation financière du conseil régional d'Île-de-France, du Conseil national de l'ordre des médecins et des laboratoires Roche, Sandoz et Wellcome.

(1) UNAFORMEC, 83, boulevard Voltaire, 75532 Paris Cedex 11.
(2) Aides, BP 759, 75123 Paris Cedex 03 ; tél. : 42-77-13-23.

■ Incendie d'un futur centre de traitement du SIDA en Israël. — Un bâtiment qui doit abriter prochainement un centre de traitement du SIDA a été incendié dans la banlieue de Tel-Aviv, en Israël, par les habitants du quartier, qui ont menacé de tuer les médecins qui y exercent. Après l'incendie, la police a descripté les murs de l'édifice des slogans affirmant : « Nous ne voulons pas de malades du SIDA dans le quartier » et « tout docteur qui viendra ici le paiera de sa vie ». — (A.P.)

ÉDUCATION

Le SNES annonce une rentrée chaude

Les lycées craquent : la rentrée sera chaude. C'est le message — traditionnel — que vient de lancer le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN) le mercredi 1^{er} juillet, alors que s'effectuent les opérations d'inscription ou de réinscription dans les lycées. Soixante-trois mille élèves supplémentaires sont attendus dans ces établissements, selon le SNES, alors que le ministère de l'éducation nationale annonce l'ouverture de vingt-huit mille places nouvelles, dont dix-huit mille cinq cents installées dans des écoles primaires, des collèges ou d'anciens dortoirs, ce qui, pour le syndicat, relève du « bricolage ». Le SNES s'attend aussi à une « mauvaise rentrée » dans les lycées, où des moyens ont été retirés pour être transférés dans les lycées, où la situation est plus tendue.

■ Le discours de M. Monory sur l'an 2000 n'est-il pas destiné à faire oublier que le présent immédiat est bien sombre ?... s'interroge M^{me} Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES. Le syndicat critique le projet d'accès différencié au CAPES quelle que soit la licence obtenue (le Monde du 2 juillet).

■ On nous prépare une catastrophe d'ampleur égale à celle du recrutement des EEC dans les collèges dans les années 70, estime le SNES. Le syndicat annonce, pour la fin novembre à Paris une manifestation nationale « pour la revalorisation du métier et la réussite de tous les élèves », et brandit des menaces de grève et d'actions spectaculaires « dès la rentrée contre les surcharges d'effectifs ».

A chacun sa commission

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, a installé, mercredi 1^{er} juillet, le groupe de travail « Demain l'université », chargé de faire la synthèse des travaux existant sur l'enseignement supérieur et de dégager les propositions susceptibles de faire l'objet d'un consensus. Ce groupe de soixante-neuf membres devra se réunir en commission, à partir du 5 septembre, pour remettre ses conclusions d'ici la fin de l'année. (le Monde du 2 juillet.)

Soixante-neuf sages pour réfléchir à l'avenir de l'Université... Si l'on ajoute à cette « commission Valade » le groupe de travail de M. Jacques Lesourne, constitué par M. Monory, la Commission nationale d'évaluation présidée par M. Laurent Schwartz, le haut comité d'éducation-économie piloté par M. Daniel Bloch, sans parler du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de bien d'autres instances nationales ou régionales, publiques ou privées, administratives ou professionnelles, on voit que l'éducation nationale est bien entourée. Les responsables ne devraient pas manquer de conseils avisés.

Certes, la concertation et le débat sont en la matière particulièrement nécessaires. Et de toutes ces discussions devraient jaillir bien des lumières. Cette prolifération de commissions conduit toutefois à se poser quelques questions :

— Comment tous ces gens de qualité, qui sont souvent les mêmes d'un groupe à l'autre et sont par ailleurs surchargés d'occupations, trouvent-ils le temps de participer à tous ces travaux ?

— Comment un groupe de soixante-dix membres peut-il espérer faire un travail sérieux en six mois (dont deux de vacances) sur des thèmes aussi ambitieux que ceux fixés par M. Valade ?

— Pourquoi deux groupes de travail distincts (l'un pour le ministre de l'éducation, l'autre pour celui des universités), alors que l'un des problèmes les plus importants se situe dans la rue en novembre dernier) est l'articulation entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur ?

— Pourquoi les responsables semblent-ils toujours tout attendre des groupes et des rapports à venir et se désintéresser de ceux qui existent ?

Mais peut-être toutes ces questions ont-elles la même réponse : les commissions et leurs rapports sont là pour occuper le terrain et les esprits — dans l'attente d'échéances d'une tout autre nature qui remettront tout à zéro. Et susciteront à leur tour d'autres commissions et d'autres rapports...
FRÉDÉRIC GAUSSEN.

IMMIGRATION

L'Europe prend des couleurs

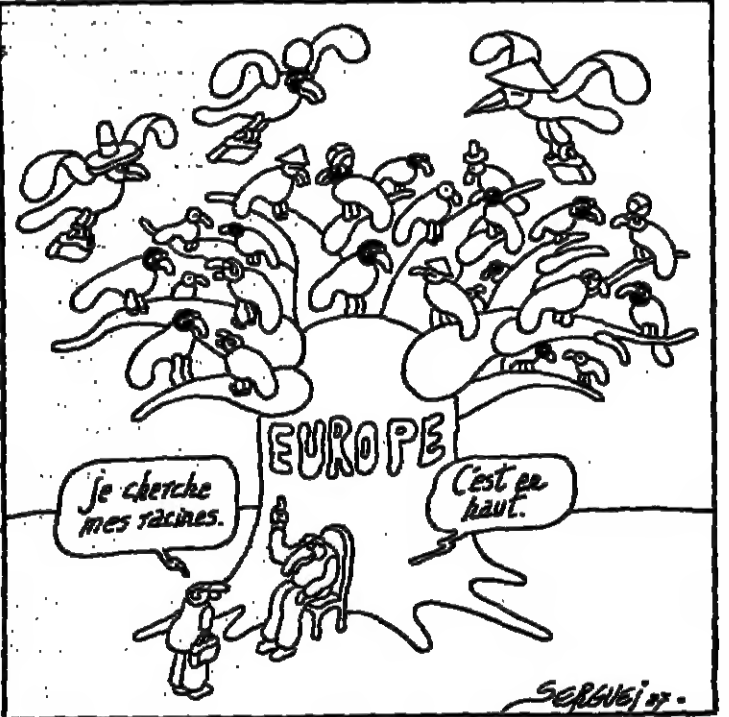
(Suite de la première page.)

Deuxième catégorie d'immigrants : les clandestins. Ils comptent sur leurs compatriotes déjà installés pour les accueillir et sur l'économie souterraine pour les employer. En France, les clandestins d'Afrique noire se servent plutôt de faux papiers, alors que les Turcs passent illégalement les frontières et que les Maghrébins utilisent le biais du travail saisonnier... Ces illégaux seraient deux fois plus nombreux que les étrangers déclarés en Europe méridionale. L'Espagne en compterait déjà 450 000 et l'Italie 650 000. Ce sont pour la plupart des personnes âgées de moins de trente ans, parmi lesquelles un nombre croissant de femmes.

La poussée asiatique

La troisième catégorie est celle des demandeurs d'asile, qui peuvent arriver avec un visa de tourisme, puis solliciter le statut de réfugié. Dans neuf pays européens (Autriche, Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, RFA, Royaume-Uni, Suède et Suisse), ils sont passés de 64 900 en 1981 à 156 000 en 1985. L'Allemagne fédérale est de loin la plus sollicitée, avec près de cent mille demandeurs l'an dernier. Parmi eux, 60 % d'Asiatiques. S'agit-il souvent de « faux réfugiés », comme l'affirment les gouvernements européens qui tentent d'endiguer le flot ? Il leur est difficile en tout cas de défendre à l'ONU le droit de quitter les pays privés de liberté, puis de fermer leurs frontières à ceux qui en ont pris l'initiative... L'Europe compte actuellement près de 700 000 réfugiés reconnus, mais cela ne représente que 5 % du total mondial.

La démocratisation de plusieurs pays d'Amérique latine a



fait baisser le nombre des arrivées en provenance de cette région. Les Africains, en revanche, augmentent, mais ce sont surtout les Asiatiques qui changent les données de l'immigration. Leur présence ne cesse de croître dans cette Europe de plus en plus colorée. En 1972, ils constituaient 2,2 % des nouveaux immigrants en Suède ; en 1985, la proportion était passée à 30,9 %.

Les barrières linguistiques et les liens historiques (entre des pays d'Europe et leurs anciennes colonies) s'estompent. Les Sri-Lankais, les Iraniens, les Éthiopiens — pour ne citer qu'eux — frappent indifféremment à toutes les portes : ceux qui sont repoussés d'un pays d'Europe tentent aussitôt de s'introduire dans un autre, selon le principe des vases communicants.

Ces immigrants du tiers-monde ne font pas que passer. La durée moyenne de leur séjour en Europe occidentale s'allonge de plus en plus, et cette sédentarisation est souvent une installation définitive. On le vérifie de deux manières : par le nombre important des naturalisations (1,2 million depuis 1975) et par la diminution de l'argent expédié au pays d'origine.

Ces nouveaux Européens, qui sont en train de ralentir le vieillissement de l'Europe, n'ont pas encore trouvé leur place. Il faut dire qu'ils n'arrivent pas ici au meilleur moment, le manque

d'emplois devenant une obsession collective. On compte d'ailleurs parmi les travailleurs étrangers une surreprésentation des chômeurs. Cela n'empêchera nullement les candidats à l'immigration de continuer à se bousculer aux portes de l'Europe occidentale. Car l'écart entre celle-ci et de nombreux États, proches ou lointains, n'a fait que se creuser. N'estime-t-on pas que, dans les pays les moins développés, la population en âge de travailler augmente de 60 millions de personnes chaque année ?

« Les grandes migrations internationales ne sont pas une solution aux futurs problèmes mondiaux », déclarait le 13 mai dernier à Porto M. Jonas Widgren, sous-secrétaire d'État suédois à l'immigration et auteur d'un rapport du Conseil de l'Europe. Mais comment éviter ces millions d'exils ? Par un effort soutenu en faveur des pays d'origine, grâce à une collaboration entre les gouvernements européens et les organisations internationales, répondait le rapporteur. Qui ne souscritait à des conclusions aussi raisonnables ? Ce qui se fait déjà n'est pas nul. Il y aurait cependant cent fois plus à faire pour assurer l'un des droits de l'homme le plus élémentaire : celui de pouvoir vivre dans son propre pays, décentement et librement.

ROBERT SOLÉ.

DÉFENSE

Le général Gilbert Forray nouveau secrétaire général de la défense nationale

Sur la proposition du premier ministre, M. Jacques Chirac, le conseil des ministres du mercredi 1^{er} juillet a nommé le général d'armée Gilbert Forray secrétaire général de la défense nationale, en remplacement du général d'armée Jacques de Barry, qui a atteint la limite d'âge de son rang. Le général Forray était chef d'état-major particulier à la présidence de la République. Le secrétaire général de la défense nationale est un organisme interministériel chargé de préparer, pour le compte du premier ministre, les dossiers en matière de défense.

Nominations militaires

Sur proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 1^{er} juillet a approuvé les promotions suivantes :

■ Marine nationale. — Est élevé au rang et à l'appellation de vice-amiral d'escadre, le vice-amiral Michel Merveilleux du Vignaux.

Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Jacques Lannade ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Gérard Pagès, nommé chef de la division « emploi » à l'état-major des armées.

■ Terre. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de division François Canis ; adjoint au général commandant la Force d'action rapide, le général de division Jean-Pierre Marie-Burton ; général de brigade, les colonels André Mommesin et Pierre Costedoat-Lamarque.

Sont nommés : chef du gouvernement militaire de Berlin et commandant du secteur français, le général de division François Canis ; adjoint au général commandant la Force d'action rapide, le général de division Jean-Pierre Marie-Burton ; chargé de mission auprès du chef d'état-major de l'armée de terre, le général de division Bernard Dupont de Diancin ; commandant la 9^e division d'infanterie de marine et la 33^e division militaire territoriale, le général de division Henri Salau ; commandant la 44^e division militaire territoriale, le général de division Michel Timorès ; commandant la 7^e division blindée et la 65^e division militaire territoriale, le général de brigade Michel Roqueffort ; commandant la 1^{re} division blindée, le général de brigade Amédée Monchal ; directeur adjoint de la direction centrale du matériel, le général de brigade Roland Bourgoignie ; commandant et directeur du matériel de la 1^{re} région militaire, le général de brigade Roland Chauvet ; commandant l'artillerie de la 2^e région militaire et du 3^e corps d'armée, le général de brigade Michel Brissac ; chef de la division

« plans-programmes-espace » à l'état-major des armées, le général de brigade Bertrand Guillaume de Sauvillat de Lapraz ; sous-chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Marc Waymel ; commandant et directeur du matériel du 2^e corps d'armée et des forces françaises en Allemagne, le général de brigade Jean Teysier ; sous-chef d'état-major de l'armée de terre, le général de brigade Jean Tête ; chef d'état-major du général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg, le général de brigade Christian Quenot.

■ Air. — Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Yves Joseph, Christian Barbe, Claude Ruotte, Michel Niellet et Paul Germa.

■ Gendarmerie. — Sont promus : général de brigade, les colonels Pierre Lemée et Jean Vernière.

Sont nommés : directeur de la protection et de la sécurité de la défense, le général de brigade Pierre Deveny ; commandant les écoles de la gendarmerie, le général de brigade Henri Lefebvre ; commandant la gendarmerie des forces françaises en Allemagne, le général de brigade André Guilloux.

■ Armement. — Est nommé directeur du Centre des hautes études de l'armement, l'ingénieur général de première classe Paul Lefebvre de Saint-Germain.

■ Contrôle général des armées. — Est promu contrôleur général des armées, le contrôleur des armées Claude Hello.

■ Service de santé. — Sont nommés : directeur du service de santé de la 3^e région maritime, le médecin général Jean Marion ; commandant l'école du service de santé de Bordeaux, le médecin général Louis Forcé ; commandant l'école nationale de spécialisation du service de santé, le médecin général Jean Belloc.

هكذا من الامم

Le Monde ANNONCE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Cabinet ETAP a proposé cette semaine aux lecteurs du MONDE les postes suivants :

- Adjoint au directeur général**
dominateur commercial
Paris et province
réf. 00 511 AMH
- Grande société chimique** CA 28 milliards
de JEUERS COMMERCIAUX
DE TALENT
Paris et province
réf. MB 509 AMR
- PME en forte et constante croissance**
NOTRE CONTRÔLEUR
DE GESTION 300.000
Paris
réf. 611 AMR
- Importante société industrielle**
CA supérieur à 1 milliard
CADRE FINANCIER
Paris
réf. ZK 507 AMH
- Chimiste - un des leaders mondiaux**
INGÉNIEUR CHIEF DE SERVICE
ENTRETIEN
Africain
réf. NC 510 AMH
- Conception et réalisation matériels**
de pointe
JEUNE INGÉNIEUR
Paris
réf. LA 508 GMR

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, adressez un dossier de candidature au Cabinet ETAP en précisant la référence.

Membre de Syntec

71 rue d'Auteuil 75016 Paris



ÉTABLISSEMENT
HOSPITALIER PRIVÉ
280 LITS, FRONE-ALPES
chirurgie

ARJOINT AU DIRECTEUR

Formation sup. et connaissances
en gestion hospitalière
Informations
Env. c.v. sous n° 8.950
Le Monde Publications
5, rue de Montparnasse, Paris-7e

formation
professionnelle

Les Enseignements de l'Institut
de Traducteurs et d'Interprètes
déroulent pour l'année 1987-
1988 le 15 octobre :

- ATTACHÉ DE RELATIONS
INTERNATIONALES
- TRADUCTEUR
- INTERPRÈTE

Niveau minimum requis (section
ARD) : BAC + 2 (DEUG)

Une brochure sera envoyée sur
demande. Date limite
d'inscription 31 juillet 1987
(sans exception : 15 septembre).

Renseignements et inscriptions
Institut de Traducteurs et
d'Interprètes
3, rue Kibler-Schubert
57000 Strasbourg
Tél. : 88-75-02-03.

capitaux
propositions
commerciales

La franchise, vous connaissez ?
Sans être cadres
déclarés, vous pouvez patron
avec un apport minimum au
sein d'une structure établie
avec un produit performant.
Daniel Wernicke
Tél. : 48-08-89-89.

L'IMMOBILIER

appartements
ventes

4^e arrdt

MARAI
Dans hôtel classé XVII^e,
rénové, duplex 173 m², récep.
94 m², grande hauteur de plaf.
fond, clim. auto, pos. parq.
conv. PAVILLONNET
ARTISTE, 4 200 000 F.
conservé : 47-42-70-72.

9^e arrdt

3 P. TT CFT. 420 000 F.
Immo Marcadet, 42-52-01-52.

15^e arrdt

MP Parteur, beau 2 p., culs.
bne, w.c., prof. 115, poss.
Tél. : 46-34-13-14.

Durac Montparnasse 220 m²

VILLA VERDURE
calme, 47-03-32-44, matin.

19^e arrdt

45 m² TT CFT. 320 000 F.
Immo Marcadet, 42-52-01-52.

78-Yvelines

La Peco, 3 pces, 60 m², bain.
bne, w.c., cave, parq., jrd., 192.
520.000 F. Tél. : 47-06-15-22.

Province

DEAUVILLE

2 p. tout confort, magnifique
vue sur mer, prox. champs de
course et golf. Px 420 000 F.
42-60-70-77, 47-06-30-57.

SAINT FLORENTIN

Cité ville, superbe APPART.
gd salon et duplex, 223 m²
hab. Px 650 000 F.

Ruffini Immobilier

21, place Diderot
Téléphone : 56-35-06-96.

06 COTE D'AZUR

VILLENEUVE-LOUBET.
S'ANTHES, 10 NICE.
Investissement sérieux.
Constructions 42 appart. et ch.
bain, parq. Du studio au 3 p.
à partir de 215 000 F.
Vue panoramique exception.
1^{re} tranche libérée début 88.
CDS : 45-23-10-86,
45-23-27-81
28 r. Bergère, 75008 Paris.

Etranger

BONNATRAIT-SCZ
20 km de Genève vendus bel
appartement dans cour privée
en face Château de Courmayeur.
Grand salon aménagé, salle à
manger, cuisine, 3 chambres,
2 salles de bain, w.c., parq.,
port privé au bord lac Léman.
1.200.000 F.
Offre à n° 12,
CH 1211
GRANGE-CANAL/GENÈVE.

appartements
achats

Recherche 2 à 4 p. Paris, prof.
p., 6 p., 7 p., 12 p., 14 p., 16 p.
ou sans travail, PSE CPT
chez notaire. 48-73-20-67
cette le soir.

RECHERCHE IMMOBILIERE
ou APPT tous styles, même à
rénover. Tél. 42-52-01-52.

locations
non meublées
offres

Paris

RUE N.-D.-DE-NAZARETH 3 p.
62 m², 3^e ét., tt ch., 4 800 F +
charges. Tél. : 42-58-89-33.

11^e - Métro Saint-Maur

Particulier loue 3 pièces dans
immeuble grand standing avec
cuisine, salle de bain, w.c.,
terrasse et balcon. Colonne et
meublé. 9.355 F charges
comprises. Tél. le soir après
20 h : 45-73-77-04.

locations
meublées
demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
S. av. de Massena, Paris.
recherche en location ou à
l'achat BEAUX APPARTS
DANS QUART. RESIDENTIELS.
Tél. : 42-52-75-95.

INTERNATIONAL SERVICE

Rech. pour BANQUES, STES
MULTINAT. et DIPLOMATES
studios, 2, 3, 4, 5 pces et plus.
Tél. : 42-52-13-05.

bureaux

Locations

Démolition depuis 80 F/M.S.
Av. Champagne-Elysees (Etoile).
Rue Saint-Hippolyte (Etoile).
Rue Crémieux Paris-16^e.
21 bis, rue de Tolbiac Paris-13^e.
Construction SAFE, 1 500 F HT.
INTER DOM. T. 43-40-89-50.

VOTRE SIEGE SOCIAL

Constructions de Sociétés et
tous services. 42-55-17-53.

fonds
de commerce

Ventes

Local total 250 m² + fonds de
commerce prêt-à-porter H&M.
Fme. Brn. Parking 80 voit.
Très gros chiffre d'affaires.
10 km de Paris.
Ave. Bordeaux-Piquet.
Tél. : (01) 53-54-80-25.

immeubles

L.H. THOMASSIAN

IMMOBILIER - 43-36-52-52.

manoirs

**SUPERIEUR MANOIR BOURBOIN-
NAIS XVII^e s.** Paris 300 km, 12
ch. écuries, logt de service,
dépendances. 11 pièces, parq.
clos 1,5 ha, limite forêt.
15 000 ha, parq. pour cheval,
1 200 000 F. M. Rest expert
03500 Sauton, 70-45-35-70.

terrains

TERRAIN à vendre

Possibilité Micro-Central
500 KVA.
projet + bde en bordure d'un
terroir à ALLOS.

ALPES DE HAUTE-PROVENCE.

S'adresser à M. ROYER au
Tél. : (16) 94-34-34-51.
heures de repas.

pavillons

RS-ORANGES

Quartier pavillonnaire,
calme, près centre et gare
PAVILLON 83, const. TRAD.
cuisine équipée séparée par
aquarium sur séjour double de
48 m² avec cheminée à récupé-
ration de chaleur, 4 cheminées
maison, 2 s. de bain, 2 wc.
sur sous-sol total avec
boudoir, garage 2 voitures,
terrasse 36 m², sur 654 m²
terrain clos. Tél. : 69-43-
27-82 après 18 heures.

St-Michel-sur-Orge

PAVILLON TRADITIONNEL
sur 550 m², façade 22 m,
grandes dépendances,
nombreux arbres d'agrément,
enclos, calme.
Belle cuisine, salon-séjour
(cheminée), salle de bain, w.c.,
1^{er} étage, belle chambre,
cabinet de toilette, w.c.,
cave, gar.
Possibilité d'agrandir.
Px : 750 000 F.
T. : 60-16-04-22, après 18 h.

L'IMMOBILIER

Le Monde

du Lundi au Vendredi

Tél. 45-55-91-82



Sports

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

La vraie nature d'Ivan Lendl

Henri Leconte n'a pu troubler la tranquille assurance d'Ivan Lendl, mercredi 1^{er} juillet, sur le Central de Wimbledon. Le jeu impeccable du numéro un mondial a en raison du Français en trois sets (7-6, 6-3, 7-6). A la recherche de la victoire le joueur tchécoslovaque doit rencontrer Stefan Edberg vendredi 4 juillet alors que l'étonnant Jimmy Connors affrontera Pat Cash.

WIMBLEDON
de notre envoyé spécial

« Je serais prêt à perdre tous les autres matches de l'année si, en échange, je pouvais gagner Wimbledon. » La main sur le cœur, il jure, Ivan Lendl. Un peu à la manière du scorpion qui après avoir juré de ne pas piquer sa victime, la pique. « Pourquoi ? », demande-t-elle ? « Parce que c'est dans ma nature », répond le scorpion. Eh bien ! gagner est la vraie nature de Lendl.

Si jamais la duchesse de Kent lui remettrait dimanche la coupe centenaire, il n'aurait de cesse de l'empêcher encore à Flushing Meadows, histoire de devoir le premier jour à réaliser le petit chemin depuis 1969. Mais en attendant, Lendl est prêt à faire n'importe quel jeu pour inscrire son nom pour la première fois au palmarès du All England Lawn Tennis Club. Battu l'an passé en finale, éliminé deux fois en demi-finale (1983 et 1984), le futur citoyen américain semble ne jamais avoir été aussi près de toucher le but qu'il s'est fixé avec acharnement depuis deux ans avec l'aide de son coach, l'ancien champion australien Tony Roche. Pion après pion, il a conquis son territoire comme un joueur de go.

En tout cas, pour Henri Leconte, le champion du monde est l'indiscutable favori des cent et unième championnats de Grande-Bretagne. Le numéro un français aurait d'ailleurs eu mauvaise grâce à faire, mercredi 1^{er} juillet, tout autre pro-

nostic : en un peu plus de deux heures, Lendl lui a fait subir une défaite sans bavures et sans fioritures en trois petits sets.

Paradoxalement, Leconte n'a pas mal joué. En tout et pour tout, il a perdu qu'une fois son service et commis seulement deux erreurs — une double faute et une volée trop longue — mais elles lui coûtèrent les tie-break (jeu décisif) des premières et troisièmes manches. En fait, les progrès de Lendl apparaissent à la lumière du huitième de finale disputé ici par les deux joueurs en 1985.

Leconte 1987 a été égal à Henri 1985 qui l'avait emporté en quatre manches. Il a pu produire son meilleur tennis, celui qui l'avait propulsé en quart de finale deux ans auparavant et en demi-finale l'an passé. Mais cette année, c'était insuffisant : Lendl avait mis le barre beaucoup trop haut.

Dans tout le match, Leconte s'a en que deux petites occasions de prendre le service adverse dont une sur double faute. Il s'est heurté à un véritable mur de béton. Même les coups de génie qu'il distille parfois son bras gauche ne surprisent pas Lendl. Il est vrai que celui-ci avait gagné les trois matches disputés contre le Français depuis ces huitièmes de finales 1985.

Lendl se conduit en tous points en « patron », surtout depuis que l'hypothèque Becker a été levée des championnats. Pourtant, ce dernier a désigné un autre favori pour lui succéder : Stefan Edberg, le Suédois qui doit précisément croiser la route de Lendl en demi-finale. Au contraire du résident du Connecticut, Edberg est un surdoué de la raquette, un talent à l'état brut. Malheureusement, il a du mal à s'extraire de sa coquille. Edberg est fermé comme une huître : s'il n'a pas le jeu traditionnel des Suédois, il a bien leur caractère. Sa relation avec les autres est tellement complexe qu'il pourrait inspirer un film à Igor Bergman. Comment pourrait-il être heureux alors que tout lui sou-

rit ? La seule chose qui pourrait inquiéter Lendl avant de le rencontrer est qu'Edberg n'a jamais perdu deux fois de suite contre lui.

Jimbo outsider

Quant à l'australien Pat Cash c'est l'un des meilleurs du monde sur gazon. Il l'a prouvé encore une fois mercredi en sortant Mats Wilander qui s'est pourtant battu comme un chiffonnier pour ne pas subir le même sort que l'an dernier au même stade du tournoi. Mais l'australien lui a administré la même purge qu'à Guy Forget la veille : trois sets révisés.

Voilà le bonhomme qui pourrait disputer la finale contre Lendl. A moins que ce ne soit Jimmy Connors. Car, sans paraître le moins du monde éprouvé par sa victoire en cinq manches arrachée la veille à Mikael Pernfors, le champion 1974 et 1982 est passé entre les gouttes d'un orage d'aces (vingt-huit) déclenché par le Yougoslave Zivojnovic pour atteindre pour la onzième fois de sa carrière les demi-finales de Wimbledon. A trente-quatre ans, Jimbo apparaît encore comme le plus gros outsider.

ALAIN GRAUDO.

Les résultats

(Entre parenthèses, la nationalité et le classement des joueurs.)

QUARTS DE FINALE

MESSIEURS

Connors (E-U, 7) b. Zivojnovic (Youg., 21), 7-6, 7-5, 6-3; Cash (Aus., 11) b. Wilander (Suède), 6-3, 7-5, 6-4; Edberg (Suède, 4) b. Jarryd (Suède, 22), 4-6, 6-4, 6-3; Lendl (Tch., 1) b. Leconte (Fr., 12), 7-6, 6-3, 7-6.

DAMES

M. Navratilova (E-U, 1) b. D. Bates (Aus., 30), 6-2, 6-1; C. Evert (E-U, 3) b. C. Kohl-Kühn (RFA), 6-1, 6-3; P. Shriver (E-U, 6) b. H. Sukova (Tch., 5), 4-6, 7-5, 10-8; S. Graf (RFA, 2) b. G. Sabatini (Arg., 8), 4-6, 6-1, 6-1.

Le Tour de France cycliste

Une épreuve très ouverte

En gagnant, mercredi 1^{er} juillet, la course contre la montre dans les rues de Berlin-Ouest, préliminaire au Tour de France, le Néerlandais Jelle Nijdam se hisse à la première place du classement général d'une épreuve très ouverte.

BERLIN-OUEST
de notre envoyé spécial

Pour Jelle Nijdam, rouleur spécifique, le Tour est terminé, alors qu'il commence à peine. Le coureur néerlandais a atteint son principal objectif. L'essentiel dans son cas était de posséder le maillot jaune au moins une fois, ses pères qu'il aime de grimper lui interdisant pratiquement de jouer un rôle prépondérant dans une épreuve aussi exigeante. Sur le Kurfirstendamm, il a devancé le Polonais Piatecki, ancien champion du monde amateur, de trois secondes, Roche de 7 secondes et l'étonnant tchécoslovaque Jurco a égalité avec Thureau, l'enfant du pays, de 8 secondes. Tout cela en 6 kilomètres.

Dans le haut du tableau ne figurent ni Kelly ni Herrera et pas davantage Fignon. Celui-ci a perdu une demi-minute, soit 5 secondes par kilomètre. L'addition est lourde pour un coureur de sa valeur. Elle confirme, malheureusement, les précédents résultats de l'ancien champion de France.

Pourtant, le prologue de Berlin n'a pas encore dégagé les lignes de force du peloton. Ce peloton de 207 coureurs, représentant 23 équipes et 21 nations, propose une quinzaine, voire une vingtaine de vainqueurs possibles... qui suscitent tous des réserves. Stéphane Roche est le meilleur rouleur du moment mais il risque de payer ses efforts de la saison. Kelly, l'autre Irlandais, craint la chaleur. Herrera, le Colombien, redoute les étapes de plat. Crique-lion a passé l'âge et Patrick Enault n'a pas atteint sa complète maturité. Pascal Simon plafonne. Jean-François Bernard se cherche, tandis que Motet s'interroge sur son propre compte.

Bref, ce tour reste ouvert. En définitive, c'est Andrew Hampton, le numéro deux américain de la semaine de suffraget. Les anciens champions présents dans la caravane, Anquetil, Merckx, Ocana, Fignon et Jan Janssen, qui ont tous gagné le Tour, le client en priorité. C'est, en somme, le favori logique. Mais la logique sera-t-elle respectée ?

JACQUES AUGENDRE.

Chirac, vieux routier

BERLIN-OUEST
de notre envoyé spécial

Le premier vrai sprinter de ce Tour a fait une exhibition en solo, juste après le prologue. A peine le Kurfirstendamm (les Champs-Élysées berlinois) étaient-ils rendus à la circulation des jours ordinaires, il est apparu pour le contre la montre le plus impressionnant de toute l'histoire récente du cyclisme politique. Dossier 208 : Chirac, Jacques, chef de l'équipe des « Mésingon's boys ».

Il est vrai qu'il n'a pas hésité à changer de monture, utilisant successivement une caravella du GLAM et une limousine Mercedes cour de béton. Pour l'accueillir, assez vistes, pour contenir toutes les troupes alliées de la ville, bonnettes à pois inclus. Mais quelle course ! En un après-midi, voici tout le peloton rematé, le handicap surmonté, toute la caravane subjuguée ! Largué le maire de Berlin-Ouest... Eberhard Diepgen, pourtant joliment doué lui aussi pour le bain de foule à cadence accélérée. Laissé sur le bas-côté la troupe du Tour, son « pape » Jacques Goddard, les nouveaux et les anciens abandonnés dans quelque ascenseur, une coupe de champagne à la main en guise de pompe à vélo.

Jacques Chirac, il est vrai, est un coureur complet. Un petit sprint sur le mur pour fleurir les croix en mémoire des victimes du « rideau de fer », et commence la lente remontée. Toute l'équipe Système U est dépeignée en bloc, surprise à l'hôtel Excelsior où elle dînait.

Innocemment : « Bonjour Monsieur, bonjour Monsieur. »

Quelques dizaines de poignées de main plus tard, notre sprinter à l'hôtel Ibis avale l'équipe Toshiba, ne fait qu'une bouchée des hommes d'Eddy Merckx, laisse sur place un groupe d'Espagnols qui passaient par là. Bernadette, le pied baissé, a du mal à suivre.

Tout d'un coup se présente sur le chemin du premier ministre un obstacle de taille, le « blaireau » en personne, Bernard Hinaut. La technique chiraquienne déploie alors toutes ses facettes. Une plaisanterie : « Ils n'ont pas froid aux yeux, hein ? » explique-t-il en parlant des photographes. Un coup d'œil : « Quand il y a des journalistes autour, il faut toujours dire qu'ils sont sympas ! » Hinaut, notamment, méprise médiatique. « Ah oui ! Mais il faut aussi leur dire ce qu'on pense. M^{me} Chirac m'a confié qu'elle était étonnée par cette boucasse. Je lui ai répondu que c'est ce qui l'attendait à l'étape de Chumail, en Corrèze. »

Et le pachyderme du Tour ainsi avalé par le bas, la communauté française de Berlin-Ouest réunie au quartier Napoleon ne pouvait constituer qu'un dessert. Il y passèrent donc jusqu'au dernier des adjoints, sans oublier les musiciens du 46^e RI de la Tour d'Auvergne déguisés en grenadiers de la garde. Aux épouses de diplomates et de militaires, il ne restait en guise de lot de consolation que la possibilité de servir le main de Bernard Hinaut laissé sur place par le tourbillon chiraquien.

D. SCHNEIDERMAN.

Pour une fois, vous n'aurez pas à céder votre place à un handicapé.

4-9 JUILLET 1987
2^e JEUX INTERNATIONAUX HANDISPORT DE PARIS.

Truman Capote

tireur émérite

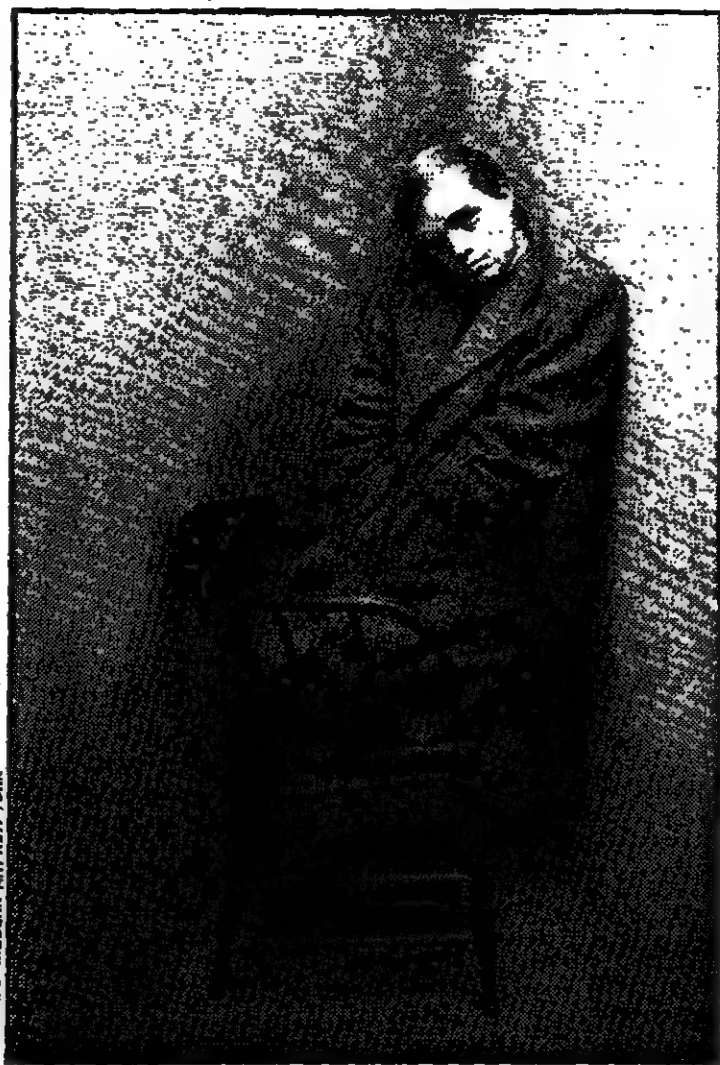
Une bouleversante nouvelle de jeunesse et des entretiens vengeurs.

« C'EST très difficile d'écrire, déclare un jour Truman Capote, dans une conversation avec Lawrence Grobel. C'est difficile pour n'importe qui, mais pour moi, c'est extrêmement difficile. Si j'avais eu le choix, je n'aurais sûrement pas été écrivain. » On le comprend, c'est le pire des métiers. Surtout pour un auteur aussi exigeant que lui et qui, sans dédaigner le succès et l'argent — son reportage sur un crime obscuro commis dans le Kansas, *De sang froid*, à la fois enquête policière minutieuse et récréation littéraire, fut un best-seller très confortable — accorde toujours plus d'importance au style de ses écrits qu'au tirage de ses livres. D'où l'excellence, l'acuité de son œuvre et sa relative brièveté, comparée à celles de contemporains plus féconds, bien que l'on ne soit pas certain de la connaître en entier. Une nouvelle jusqu'à inédite en témoignage aujourd'hui.

Un *été indien* est une merveille d'à peine cinquante pages, toute en émotion contenue. Elle n'a pas, en apparence, le trio éblouissant, la virtuosité inépuisable des textes recueillis dans *Musique pour caméléons*, mais elle nous touche secrètement, durablement. Un petit garçon vit dans une ferme isolée, avec ses parents et ses grands-parents, en Virginie-Occidentale. Ils sont pauvres mais, pour l'enfant, c'est le bonheur, naturel, évident, l'harmonie initiale dont il ne peut imaginer qu'elle soit, pour lui comme pour tous, vouée à être rompue. Un jour, son père décide de quitter cette terre étroite, de s'installer loin, sur un domaine plus vaste ; il en a assez d'être sans le sou et veut que son fils aille à l'école en ville, ait une chance de réussir mieux que lui. Pendant la semaine qui précède le déménagement, l'enfant mesure l'étendue de tout ce qu'il va perdre, l'ampleur du

« Un parfait travelo »

Dans ses entretiens à bâtons rompus (souvent sur le dos des autres) avec Grobel, Capote n'est pas en reste de confidences personnelles. Il s'intéresse à lui-même depuis longtemps, plus amoureusement et cruellement que quiconque. Mais ces propos enregistrés de 1982 à sa mort, en 1984, n'ont pas la fraîcheur d'*Un été indien*. Capote a bien vécu, beaucoup travaillé. Il est épuisé, prend facilement la pose, se décrit comme un enfant miraculeusement doué pour la lecture, un écrivain précoce, un esprit singulier, extensible, génial. Il parle franchement de ses problèmes sexuels, de l'alcool, de la déprime, fait le détail de ses chers vices. Et, par-dessus tout, dit un peu de bien de quelques élus (Faulkner, Burroughs, Welby, Karen Blixen, Flaubert, Proust, Greene) et un mal inarrivable de tous les autres. Le pape est « un parfait travelo » et « les femmes ont encore de la chance qu'on leur permette d'avoir un toit sur la tête ». Hemingway, « un homme médiocre, une tantouche refoulée ». Kennedy, « méprisable ». Thomas Pynchon, « atroce ». Donald Barthelme, « rasant, facile ». Kerouac, « un farceur ». Camus, « un écrivain mineur ». Bellow, « nul ». Roth, *idem*. Updike,



Truman Capote jeune vu par Irving Penn.

« trop maniéré ». Gide, « une vieille tante française au visage raboteux », etc. Quant à Joyce Carol Oates, « c'est un monstre de faire qu'on devrait décapiter dans un auditorium ».

Le brave homme. Sous la folle papillonnante et vipérine, un ogre mégalo-mane est prêt à tout pour faire oublier sa taille de nabot, être reconnu, aimé. Au besoin, il menace de dire ce qu'il sait sur les gens célèbres de la grande société, les riches et les puissants : il n'épargnera personne. Quatre extraits venimeux (1) furent publiés des *Prières exaucées*, maintes fois annoncées, où l'on aurait les dessous des cartes et les vrais noms. Tant pis pour ses hôtes et protecteurs : « Qui croyaient-ils avoir auprès d'eux ? Un bouffon de cour ? Ils avaient un écrivain. » Il serait donc le Saint-Simon de la jet-society. Pour l'instant, on n'a pas d'autres

traces du phénoménal ouvrage. Est-il caché, volé ? Capote l'a-t-il même écrit ? Finalement, ce pourrait être un dernier coup de bluff pour angosser le milliardaire à peu de frais, une vengeance de romancier. Pourquoi pas ? Il faut, du reste, un grand talent, l'art d'un tireur émérite, pour faire trembler avec un revolver vide. Et du sang-froid.

MICHEL BRAUDEAU.

★ UN ÉTÉ INDIEN, de Truman Capote, traduit de l'américain par Patrice Rebeteas, Rivages, 53 p., 49 F.

★ CONVERSATIONS AVEC TRUMAN CAPOTE, de Lawrence Grobel, traduit de l'américain par Henri Robillot, Gallimard, 233 p., 59 F.

(1) L'un paroxysme, en 1975, le suicide d'une jeune femme anonymement mise en scène par Capote (voir le Monde du 16 février 1976).

La délicate élégance de William Maxwell

A soixante-dix-neuf ans, après dix livres et une vie passée au New Yorker, William Maxwell, écrivain trop discret, est encore méconnu en France. Nous l'avons rencontré chez lui, à New-York.

UN jour de 1936, William Maxwell, vingt-huit ans, lecteur dans une université de l'Illinois, son État natal, vit devant lui son avenir : « Assistant, maître de conférences, professeur, et, pour finir, un cercueil en bois de pin. Je n'ai pas pu le supporter. J'ai démissionné et je suis parti pour New-York. » Le seul dans le vide.

Déjà William Maxwell écrivait. Son premier livre, *Bright Center of Heaven*, avait été publié en 1934. Le *New Yorker*, hebdomadaire culturel créé onze ans plus tôt par Harold Ross, lui acheta deux nouvelles, puis lui proposa un poste d'« éditeur ». Il l'occupa pendant quarante ans « avec quelques interruptions, car la lecture et le choix des histoires des autres, cinq jours par semaine, nuisent fortement à ce qu'on souhaiterait écrire soi-même ». Lire, écrire, travailler dans un journal que l'on fait par plaisir, par désir intellectuel, plutôt que pour répondre à l'attente incertaine d'un public supposé... la vie rêvée, pour un Américain sérieusement « inadapte », totalement indifférent à l'argent comme au pouvoir, mais en rien « hors la vie ».

« J'aime manger, dit cet homme grand et svelte jusqu'à la maigreur, et j'aime lire, ce qui me semble relever de la même qualité : l'appétit. » Assurément, lecteur ou auteur, William Maxwell est un de ces hommes qui ont davantage le goût des mots, de leurs harmoniques et de leurs résonances intérieures que des récits échevelés ou des fresques épiques. Écrivain de détail, du minuscule et du minutieux, des émotions et des cassures secrètes auxquelles personne n'échappe et qui aident, au fond, les hommes à se supporter, il aime les nouvelles

et les romans courts « où la condensation du langage et celle du genre vont de pair ».

Traduit chez Gallimard (*la Feuille repliée* (1), *Miroirs du Nord*), repris chez Flammarion en 1982 pour le dernier en date de ses romans, *A demain* (2) — sans doute son texte le plus autobiographique — William Maxwell demeure pourtant peu connu ; il répugne à se montrer, à donner des entretiens, et son élégance sans ostentation ne s'accorde guère aux nécessités du parcours du combattant médiatique.

« Quelques individus pervers »

La célébrité ne le préoccupe pas. La postérité non plus. Il lui suffit de croire qu'« il y aura toujours sur terre quelques individus pervers pour lire encore ». On se prend cependant à espérer plus, et que la publication de *Comme un vol d'hirondelles* (son second roman, paru aux États-Unis en 1937) augure bien de la traduction en français de la totalité de ses livres.

Quelque part dans l'Illinois, à l'automne de 1918, l'histoire désastreuse de la famille Morrison mêle l'euphorie de l'armistice aux terreurs d'une épidémie de grippe espagnole, tisse la jubilation convenue et l'angoisse quotidienne. Les faits — dramatiques ou tonitruants — n'y importent que pour leur retentissement assourd.

JOSYANE SAVIGNEAU.
(Lire la suite page 16.)

(1) Réédité en poche dans la collection « Folio ».
(2) Knopf 1980, Flammarion 1982, traduction de Françoise Carcano.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Nouvelle histoire des idées politiques, sous la direction de Pascal Ory

Essais et erreurs

VOICI, typiquement, une lecture de vacances, au sens que l'expression n'aurait jamais dû perdre : non pas un produit de marketing fabriqué, par où on ne sait même plus, à partir de notre goût présumé, et manipulé, pour les aventures d'espionnage, de sexe, etc. ; mais, tout à l'inverse, un instrument de liberté face aux conditionnements commerciaux tels qu'ils ont envahi la vie de l'esprit et de la cité.

A en croire le spectre dégradant auquel s'abaissent nos politiciens, la formation de l'opinion et la conduite du pays seraient affaire de statistiques truquées, de sondages équivoques, de grands mots creux et de petites phrases assassines, lâchées devant un public d'analphabètes amorphes. Quel mépris du peuple, dans ces caricatures !

L'été devrait être l'occasion de rappeler à nos élus et à nous-mêmes que, au-delà des manœuvres électorales subalternes, des accusations réciproques d'échec et des débats éphémères sur le « déclin français » ou autre notion artificielle, la vie politique d'un pays s'inscrit dans un effort, vieux comme la pensée, pour concevoir et réaliser des modèles de vie en société, un va-et-vient de la théorie à la pratique, une longue suite d'essais et d'erreurs.

Pour opérer ces remises en perspective dont dépend notre liberté de jugement et d'action, il existe deux approches possibles. L'une, d'esprit plus philosophique, expose la généalogie des théories politiques apparues au cours des siècles : c'est le cas, principalement, des ouvrages de François Chatelet et des travaux collectifs qu'il a inspirés, en particulier le *Dictionnaire des œuvres politiques*, codirigé par Olivier Duhamel et Evelyn Pisier (PUF, 1985).

L'autre approche, plus historique, considère les systèmes politiques en rapport avec leurs incarnations plus ou moins

conformes, leurs avatars, leurs ratés. Jean Touchard a donné un essor décisif à ce type de recherches dans les années 60. René Rémond a pris la relève, et, plus récemment, Pascal Ory.

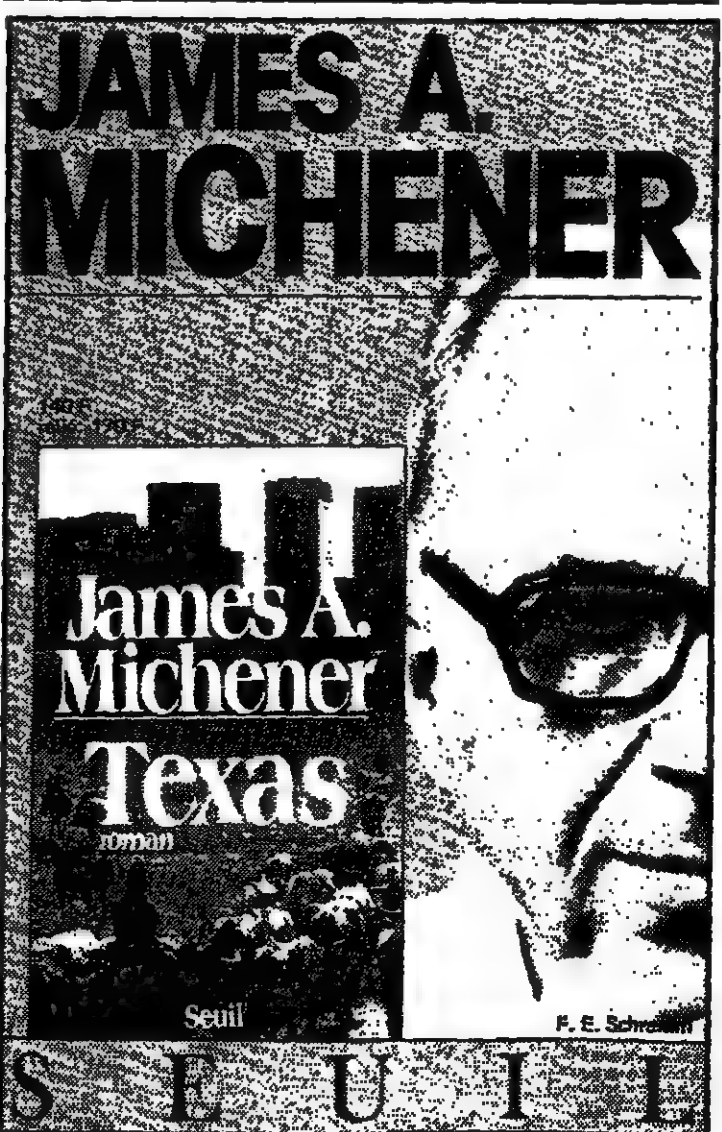
Ce dernier est précisément le maître d'œuvre de la Nouvelle Histoire des idées politiques publiée ces jours-ci par Hachette, avec une postface de René Rémond. L'ouvrage s'adresse aux néophytes autant qu'aux chercheurs chevronnés, grâce à des chapitres brefs, nettement délimités, et agrémentés de repères chronologiques, de bibliographies succinctes.

Le plan suivi rafraîchit les mémoires selon une pédagogie élégante. Il rappelle les apports des siècles passés à partir d'idées-forces : l'« État », pour le dix-septième en proie à l'absolutisme ; le « bonheur », pour le siècle des Lumières. Au siècle dernier, les pays d'Europe hésitent entre le libéralisme et le socialisme, avec ou sans Marx, sans oublier les programmes ou les mouvements de mentalités inspirés de Proudhon, Hegel, Comte, Stirner, Nietzsche.

La première moitié du vingtième siècle est tout entière occupée par la double expérience du communisme russe et des fascismes, avec les tentations et les répulsions qu'ils engendrent. Les « troisièmes voies » nées de ces répugnances sont examinées avec une attention particulière.

L'état des idées politiques depuis trente ans et à l'horizon du millénaire n'est pas négligé, malgré les risques du marquée de recul. Des études sont consacrées au tiers-monde au lendemain de la décolonisation, aux pensées de l'« autonomie », telles que les ont induites la psychanalyse, les libérations sexuelles, les utopies soixante-huitaires.

(Lire la suite page 13.)



صلى الله عليه وسلم

LA VIE LITTÉRAIRE

ALLAUCH

(Bouches-du-Rhône)

NUIT INTERNATIONALE de la POESIE CONTEMPORAINE

ATELIER BELGE

Poésie française d'expression belge (Présentation : Christian PRIGENT) avec :

Daniel FAND
Eric CLEMENS
Max LOREAU
Eugène SAVITZKAIA
Jean-Pierre VERHEGGEN

ATELIER BRITANNIQUE

(Présentation : Tom RAWORTH) avec :

Hugo WILLIAMS
John JAMES
Tom PICKARD
Allen FISHER

ATELIER INTERNATIONAL

(Présentation : Julien BLAINE) avec :

Philippe CASTELLIN
SARENCO
Jean-François BORY
MA DESHENS
Adriano SPATOLA
Bernard HEIDISIECK
Franco BELTRAMETTI
Joël HUBAUT

ATELIER PHOTOGRAPHIE ET POESIE

(Présentation : Jean DAIVE) avec :

Jean-Michel ALBEROLA
François MARTIN
Jean LE GAC
Claude ROYET-JOURNOU
Joerg ORTNER
François BARBATRE

EXPOSITIONS

Jean DAIVE présente :

"POESIE ET PHOTOGRAPHIE"

avec : Jean-Pierre BERTHIAUD
Christian DOLANSKI
François MARTIN
Jean-Michel ALBEROLA
François BARBATRE
Jean LE GAC
Joachim GERZ
Marcel BROODTHAERS
Claude ROYET-JOURNOU
Sam SZAFRAN
Joerg ORTNER

CALENDRIER

Exposition

du 11 au 31 juillet 1987

Nuit non-stop

le 11 juillet 1987 de 20 h à l'aube

A.G.R.I.P.P.A.

Association Générale des Rencontres Internationales en Provence de Poésie d'Aujourd'hui

Renseignements :

A.G.R.I.P.P.A.
Tél. 94.90.93.06
et Délégation Culturelle d'ALLAUCH
Hôtel de Ville 13190 Allauch

Passage en revues

Littérature, poésie

● Saint-John Perse ne doutait pas d'incarner une certaine, une très haute idée de la poésie. Les honneurs, qui ne lui manqueraient pas de son vivant, il les recevait au nom de cette idée, au titre de cette incarnation. L'épreuve du langage, celle qu'à travers le poète, tout l'homme doit traverser, il en est sorti pour ainsi dire victorieux, tressant son œuvre comme une couronne de gloire. Le centenaire de sa naissance donne lieu cette année à de multiples célébrations, hommages et publications (voir « le Monde des livres » du 29 mai). Une exposition à Grenoble autour d'œuvres de trois de ses illustrateurs — Brague, Clavé, Garand — est l'occasion d'un numéro spécial de la revue *Détours d'écriture* qui prend la forme et le format d'un hommage. Sur le thème « métissage des écritures, écriture du métissage », sont réunis plusieurs textes et études inédits ou déjà publiés : Adonis, Pierre Torrell, Nabile Farès, Loran Gaspar, Pierre Oster... Malgré son ordre un peu dispersé, bousculé, cet ensemble trouve une juste place dans le concert des hommages rendus à Saint-John Perse. (Noël Blandin Editeur, 17, place des Vosges, 75004 Paris, 110 F.) Signalons également le dernier numéro de *Détours d'écriture*, paru il y a peu de temps, et consacré à Dionysos (n° 9).

inventivité, les premiers mois de la vie de sa fille par laquelle il se laissait instruire. Dans le même numéro, Jean Gillibert présente sa traduction de huit des *Sonnets* de Shakespeare. Citons enfin deux textes de Breyten Breytenbach. (Nouvelles Quartier Latin, 78, bd Saint-Michel, 75005 Paris, 85 F.)

● *La Licorne*, revue de la faculté des lettres et des langues de l'université de Poitiers, publie un cahier très fourni sur plusieurs « Aspects de la littérature française de Belgique » (n° 12, 1986). L'originalité de la littérature belge d'expression française a souvent été ignorée, la proximité autorisant la confusion avec les lettres françaises. Les noms de Rodenbach, Hellens, Maeterlinck ou Verhaeren méritent amplement d'être rappelés. Les auteurs présents dans ce numéro s'y sont employés. (*La Licorne*, Faculté des lettres et des langues, 8, rue René-Descartes, 86022 Poitiers.)

● Une autre revue universitaire, *Roman 20-50*, publiée par le centre d'études du roman des années 1920 aux années 1950, de l'université de Lille-III, s'attache, pour chaque numéro, à une grande œuvre romanesque, publiée au cours de ces trente années. Après Mauriac et Camus pour les deux premiers numéros,

voici Giono à propos des *Ames fortes*, roman paru en 1950. (Société Roman 20-50, 56, rue Brûle-Maison, 59000 Lille, 33 F.)

● L'Association pour l'étude de la pensée de Simone Weil, présidée par André-A. Devaux, publie des Cahiers trimestriels. La dernière livraison (tome X, n° 2, juin 1987) reproduit les communications présentées au colloque d'Assise en mai 1986. (Siège de l'association et de la revue : 5, rue Monticelli, 75014 Paris.)

● L'Amitié Henri Bosco, fondée en 1973, publie dans ses Cahiers annuels, dirigés par Claude Girault, des inédits de l'écrivain, des témoignages, des documents... Le vingt-sixième numéro (1986) vient de paraître. (Siège de l'association : Les Oliviers III, 76, avenue des Banquettes, 06000 Nices.)

Pour terminer, que l'on nous permette d'offrir ces deux vers, sentence aussi mystérieuse qu'incontestable, tirés d'un poème peu connu d'Henri Michaux, repris dans le dernier numéro d'*Europe* (juin 1987) qui lui est consacré : « Le tigre ne vit pas plus vieux que le cerf. Mais le tigre arrive toujours à temps pour tuer le cerf. »

P. Ka.

LA SÉLECTION D'ÉTÉ DU MONDE DES LIVRES A LA FNAC

La FNAC s'est associée au Monde pour présenter la sélection des livres d'été publiée dans notre dernier numéro (le Monde du vendredi 26 juin 1987).

Nos lecteurs trouveront un rayon spécial consacré à cette sélection dans les vingt-trois librairies de la FNAC.

A Paris : Etoile, Montparnasse, Forum, Saint-Denis.

En province : Annecy, Belfort, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Grenoble, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Mulhouse, Nice, Orléans, Rennes, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

En Belgique : Bruxelles et Liège.

JEUNESSE

Collections nouvelles pour moins de dix ans

Si on leur créait des habitudes !... La tentation de donner au jeune lecteur, dès son plus jeune âge, un ami de papier auquel il va être fidèle le plus longtemps possible tente tous les éditeurs. Les préoccupations, trop souvent strictement commerciales, font, hélas, trop souvent disparaître la collection avant même qu'elle ait pu être remarquée par les enfants, les parents et les bibliothécaires. Sans laisser le temps au bouche-à-oreille — ou aux effets de la critique — de faire son chemin. Avant de les remplacer par une collection « nouvelle ».

Parmi les séries réservées aux moins de dix ans, pleines d'images et d'idées en culottes courtes, nous avons remarqué :

● Des images qui tournent : « Qui est là ? Allons jouer ! Au travail ! C'est une surprise ! Des livres animés (fabriqués en Colombie, devenue la plaque tournante mondiale des albums collés) pour tout-petits, d'un maniement simple : d'un doigt, on fait tourner le cadran du téléphone, la roue de la bicyclette, les ailes du moulin, on berce le bébé, on fait apparaître le lapin sous le chapeau, le coucou dans la pendule, etc. Un jouet de papier, amusant et solide. (Les images qui tournent, par Ron et Ate Van der Meer. Album cartonné 14 x 18 cm. Albin Michel Jeunesse, 8 p., 32 F.)

● Cherchez l'abeille ! Aglé (c'est son nom) est présente dans toutes les images de ces jolis albums aimablement didactiques qui font découvrir à l'enfant les connaissances dont il a besoin pour saisir l'univers qui l'entoure : les chiffres, les couleurs, les animaux, les arbres... Préparation à la lecture, les textes sont assonancés comme

des comptines ; et la chaise à l'abeille curieuse qui se cache dans les endroits les plus inattendus aigüe la curiosité. (Aglé la petite abeille, de Paule Alen. Illustr. de Myriam Deru. Format cartonné 20 x 20,3 cm. Casterman, 32 p., 35 F.)

● Et si on se prenait pour un dinosaure ? Ces dinosaures rigolos, moins discrets et moins raffinés que l'abeille Aglé, se prêtent à toute sorte de transfor-



ILL. TONY ROSS

mations pour apprendre à compter, à faire des rimes, à bien faire et à mal faire, etc. (Les Dinosaures, par David Arseny et A. J. Wood. Format cartonné 20,5 x 20,5 cm. Sorbier, 32 p., 48 F.)

● Remarqué dans la collection « Hibou Caribou » que dirige Colline Faure-Poirée les drôles de chiffres, de Jean Alessandrini, qui jouent au foot de 0 à 9 et marquent des points. (L'Équipe des chiffres, de Jean Alessandrini. Format cartonné 18 x 19 cm. Hatier, 24 p.)

● Les bêtes, tous les enfants aiment. Ces premiers livres sur les animaux, joliment et fidèlement illustrés, qui mélangent le texte et les images-rébus feront éprouver autant de tendresse pour le chat que pour le lion, pour la girafe que pour le chat. (Les Animaux copains, par Nadine Sautou. Album 18,5 x 21 cm. Nathan, 24 p., 26 F.)

● Pour découvrir le monde à la saison des vacances, cette



ILL. TONY ROSS

nouvelle collection (à partir de huit ans) propose des petites guides d'initiation aux voyages composés d'un reportage illustré avec un glossaire, liste d'adresses, récapitulatif historique, des cartes simples. Plusieurs séries consacrées aux pays, aux fleuves, aux montagnes. (Le Globe-trotter : la Grande-Bretagne, par Charlotte Ruffaut, illustr. de Tony Ross ; le Mont Blanc, par Nicolas Grenier. Album cartonné 12,5 x 17,5 cm. Larousse, 96 p., 39 F.)

M. Z.

EN POCHE

● Le titre explique la (mauvaise) raison d'un mystère dont s'est nourrie la controverse : les *Chambres à gaz*, secret d'État, par Eugen Kogon, Hermann Langbein et Adelbert Rüchard. Comment l'horreur a pu demeurer cachée au cœur de la Vieille Europe (traduite de l'allemand par Henry Rollet, « Points-Sauil Histoire », 1986).

● L'École de Francfort, par Paul-Laurent Assoun. L'histoire du mouvement de la « philosophie sociale » né après la première guerre mondiale et que fréquentèrent Walter Benjamin, Herbert Marcuse (« Que sais-je ? » n° 2354).

● Le dernier — et beau — roman de Melville, *Billy Budd*, marin, est publié dans la collection « L'Imaginaire-Gallimard ». Un jeune matelot, accusé faussement de sédition, est pendu sur ordre d'un capitaine qui l'aimait comme un père (n° 184).

● La Manufacture, la jeune maison d'édition lyonnaise, continue la publication de portraits d'écrivains et de cinéastes rassemblés dans la collection « Qui êtes-vous ? ». Elle Wieset, par Brigitte-Fanny Cohen (n° 22), Pier Paolo Pasolini, par Alain-Michel Boyer (n° 23), et André Malraux, par Jérôme Mosses-Lavau (n° 25).

● Les derniers titres parus chez Presses-Pocket offrent le choix entre l'Inde du dix-neuvième siècle avec Kim, de Rudyard Kipling (n° 2894), un village des Ardennes en mai-juin 1940 dans les *Gros Sous*, d'Yves Gibeau (n° 2756), et la France profonde, trébuchante et irrégulière sous la monarchie de Juillet, au temps de *Mon oncle Benjamin*, de Claude Tullier (n° 2773). Le Cameroun, enfin, où un jeune français, Eric de Rosny, a été initié par l'un des « maîtres de la nuit » : l'auteur retrace son itinéraire dans les *Yeux de ma chèvre* (collection « Terre humaine », Plon, n° 3016).

● Amour, poésie et trente ans d'histoire du Moyen-Orient, le roman *l'Agent de Sa Majesté*, de David Shabar, paraît en « Folio », Gallimard (n° 1836). Dans la même collection, la *Petite Rocque*, de Meuspassant, avec une préface d'André Fargier (n° 1809), un texte revu par l'auteur huit ans après la première traduction en français pour le *Livre du ris et de l'oubli*, de Milan Kundera (n° 1831), et le *Procès*, de Kafka (n° 1840), dans la traduction connue d'Alexandre Vialatte.

● Les entretiens accordés par Vladimir Jankélévitch à Béatrice Berlioz en 1978 sont repris dans la collection « Folio essais »-Gallimard (n° 60). Sous le titre *Quelque part dans l'inachevé*, ils forment une excellente introduction à l'œuvre du philosophe. Dans cette même collection paraît *Race et Histoire*, de Claude Lévi-Strauss (n° 58), suivi d'une étude de Jean Pouillon sur l'œuvre de l'ethnologue.

● « Prisme », la nouvelle collection de poche de Fayot, réédite les *Essais de psychanalyse* de Freud dans la dernière traduction de 1981. C'est dans ce livre que figurent notamment les *Considérations actuelles sur la guerre et la mort*.

● Jean Pinetel s'est penché sur le *Phénomène criminel* pour l'encyclopédie de poche « Le monde de... » (M. A. éditions).

Hommage à Mircea Eliade

« TOUT ce qui est négatif, tout ce qui incite à l'autodestruction sur le plan tant physique que spirituel, lui était étranger », écrivait Clorin de Mircea Eliade, dont l'œuvre connaît aujourd'hui un retentissement considérable, surtout chez les jeunes en quête d'une nouvelle spiritualité.

Pour célébrer le premier anniversaire de sa mort, la Revue Parole du Centre Georges Pompidou a organisé du 17 au 19 juin plusieurs conférences et deux tables

rondes autour de la double démarche, romanesque et savante, du grand enl. Ouvert par Eugène Ionesco, son proche ami, les débats ont permis à Frédéric Tristan et à Claude-Henri Rocquet de souligner ce qu'Eliade a apporté de neuf dans la compréhension des idées religieuses ainsi que ses rapports à la culture profane. Un film du cinéaste Paul Barba Negra, *Mircea Eliade et la redécouverte du sacré*, ainsi qu'une exposition de lettres, manuscrits et éditions rares, ont illustré cet hommage.

Toujours à cette occasion, le Congrès international de l'Académie roumaine-américaine — en collaboration avec les foyers culturels roumains de Paris et sous le patronage de la Sorbonne — a consacré fin juin quatre journées d'étude à l'auteur disparu et à son pays. Les groupes de travail, auxquels participaient hommes de science et critiques littéraires, linguistes, historiens, spécialistes des sciences humaines, économistes et théologues venus du monde entier, ont abordé d'une manière transdisciplinaire (selon le terme défini par Basarab Nicolescu, physicien et philosophe du CNRS) l'héritage spirituel du passé roumain, la situation tragique où se débat le pays actuellement, enfin, ses perspectives d'avenir.

Signalons d'autre part, la parution dans la collection « Homo religiosus », éditée par Fernand Schwarz, d'un cahier, *Dialogues avec le Sacré* (1), où — parmi d'autres contributions celles de Mihaela Bacou, Edgar Morin, Ion Culiuan et Cicerone Poghire — posent des repères essentiels pour tous ceux qui souhaitent explorer l'univers de l'histoire des religions et suivre son itinéraire initiatique. Un dictionnaire de concepts éliadiens et une bibliographie enrichissent ce cahier. Enfin, les éditions de l'Herne viennent de publier un roman inédit de Mircea Eliade, les *Hooligans*, dans une traduction d'Alain Parnis.

EDGAR REICHMANN

(1) A la Nouvelle Acropole, 5, rue Langilliers, Paris 16^e, 60 p., 30 F.

● La Fédération Léo-Lagrange organisera à Celox (Ain), du 9 au 18 juillet, une rencontre internationale autour de l'œuvre de GERTRUDE STEIN, écrivaine d'origine américaine, auteure et mécène de nombreux artistes. (Fédération Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75009 Paris. Tél. : 42-46-82-92 ou 42-46-87-35.)

● LA VIE DU LANGAGE, par Denis Slakta

Tu meurs !

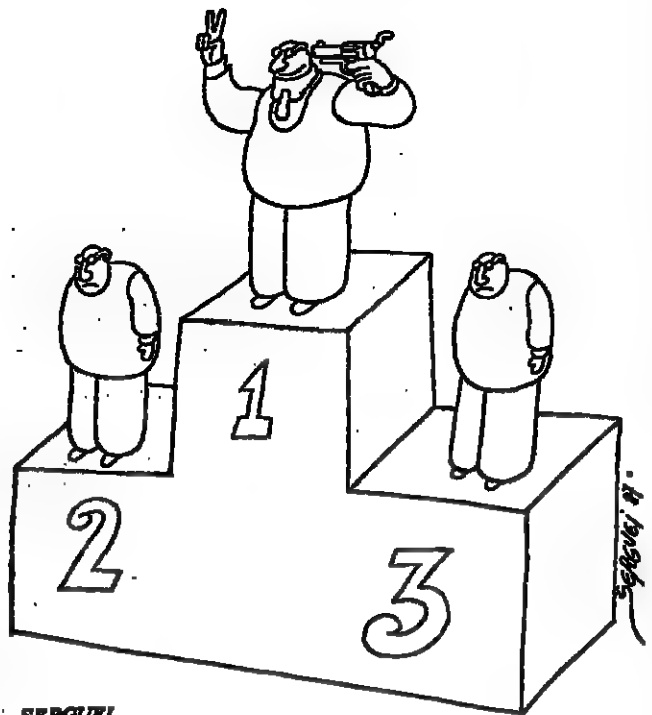
CES temps-ci, il paraît qu'on a l'embarras du choix pour remplir la structure plus — adjectif — que (moi ou lui), du meurs ! Par exemple : « plus antiterroriste que moi » (M. Jacques Vergès), « plus Droopy que Pasqua » (Libération, 27/2/87), tu meurs ! Récemment, on a perdu une rumeur insistante : plus « interventionniste » que Bouygues, tu meurs ! On dirait que le repenseur, faisant le tour de ses propriétés, prend la Une pour Honfleur : « Autrefois, j'avais le respect de la nature (ou de la culture). Je me mettais devant les choses et les paysages et je les laissais faire. Fini, maintenant j'interviens. J'étais donc à Honfleur et je m'y ennuyais. Alors, résolument, j'y mis du chameau. Cela ne paraît pas fort indiqué. N'importe, c'était mon idée » (Henri Michaux, « Intervention », Mes propriétés).

De quoi faire nasiller (phonétiquement : nazze) plus d'un le comensse de M. Le Pen, au demeurant, enchanté de monter sa gamme : Dom-ré-my-fa-sol-le-SIDA ; dans l'espoir, sans doute, de récupérer les voix de Jeanne d'Arc. On a compris : plus pucelle que Le Pen, tu meurs ; et on « zappe ».

Le silence pourrait permettre, entre autres, de mettre en cause quelques approximations syntaxiques. De la construction, Pierre Merle donne une glose intuitivement juste : « c'est pas humainement possible ». Par exemple : plus tolérant que lui, c'est impossible (ou tu meurs !). Mais alors, qu'est-ce qui autorise une telle interprétation, dont le caractère modal (cf. l'impossible) est évident ? Plus complexe que les grammairres nous l'ont enseigné, l'emploi de l'indéfini présent tient bel et bien le rôle décisif.

D'autant que l'intérêt linguistique de la formule procède aussi de son altère hypothétique. Pour s'en convaincre, on pourra sous-entendre si tu trouves (si tu trouves plus tolérant, tu meurs !), ou bien on soulignera la possibilité offerte par les comparatifs : Plus tolérant, Pierre réussit. Dans ce cas, le conditionnel mettrait en évidence l'irréalité présente (comme on dit de la proposition : Au vrai, il s'agit plutôt d'énoncer une possibilité (réussir) que la réalité présente écartée d'emblée. La réalisation de l'hypothèse possible, immédiatement contredite par les faits, devient impossible. Imaginons maintenant, qu'une « épreuve temporelle », à l'avenir par exemple, préserve le futur : plus tolérant à l'avenir, Pierre réussirait. Les faits actuels ne constituent plus un obstacle à la validité de l'hypothèse ; et la réussite de Pierre reste parfaitement possible — c'est le potentiel des grammairres.

Rien de plus pénible que ce recours induit et constant à des catégories comme l'irréel du présent et potentiel, issues de la grammaire latine et qui obscurcissent le système français. Je vais faire de la peine à quelques-uns. Mais je rappellerai, d'abord en latin, un proverbe



SERGUEL

honnête : Amicus Plato, sed magis amicus veritas ; J'aime Platon, mais plus encore la vérité.

L'IMPORTANT en français, c'est ceci : la manière dont le possible et l'impossible sont définis selon la compatibilité (ou la non-compatibilité) de l'hypothèse avec le réel ; avec les faits — ce que Rabelais éclaircit d'un jour plaisant : si mon mulot transalpin volait, mon mulot transalpin aurait des ailes. Dans un livre magistral (Les phrases hypothétiques commencent par « si » ; Droz), Robert-Léon Wagner parle à ce propos d'une condition réellement irréalisable, c'est-à-dire impos-

Et le nécessaire selon le réel, le nécessairement réalisable, « ce qui ne peut être autrement » (Aristote) ? demandera-t-on. Voici, dû encore à Wagner, un autre exemple où s'impose le présent de l'indicatif : si nous trions la ligne la plus courte d'un point à un autre, cette ligne est droite. Le commentaire aussi mérite réflexion. « Il y a peu de chance » qu'un mathématicien utilise jamais le système si + imparfait, conditionnel présent (si nous trions... la ligne serait droite). Et encore moins, ajoutai-je, le système si + présent, futur (si nous trions... la ligne sera droite).

L'explication pourrait s'organiser ainsi : le mathématicien, lui, ne raisonne pas sur le possible, mais sur le nécessaire ; d'où le système mixte présent, futur. Comme dit Kant, il n'y a pas d'opinion en mathématiques. Et quand le SIDA est pris pour objet d'opinion, on voit proliférer les inepties. Une vraie trombe.

Reste à justifier la distinction proposée entre le présent et le futur. On a constaté depuis longtemps l'alternance présent, futur dans une phrase indépendante, pour peu qu'apparaisse un indice temporel : Nice — jouera ou joue — demain contre Marseille. Dans les deux cas, l'engagement à la vérité n'est pas du même ordre, ne relève pas de la même modalité. Le vrai selon la réalité et le vrai selon l'opinion (même partagée) ne sont pas corrélatifs, partout et toujours. Il suffit d'ajouter une évaluation subjective, de risquer une opinion sur la qualité de la rencontre, pour que le présent soit exclu : Nice jouera convenablement demain contre Marseille. Si vous en êtes sûr, jouez donc au loto.

VOICI maintenant un autre exemple (Henri Michaux) où « un grand rustre d'argent » s'adresse à Plume : « si vous ne parlez pas dans l'appareil, je cogne ». Formellement, deux autres constructions sont disponibles (1) : si vous ne parlez pas dans l'appareil, je cognerai ; si vous ne parlez pas dans l'appareil, je cognerais. Les meilleures grammaires (celles qui connaissent Wagner) insistent sur la relation sub-

stante qu'il s'agit aussi d'expliquer : « très affectif » (pour le présent) ; « affectif » (pour le futur) ; « neutre » (pour le conditionnel).

Le système au conditionnel décrit une possibilité simple : c'est-à-dire que les chances de réalisation ou de non-réalisation sont équivalentes vis-à-vis du réel. Au contraire, le futur montre un changement modal ; le sujet parlant manifeste sa certitude que, posée la condition, la conséquence suivra. D'où la détermination jouée ou s'enchaîne du propos : « si on m'attaque trop, je serai obligé de me défendre » (Francis Bouygues, 15 mai 1987).

Le tour au présent, lui, exhibe la nécessité de la conséquence : je cogne ! La menace est alors au plus vif ; la nécessité d'une conséquence étant plus redoutable, argumentativement, que l'expression d'une certitude. Aussi, le futur permet-il au sujet parlant de mettre en évidence sa conviction intime, ou sa détermination : si vous ne parlez pas dans l'appareil, je cognerai. Dans l'autre cas, avec le présent, c'est la nécessité de la conséquence, son caractère inéluctable, qui peut susciter une émotion très « forte » — comme effet, ou réaction.

Prenez alors, par antiphrase ludique ou burlesque, le contraire du nécessaire ; et vous obtiendrez l'impossible : « Plus tolérant que Le Pen, tu meurs ! » ; oui, vraiment, un plus haut degré de tolérance, ça n'existe pas. Redoublez encore l'antiphrase, en la faisant porter maintenant sur la portion au comparatif ; vous exprimerez, par dérision, le comble de l'intolérance.

(1) Robert-Léon Wagner montre que les trois systèmes coexistent dès le plus ancien français.

Sébastien Japrisot

Ecrit par Jean-Baptiste Rossi

Il faut bien que jeunesse se pâme !

Denoël Robert Laffont

NOUVELLE REVUE DE PSYCHANALYSE

dirigée par J.-B. Pontalis N° 35

Le champ visuel

GALLIMARD NRF

Jean-Louis Curtis

de l'Académie française

Le thé sous les cyprès

« C'est un superbe travail d'écrivain, et une jolie fête de l'intelligence pour tous les lecteurs qui savent apprécier la gravité quand elle n'est pas pesante et la profondeur sans la pose. » MATTHIEU GALEY

Rocher/Littérature

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Essais et erreurs

(Suite de la page 11.)

Around du concept d'« individu », enfin, les auteurs s'interrogent sur les plus récentes critiques du totalitarisme, sur le libéralisme et sur la situation idéologique de cette fin de siècle.

L'INTÉRÊT de telles sommes est que chacun y entre, comme dans un dictionnaire, au gré de sa curiosité, et qu'il exerce ensuite, d'article en article, la liberté dont on a oublié les joies.

Pour les non-spécialistes soumis au martèlement des médias, la leçon d'un tel travail est de montrer les origines lointaines ou les répétitions d'événements et de mouvements d'idées que l'absence de rappels historiques fait apparaître, au jour le jour, comme des générations spontanées, ou que l'abus des « stories » ramène à des bizarreries psychologiques. Il fait bon se ressouvenir que l'hitlérisme n'est pas né d'un cerveau fébrile, mais d'une longue maturation, où les guerres napoléoniennes ont joué leur rôle en renforçant la conscience nationale allemande (Louis Dupeux : les Antécédents de l'hitlérisme).

Zeev Sternhell (les Convergences fascistes) trouve des explications profondes à la conversion fasciste, souvent évoquée et rarement étudiée, de socialistes comme Déat et Doriot. Pascal Ory montre que les « trois voies à la française » s'enracinent dans une tradition ancienne.

DE Freud, on a surtout retenu ce qu'il dit de l'individu souffrant. Roger Dadoun, l'auteur du Freud de chez Belfond (1982) rappelle que la dimension sociale est plus que présente dans l'œuvre du fondateur de la psychanalyse. Totem et tabou propose une explication globale de l'histoire humaine, de la horde originaire au meurtre collectif du père, au culte de l'ancêtre, au remords et à la règle de l'exogamie. Le mythe d'Édipe est à l'origine des religions, des morales, des constructions sociales et de l'art lui-même.

Sur un sujet aussi rebattu que « 68 », Jean-Pierre Bernard fait le point avec le détachement que donne notre recul de vingt années. Peut-on parler d'une « pensée 68 » ? Plutôt d'un enchantement et d'un désenchantement du monde des idées.

L'événement aura symbolisé plus d'achèvements que d'événements, et la fin du « tout-théorique » qui l'avait produit. A noter : la formule de « premier mouvement narcissique-léviniste » appliquée à la révolte étudiante, et une analyse inédite des raisons pour lesquelles le gauchisme français, contrairement à ses voisins allemand et italien, s'est refusé la dérive terroriste.

L'appartenance à Pascal Ory et à René Rémond de tirer les conclusions, toutes provisoires, d'un tel survol. Les années 70 auront vu s'affaiblir le rayonnement théorique des régimes soviétisés, mais aussi celui des foyers conceptuels de substitution vers lesquels s'étaient tournés les militants insatisfaits, à savoir les modèles cubain et chinois. Les pensées social-démocrates s'en sont trouvées valorisées, parallèlement à la critique anti-totalitaire, qui n'a pas hésité à faire remonter le mal, via Hegel, jusqu'à Platon...

Phénomène régional, pour ne pas dire folklorique, que cette « nouvelle philosophie » française ! La vérité humble oblige à admettre que la France de la fin du siècle joue un rôle secondaire dans l'ordre théorique comme dans l'application du libéralisme, où le précédent l'Amérique, l'Allemagne, les pays scandinaves.

In fine, Pascal Ory pointe une anomalie qui mériterait d'agiter nos conversations de plage : à une époque où l'information et les enjeux sont aussi « mondialisés », les débats d'idées restent très différents d'un pays à l'autre, sans lien évident avec les situations économiques de plus en plus comparables, dérivant, dirait-on, d'atavismes culturels. Comme si ces débats étaient une sorte de luxe sans causes ni conséquences, un pur jeu de l'esprit.

Tel n'est pas le cas dans le tiers-monde, où l'échec du credo libéral favorise des contre-projets islamiques aux antipodes des idéologies occidentales.

Autrefois, pareils écarts apportaient la guerre.

* NOUVELLE HISTOIRE DES IDÉES POLITIQUES, sous la direction de Pascal Ory, postface de René Rémond, Hachette, 644 p., 180 F.

TCHICAYA U TAM'SI

Ces fruits si doux de l'arbre à pain



Un très attachant roman sur la vie de famille et la société congolaise des années 60. Une esthétique du mot et de la turbulence qui fait oublier des considérations politiques faussement simplistes.

LA CROIX
Tchicaya U Tam'si raconte le Congo de l'indépendance et l'histoire devient poésie.

JEUNE AFRIQUE
Roman sélectionné pour le Goncourt 87

Seghers

هذا من الامتحان

● ROMANS

PORTRAIT

Frédérique Hébrard conquise par l'Orient

Le Harem ou la renaissance d'un amour foudroyé.

ELLE ne fuit rien tant que les certitudes. Celle-ci, pourtant, ne la déserte pas : « L'amour n'existe que s'il est menacé. Sinon, c'est l'ennui. » Et l'ennui, Frédérique Hébrard a décidé, une fois pour toutes, de lui rendre le com, puisque « l'ennui, c'est la mort ».

Comment s'étonner qu'une de ses figures favorites soit la femme qui devrait être, à l'entendre, la patronne des écrivains : Schéhérazade. Une déjà vieille connaissance pour elle. Quand Frédérique Hébrard rejoint « la Datcha », ce havre chaleureux peuplé de vies invisibles où elle se réfugie pour écrire, à deux pas de sa maison des Yvelines, les premiers objets qu'elle croise sont deux livres : la bible de cuir vert sombre, édition 1881, offerte par son père, André Chamson, et l'autre où elle a appris à lire. Celui-là, elle se l'est approprié jusqu'à la profanation : en en barbouillant les images. Aujourd'hui encore, les *Mille et Une Nuits* colorent son imagination. Elle se souvient du roi qui, chaque matin, faisait mettre à mort son amante par peur de s'ennuyer dans ses bras la nuit suivante. Parce qu'elle a su rompre le cercle tragique et, contense, tenir le prince en haleine d'une nuit à l'autre. Schéhérazade ne cesse de fasciner Frédérique Hébrard : « L'ennui, c'est la mort. Et moi, j'arrive à être drôle même quand je suis triste. J'aime la vie. Je suis tout, sauf déprimée. »

La vie, l'Orient : son dernier livre, *Le Harem*, exhale justement ces parfums d'Arabie. L'histoire est de celles qu'il ne faut pas raconter. Frédérique Hébrard confie l'avoir portée dix-sept ans en elle. Avant la *Démotelle d'Arignon* — écrite pour la télévision avec son mari, Louis Velle, — avant *Un mari, c'est un mari* et *La vie reprendra au printemps*.

Avec ce retour au roman, à la suite de la *Chambre de Goethe* et

de la *Citoyenne*, elle paraît avoir mis ses souvenirs en sourdine. Illusion. Gabrielle née dans les vignes de Pauillac et Perle la juive qui aime le même homme qu'elle et s'éloignera sans s'effacer avant d'épouser un prince arabe résume Frédérique Hébrard. Ce qu'elle a été, ce qu'elle veut être, ce qu'elle est déjà : « *Néophyte d'une religion multiple qui accepte les différences*. » Gabrielle, fille de libre-penseur, élevée par des religieuses parce que son père ne veut pas qu'elle « soit borgne » et découvre le monde d'un seul œil. La petite fille qu'André Chamson nourrissait de la foi en un Dieu épris des hommes et qu'une grand-mère athée conduisait au temple pour qu'elle en sache aussi le chemin, cette petite fille-là se reconnaît dans ses deux héroïnes : « *Gabrielle et Perle, mais c'est moi, toutes les deux* ! »

Un chemin sans retour

Le premier fil noué par Gabrielle avec l'Orient lorsqu'elle s'était liée avec sa « sœur siamoise », Turcia, la châtelaine dont un ancêtre croisé était devenu l'ami d'un sultan, se tordra de page en page. Photographie de la guerre de Six jours, elle y rencontre Igor qu'elle croira ne plus jamais quitter. Igor, fils d'un conservateur des eaux et forêts dans le Jura et d'une princesse russe : les « religions multiples » encore ! Un reportage sur le tournage d'un film emmène Igor et Gabrielle en Turquie. Elle ira au Liban — *Le Harem* est l'un des premiers romans à évoquer les otages de Beyrouth, — en Syrie, dans un royaume du Golfe, en Grèce.

Les noces de Frédérique Hébrard avec l'Orient ont bouleversé quelque chose en elle, sans fracas. Quelque chose qui venait de très loin. Comme sa Gabrielle

« *Gabrielle ça signifie « esprit fidèle » dans le Coran* », — elle a parcouru un chemin sans retour, l'initiation douloureuse de son personnage qui, au terme du roman, aborde enfin aux rives d'un « bonheur » pareil à « une cicatrice ». Frédérique Hébrard l'a vécue, elle, à petit feu. Peut-être parce qu'elle avait commencé le voyage depuis l'enfance.

Un collier révélateur

Aujourd'hui, quand Frédérique Hébrard décrit allègrement la tombe d'André Chamson et de Lucie Mazaurio sur un promontoire du parc des Cévennes, à presque 1 400 mètres d'altitude, elle explique : « *On ne peut pas y être triste*. » C'est d'une telle beauté cette tombe tournée vers la Méditerranée ! « Elle s'arrête... Vers La Mecque peut-être ? » Le collier qui pend désormais à son cou est révélateur. Une chaîne porte une croix huguenote trouvée dans la boutique protestante d'Alès « tenue par un certain... Barthélemy ! » : une autre, une étoile de David achetée à Jérusalem ; une autre, un Coran qui vient d'Aqaba en Jordanie ; et une, enfin, ne porte rien « à cause de mon grand-père Félix Mazaurio libre-penseur, parce qu'il représentait aussi la vie ».

Cette générosité capable d'accueillir d'intimes contraires, c'est aussi la Frédérique Hébrard qui insiste pour rappeler qu'elle est du signe des Gémeaux. Elle affectionne l'ombre et la lumière. *Le Harem* est le récit d'un amour foudroyé qui renaît en des êtres multiples. Le roman plaira comme un *Un mari, c'est un mari*, tiré à un million d'exemplaires, et les onze autres livres de Frédérique Hébrard. Avec, ici, plus de profondeur et de gravité.

CHARLES VIAL
★ LE HAREM, de Frédérique Hébrard. Flammarion, 323 p., 85 F.

RENCONTRE

Nicolas Saudray et la fascination maltaise

Chevalerie du soir ou le naufrage d'un Ordre prestigieux.

IL y a une petite décennie, dans le *Maître des Fontaines* (1), premier livre de Nicolas Saudray, on découvrait « un policier évangélique » écumant l'Orient proche. Depuis lors, avec deux romans « provinciaux » dignes d'inspirer Claude Chabrol *Terres de vent, terres de songe*, *Mourir un jour de fête* (1), — et deux autres ouvrages « orientaux » — la *Maison des prophètes*, *Dieu est-il gentil-homme ?* (2), — son écriture n'a cessé de s'affirmer, au service d'un classicisme robuste. Avec *Chevalerie du soir*, le romancier atteint une sorte de maturité, manifeste dans son art de la reconstitution historique méditerranéenne.

« *Votre dernier livre, Chevalerie du soir, traite de l'île et de l'ordre de Malte à la fin du dix-huitième siècle. Qu'est-ce qui vous a attiré vers cette époque et ce lieu ?* »

— Je m'intéresse depuis longtemps à l'Orient, dont Malte est un des avant-postes. L'île fut musulmane deux siècles durant. Les Maltais parlent aujourd'hui encore une langue à base d'arabe. Bien que fervents catholiques, ils chantent Allah dans leurs églises. Je suis donc allé à Malte. Dans les archives et les monuments, j'ai découvert un épisode singulier. A la fin du dix-huitième siècle, l'île appartenait encore à l'ordre souverain de Malte, qui en a fait la plus impressionnante forteresse d'Europe. En route vers l'Égypte, Bonaparte parait avec sa flotte devant La Valette, et l'ordre capitule sans combat, parce qu'il a cessé de croire en lui-même.

« *J'ai été également fasciné par une équipée maltaise en Russie. Chassés de Malte par Bonaparte, les chevaliers se réfugièrent à Saint-Petersbourg, se jetèrent aux pieds du tsar, le pressant de devenir leur grand maître. Tout orthodoxe qu'il est, le jeune tsar Paul I^{er} accepte, réorganise l'ordre, revendique l'île. Embarrassé, le pape désavoue l'opération en privé, mais n'ose le faire en public.* »

« *Pendant quelques années, la minuscule Malte devient le centre du monde. Tous la convoitent : non seulement les Français et les Russes, mais aussi les Anglais, les Bourbons de Madrid et ceux de Naples. Ce petit tas de pierres fortifié vaudra douze ans de guerre à l'Europe...* »

L'autre Saint-Exupéry

« *Votre ouvrage frappe par la précision de la reconstitution. Mais est-ce du roman ? Est-ce de l'histoire ?* »

— Je me suis attaché de près à l'histoire. A cette époque, à Malte, elle est assez riche en personnages hors du commun, assez savoureuse dans ses péripéties, pour qu'on n'ait pas besoin de l'enjoliver. Mais il m'a fallu faire vivre des figures arrachées à la poussière. Il m'a fallu, à partir d'indices ténus, reconstituer leur vie privée, souvent absente des archives. *Chevalerie du soir* est donc, sans hésitation, un roman.

« *La fresque des personnages est très variée. Quels sont dans votre esprit les plus significatifs ?* »

— Ce livre met en scène des gens du peuple, Maltais ou Egyptiens, des corsaires, des femmes du monde...

« *Deux chevaliers de l'ordre de Malte se détachent, je pense, de l'ensemble. Saint-Exupéry, issu de la même famille que le futur aviateur : ce brave jeune homme est un peu le guide de cette aventure méditerranéenne.* »

« *L'autre premier rôle est Giulio Litta, aventurier de haut vol, principal acteur de l'affaire russe. Il a tenté de forcer jusqu'à la main du pape. Son objectif secret était sans doute de ramener l'empire des tsars au catholicisme de Rome.* »

« *On a l'impression que vous avez fait resurgir certains événements oubliés, parce qu'ils pré-*

sentent quelques similitudes avec notre actualité...

— Cette histoire, à cheval entre l'Europe méditerranéenne, l'Orient antique et la Russie, me paraît doublement actuelle. D'abord, c'est la fin de la chevalerie, et cette disparition a laissé une nostalgie inguérissable. La Légion d'honneur, par exemple, n'est jamais qu'une transposition de l'ordre de Malte. On entend parler d'esprits chevaleresques au sujet de bénévoles courageux comme Frères des hommes ou Médecins sans frontières...

« *En outre, ce roman est celui de la décadence, du naufrage*

d'une institution prestigieuse. Or la France et l'Europe, à présent, sont elles aussi menacées par le déclin. Malgré le titre d'un de mes livres précédents, je me garderais de jouer au prophète... Mais ce processus fatal que je décris, ne risquons-nous pas de le subir à notre tour ? La question valait d'être posée. »

Propos recueillis par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.
★ CHEVALERIE DU SOIR, de Nicolas Saudray, Seuil, 380 p. (dont 16 de notices historiques et 2 cartes), 99 F.

(1) Denoël.
(2) Seuil.

Calédonie mon amour

QUE pouvait faire Jacqueline Sénès de son amour pour la Nouvelle-Calédonie, le terre qu'elle venait de quitter, après trente ans de passion, autant bien que ses compatriotes blancs la jugeaient « encaquée », comme ils disent ? Elle songeait depuis longtemps qu'il fallait l'écrire, ce foi attachement à un pays, à sa diversité et à sa complexité, comme elle l'avait dit pendant des années au miroir de la radio de Nouméa, où elle fut reporter et productrice.

Elle s'en est d'abord tenue à ce qui la mettait le moins en danger avec elle-même, une Vie quotidienne en Nouvelle-Calédonie de 1850 à nos jours (1), en 1985. Cette année, elle a pris le risque de la fiction. Avec *Terre violente* (2), un roman apparentement « de vacances » — de lecture aisée, d'aventures, d'amour et de mort, sur fond de décor dit « exotique », — elle s'est tentée, en racontant un passé proche, de masquer et de révéler en même temps ce qui est sans doute en elle une blessure secrète et profonde : le présent et l'avenir de cette île qu'elle a quittée en 1983.

Ces femmes frêles et inébranlables

A travers le récit passionné de l'existence d'une famille de colons, du début du siècle aux années 60, Jacqueline Sénès voudrait faire partager ce qu'elle sait et ce qu'elle croit des deux communautés qui aujourd'hui s'affrontent. « *L'histoire de la colonisation blanche est aussi*

vold, le hégémonie d'être méprisée, laissé pour compte, de l'autre, ont empêché la coexistence des deux populations. »

Tout ce qui a fondé l'identité calédonienne est présent dans *Terre violente* — « l'île, d'abord, personnage principal, puis le bague, tabou majeur », dit Jacqueline Sénès. Tous les détails, toutes les anecdotes du roman sont réels. Seule la trame qui les relie relève de la fiction. Et ceux qui connaissent bien l'histoire de l'île trouveront sans doute à l'un des personnages, Jean-Christophe Surton, un vagues air de Jean-Marie Tiboce. Jacqueline Sénès est elle-même de ces femmes frêles et inébranlables qui luttent, dans *Terre violente*, pour elles et leur famille, résistant à tous les désastres, survivant aux hommes, assurant la vie quotidienne et l'avenir.

Il serait bon d'emporter pour l'été ce livre de feu et de sang, plutôt que les « fillets d'eau tiède », même s'il risque de venir troubler un peu l'art de « bronzer idiot ». Lorsqu'on referme *Terre violente*, on voudrait évidemment en avoir plus, entendre enfin les certaines d'heures de conversation de Jacqueline Sénès avec de vieux Canaques se rappelant leur tradition perdue. Les bandes ont été « égarées », lui dit-on en Nouvelle-Calédonie. Les vieux sont morts, et Jacqueline Sénès n'a plus la parole, à Nouméa. Mais, Calédonienne de cœur, elle croit en la puissance secrète de l'île, à son message d'espoir sur lequel elle écrit le roman des Surton : « *On ne meurt pas ici. On se naît.* »

Jo. S.
★ TERRE VIOLENTE, de Jacqueline Sénès. Hachette, 364 p., 98 F.

(1) Hachette.
(2) *Terre violente* vient d'être mis en vente chez RIL.

Filles de calife

QUI l'aurait cru ? Il y a quelques années, Kenize Mourad, journaliste au *Nouvel Observateur* et témoin enthousiaste de la chute des Pahlavi, faisait grise mine devant un journal de Beyrouth dévoilant sa propre filiation impériale. N'est-elle pas l'arrière-petite fille du sultan-calife Ottoman Mourad V et la fille d'un radjah mahométan de l'Inde ?

Après avoir littéralement disparu durant un lustre, Kenize réapparait aujourd'hui, revenue de beaucoup d'illusions mais portant sous le bras un fort volume. De la part de la princesse morte. Durant son « occultation », elle a enfin pris en compte son extravagante histoire familiale, couru les vieilles cousines et les archives orientales, compulsé carnets inédits et journaux oubliés.

Et cela donne une audacieuse construction, comportant à la fois le côté tourbillonnant et sans cesse nouveau des *Mille et Une Nuits* et l'aspect émouvant d'une confession féminine chuchotée du fond d'un harem. Bref, Kenize a reconstitué la vie de sa mère Selma, princesse ottomane exilée au Liban, mariée sans son avis à un prince des Indes de la variété rare chitta zaïkha, après avoir failli corviller avec le roi Zog I^{er} d'Albanie, figure digne, lui, de Hergé...

Tout commence avec des années terribles d'oubliettes, exactement comme pour les enfants du général Oudine dans le Maroc d'Hassan II : la grand-mère de Kenize, Hatidje, après le renversement de son père Mourad V, en 1876, resta de l'âge de six ans à celui de trente et un dans un cachot du Bosphore avant d'être tardivement mariée.

Derrière la couleur locale garantie pure soie, il y a aussi l'œil d'une musulmane éduquée et cultivée, qui sait capter et restituer les émotions intimes aussi bien que les grands acci-

Selma, la mère de Kenize.



Châtes de Lachnow, Inde

connut les goujateries d'Ataturk à l'égard de la dynastie ottomane. Réfugiée dans le Liban du mandat français (1), la princesse aima en vain un beau druze, eut d'être expédiée dans le dernier carré de l'Inde mogole, à Lachnow. En cette cité islamohindoue, où vit toujours le père de Kenize, nous avons droit à un reportage de grand style à partir de ce qui y subsiste encore de la civilisation mogole.

Il ne manque même pas à cette panoplie chatoyante le fidèle eunuque, sans parler du dévouement parisien que nous n'aurons pas la cruauté de dévoiler.

dents historiques, comme le démembrement de l'empire ottoman ou le partage des Indes. De tout ce fracas est sans doute né, à tout le moins et pour notre plaisir, un des livres de l'été...

J.-P. P.-H.

★ DE LA PART DE LA PRINCESSE MORTE, de Kenize Mourad, Laffont, 601 p., 115 F.

(1) Même dans un roman historique, on peut regretter de retrouver (p. 276) la fable des Katschis (Phalanges libanaises) se référant au nazisme, alors qu'ils s'inspirent du philosophe personnaliste Emmanuel Mounier...

PRIX DU RAYONNEMENT DE LA LANGUE FRANÇAISE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Gabriel de BROGLIE



Le français pour qu'il vive

GALLIMARD

● ESSAIS POLITIQUES

La belle santé
de la sinologie française

Voici une moisson de livres sur la Chine

à l'heure où Pékin affronte sa plus grave crise depuis la mort de Mao.

Le hasard des calendriers d'édition en France a fait coïncider une nouvelle moisson de livres politiques sur la Chine avec la plus grave crise que connaît le régime de Pékin depuis la mort de Mao Zedong. Sans fournir une analyse de la chute spectaculaire de M. Hu Yaobang, en janvier, les ouvrages apportent des éléments qui permettent d'en comprendre la genèse — et témoignent de la belle santé de la sinologie française.

Ainsi, le livre de Hua Linshan, témoignage tardif mais précieux d'un ex-garde rouge. C'est son troisième pseudonyme depuis qu'il a gagné Hongkong à la page, comme tant d'autres de ces jeunes gens dont le Grand Timonier avait fait sa force de frappe contre le Parti communiste avant de les jeter en pâture à l'armée pour tirer le rideau sur l'épisode « révolution culturelle ». Car ce n'est pas le moindre des mérites de Hua Linshan que de tendre enfin le cou à ce caillot propagé par le régime post-maoïste, qui compte à dire que la révolution culturelle a pris fin en 1976, avec la mort de son inventeur.

Les batailles sanglantes de 1968 eurent raison de la révolte des jeunes que Mao avait si bien allumée puis manipulée pour reconquérir le pouvoir; la suite ne fut plus qu'une succession de « révolutions » de palais à l'écart desquelles la population fut prise de son tour. La présentation qui en est faite par Pékin aujourd'hui vise seulement à exagérer les institutions de la plus grande part des responsabilités dans ce qui ne fut pas loin de constituer un carnage, en invoquant une regrettable erreur d'appréciation du Grand Timonier.

Si c'est une banalité aujourd'hui de dire que la révolution culturelle n'était pas plus révolutionnaire que culturelle, il faut se rappeler les sursauts qui ont accompagné la parution des livres de Simon Leys et de quelques autres. Mais le livre de Hua apporte aussi la confirmation longtemps attendue de ce que l'explosion de violence des gardes rouges correspondait bien à un mouvement profond de la société. L'énergie colossale retenue sous le couvercle pesant du Parti communiste — ou, au mieux, canalisée dans des voies dévalorisantes — dérapa sur les peaux de banane des querelles de factions au som-

met du régime parce que ces dizaines de millions de jeunes avaient été tenus dans une ignorance politique crasse et abreuver d'un sabir idéologique abêtissant depuis des années. C'est ce que Hua montre bien, tout en plaçant la « naïveté » pour expliquer les brutalités stupides infligées à des innocents.

Puisse au moins ce plaidoyer inciter à l'humilité et à la prudence les exégètes étrangers de la Chine oubliant des souhaits de la population chinoise: Hua Linshan

grands traits de l'histoire du régime chinois depuis sa fondation, concluant avec pertinence sur le caractère relativement imperméable du fond culturel face aux idéologies importées. On regrettera l'absence d'un index, un oubli d'éditeur bien de chez nous.

Sur les relations avec l'ancien « grand frère » soviétique (on pourrait presque parler de jumeaux à voir les efforts réformateurs de M. Gorbatchev), on peut lire la compilation de Gerald

Hélas! Tout cela est truffé de ragots, d'indications hantement approximatifs, voire carrément mensongères, qui font se demander si les auteurs n'ont pas eu à cœur de ramasser tout sans trier. On pourrait citer mille exemples. Ainsi, présenter un ancien petit cadre chinois du maquis communiste birman (infodé à Pékin), tel Wang Kan ayant fait défection en Thaïlande en 1963, comme un espion de Pékin infiltré sous la couverture culturelle de « danseur d'opéra chinois » tient presque de la plaisanterie. Ce « paumé » n'avait rien d'un Sorge, même à la petite semaine, et en aucun cas d'un émele de Mei Lanfang!

Domage que Faligot et Kauffer n'aient pas travaillé avec un chercheur sérieux. Cela aurait donné plus de poids à leur démonstration parfois croustillante sur les liens familiaux et les secrets d'alcôve existant entre tous les personnages du renseignement chinois — de part et d'autre du détroit de Taïwan — et cela au plus haut niveau.

FRANÇOIS DERON.

★ LES ANNÉES ROUGES, de Hua Linshan, Le Seuil, 376 p., 99 F.

★ BUREAUCRATIES CHINOISES, de Roger Faligot et Rami Kauffer, Robert Laffont, 652 p., 150 F.

★ LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE, DE 1949 À NOS JOURS, de Marie-Claire Berge, Armand Colin, 283 p., 95 F.

★ LE DIALOGUE MOSCOU-PÉKIN DEPUIS MAO, éditions Bozquet, distribution Distique, 136 p., 78 F.

★ KANG SHENG ET LES SERVICES SECRETS CHINOIS, de Roger Faligot et Rami Kauffer, Robert Laffont, 652 p., 150 F.

★ A noter aussi: l'essai de Lucien Bianco, Les Origines de la révolution chinoise, 1915-1949, est réédité dans la collection « Folio-histoire » (Gallimard).

— sous le titre Le Cheval de jade, les éditions Pléiade présentent quatre contes choisis du dix-septième siècle (introduction et traduction de Rami Kauffer, 223 p., 92 F.).



Pékin, 1965.

Segal sur la période suivant la mort de Mao Zedong. Domage que les sources de ce spécialiste de l'Institut d'études stratégiques de Londres, excellentes pour ce qui est de la partie soviétique, soient si faibles côté chinois.

Mais le livre le plus surprenant — ce n'est pas nécessairement le meilleur — est l'ouvrage de Roger Faligot et Rami Kauffer consacré à Kang Sheng, le Beria chinois, mort en 1975. Une foule de renseignements très précieux rassemblés par ces deux spécialistes de l'histoire du renseignement aident à esquisser un portrait, parfois superbe, de ce personnage totalement méconnu en Occident, qui a sans doute causé plus de tort à un milliard de Chinois que Mao lui-même.

Marie-Claire Berge offre un manuel bien fait retraçant les

Un communisme « expérimentateur »

QUELQUES idées-forces sous-tendent le gros volume dans lequel Jean-Luc Domenach et Philippe Richer nous présentent l'histoire de la Chine populaire. La plus importante est la définition du communisme chinois comme « expérimentateur », « la seule forme de l'expérimentation étant [...] la maintien au pouvoir du PCC ». L'étude, qui s'arrête en 1985, ne fait pas allusion à la crise actuelle, mais on appréciera à quel point une telle réflexion peut éclairer les événements qui agitent depuis quelques mois la classe politique chinoise.

Autre notation juste, corollaire de la première et formulée dès les pages relatives aux années qui suivent la libération: « Désormais l'histoire chinoise sera le produit des seuls changements de ligne politique survenus à l'intérieur du Parti communiste. » Ce sont donc ces changements de ligne, et ils sont répétés, qui servent de fil conducteur à ce récit de quarante années d'histoire aussi bien de la politique intérieure de la République populaire que de sa projection dans le monde extérieur. A ce titre, l'ouvrage est naturellement destiné à prendre la succession d'un livre qui fait encore autorité mais s'arrête en 1979, Le Parti communiste chinois au pouvoir (1), de Jacques Guillemaux — à qui les deux auteurs ont d'ailleurs dédié leur travail.

Fondamental dans cette approche historique est le rôle des hommes, souvent décrits avec précision et brio. Ainsi de Zhou Enlai, particulièrement dans les années qui séparent la chute de Lin Biao de sa propre mort, époque à laquelle il

« change de dimension » pour tenter de mettre en œuvre une politique qui lui est propre. Ainsi également de Deng Xiaoping, homme du « cabotage à vue », qui domine l'intention « de combiner pragmatisme et communisme », à qui est curieusement attribué tout le mérite de n'avoir « pas cherché à concentrer sous les pouvoirs dans ses mains ». Les titres certes, mais les pouvoirs?

Mao Zedong, enfin, nous est présenté comme inspiré par « un optimisme fondamental » qui explique pour une part au moins ses succès, même si l'on peut s'interroger sur l'origine des confidences qui permettent de le décrire d'une page à l'autre comme « ulcéré » ou en proie à « l'agacement », puis à « l'exaspération ».

De nouvelles évolutions

Privilégiant le rôle des hommes, les auteurs n'en négligent pas pour autant le contexte dans lequel ils agissent. L'interaction de l'économie et du politique est donc prise en compte comme il se doit lors de certaines périodes cruciales — comme celle du « grand bond en avant » et de son échec, relatée avec une particulière minutie. La même rigueur aurait cependant été utilement appliquée à d'autres épisodes, par exemple aux premières années de l'actuelle décennie où certains dérapages pourraient être un peu plus mis en évidence, le développement de l'inflation entre autres, qui entame les fondements d'une incontestable hausse des revenus.

Les transformations du paysage sociologique, en revanche, sont l'occasion de coups de projecteur — trop rares dans bien des ouvrages sur la Chine — sur certains secteurs d'une population de moins en moins homogène et qui travaillent de sourdes évidences, tant dans ses traditions « morales » que dans ses attitudes à l'égard du pouvoir.

Un souci didactique évident, enfin, inspire les chapitres consacrés à la politique extérieure, de la grande amitié sino-soviétique des origines au progressif réchauffement qui se dessine aujourd'hui, en passant par le divorce armé des années 60, les relations avec les États-Unis suivant une évolution à peu près inverse. Le souci constant — et bienvenu — est ici de situer en permanence les actes de la diplomatie chinoise, y compris vis-à-vis des voisins de Pékin et des pays du tiers-monde, à l'échelle de la planète. On ne pouvait en attendre moins s'agissant d'une puissance qui a retrouvé depuis 1971 son siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Au fait, si tout le monde n'a pas nécessairement en tête ce genre de données, une chronologie ne pourrait-elle pas compléter utilement un ouvrage dont la conception même est celle d'un durable instrument de travail?

ALAIN JACOB.

★ LA CHINE, 1949-1985, de Jean-Luc Domenach et Philippe Richer, Imprimerie nationale, collection « Notre Siècle », 580 p., 220 F.

(1) Jacques Guillemaux, Le Parti communiste chinois au pouvoir, 2 vol., Fayard.

Haïm ZAFRANI **Kabbale, vie mystique et magie**

Judaïsme d'Occident musulman

Histoire et actualité. La vie quotidienne et l'imaginaire social castillan et judéo-maghrébin.

« Voici un livre considérable... parce qu'il donne accès à l'une des sources essentielles de la pensée mystique moderne... »

Jacques ATTALI, Le Monde

« Une rare et rigoureuse érudition et une vive sensibilité... »

Emile TOUATI, Information Juive

« Nous devons, nous musulmans, connaître cette culture sorbe des mêmes entrailles que nous-mêmes... »

Abel SINAGEUR, Le Matin du Sahara

325 FF.

Maisonnewe & Larose

DOMINIQUE SCHNEIDRE

ATTEINTE
A LA MÉMOIRE
DES MORTS

roman

Un vrai tempérament d'écrivain... Je trouve que ce livre tranche sur ce qui paraît normalement par la construction et la qualité du style.

Bernard Pivot/APOSTROPHES

L'évocation des capitaines d'industrie qui fournirent le monde entier en chemins de fer, en barrages, en moteurs, en bateaux et en armes est frappante... On avance avec saisissement dans cette galerie de portraits, qui accueille pour finir celui d'une jeune femme traversée par sa propre douleur.

Anne Poma/L'EXPRESS

Monographie d'une dynastie à laquelle il est permis de supposer qu'elle appartient, Dominique Schneidre est d'abord un écrivain de race qui allie le sens de la formule et celui de la psychologie.

Dominique Jamet/LE QUOTIDIEN DE PARIS

Ce roman intelligent et passionnant est, de très loin, le meilleur du printemps 87.

Pierre Vassal/SUD-OUEST-DIMANCHE

ROBERT LAFFONT

PRIX DE LA CRITIQUE
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISEMilan
KUNDERA

L'art du roman

essai

GALLIMARD *rf*

هكذا من الاجل

• LETTRES AMÉRICAINES

Oates, épouvantable et drôle

DES meurtres à profusion et du mystère à dissection... de quoi étonner, voire encore Sherlock Holmes, malgré son grand âge. Et quel régal pour le jeune Kivargan, apprenti détective, séducteur en herbe, que Joyce Carol Oates lance sur les pistes de son dernier roman. Avec les *Mystères de Winterthurn*, la romancière américaine oublie le réalisme tragique de romans plus anciens pour retrouver la veine de la légende de *Bloodmoon*. L'incursion dans un dix-neuvième siècle conventionnel et puritain fournit un cadre rêvé où faire éclater, dans l'épouvante et le surnaturel, trois histoires extraordinaires que Poe lui-même — un modèle de l'auteur — ne désavouerait pas.

Au manoir de Glen Mawr, à Winterthurn, vit Georgina, vieille fille étrange et cruelle, poétesse refoulée et amoureuse déçue qui tyrannise son entourage. Georgina fait partie de ces personnages d'Oates qui sont tous des mal-aimés, des solitaires ou des demi-fous. Pourquoi fait-elle provision de chaux vive avant l'arrivée à Glen Mawr de la cousine Abigail et de son jeune bébé ? Quelle fatalité meurtrière plane sur la chambre où l'on retrouvera l'enfant mort, le corps déchiqueté ? Quel lien avec une demi-douzaine de petits cadavres momifiés et noircis que notre talentueux héros découvrira dans un buffet ? L'imagination de Joyce Carol Oates est particulièrement féconde, et ses hallucinations sont à la fois épouvantables et drôles. Comme cet épisode surréaliste où des anges aux ailes de rapaces, tout droit sortis d'un tableau en trompe-l'œil, se mettent à voler autour d'Abigail et à têter vigoureusement « dans un tumulte de chair rugissante », de leurs bouches voraces et de leurs dents acérées, « ses seins ruisselants de sang ».

Derrière les aspects divertissants de l'enquête criminelle, le



BERENICE CLERVE.

lecteur retrouvera des thèmes chers à Joyce Carol Oates. Celui de la femme destructrice ou la fascination pour la mort : avec la minutie d'un peintre hollandais, l'auteur nous offre quelques belles « leçons d'anatomie » et des enchevêtrements de corps décomposés, découpés, disséqués... La violence est incontrôlable.

Prisonniers de forces obscures

Les personnages sont prisonniers de leurs pulsions assassines, de forces obscures qui transforment en drames leurs existences hallucinées, sans qu'ils sachent toujours distinguer la vie du rêve. Sa conception de l'univers, Oates l'exprime par la bouche d'un personnage de son roman : le monde est une « sim-

ple bulle d'air dans le cerveau d'un fou ».

On a parfois reproché à Joyce Carol Oates sa production prolifique : de nombreux romans, une centaine de nouvelles, des pièces de théâtre, de poésie... le tout en moins de vingt-cinq ans ! Recevant le National Book Award pour *Eux*, Oates déclarait : « Le langage est tout ce que nous avons pour faire obstacle à la mort et au silence. » Le langage... et l'humour. Dans les *Mystères de Winterthurn*, Joyce Carol Oates n'en manque pas... pour faire mentir la critique, et surtout pour le plus grand plaisir du lecteur.

FLORENCE NOVILLE.

★ LES MYSTÈRES DE WINTERTHURN, de Joyce Carol Oates, traduit de l'anglais par Anna Rabinovitch, Stock, 402 p., 115 F.

Tobias Wolff, le chasseur

Les personnages de ses nouvelles sont autant de proies qu'il traque minutieusement. Et pourtant il les aime...

NUL n'est prophète en son pays, assure-t-on. En l'occurrence, Tobias Wolff fait figure d'exception et infirmerait sans doute cette triste assertion : déjà deux fois lauréat du prix O Henry, il a su s'attirer les éloges de la critique américaine et mériter la considération de ses pairs.

Publiées sous le titre *Chasseurs dans la neige*, les nouvelles que nous découvrons aujourd'hui, à travers une excellente traduction de Françoise Cartano, prouvent sans conteste le bien fondé de cette réputation.

Tobias Wolff ne donne ni dans le fantastique ni dans l'onirique. Il s'en tient à la réalité souvent cruelle ou douloureuse du jour le jour qu'il explore en tous ses aspects et jusqu'en ses plus infimes ressors, avec l'acuité de regard d'un chasseur. Et comme il arrive parfois au chasseur, il éprouve de la tendresse pour ses personnages — proies qu'il suit avec toute la patience requise par cette sorte de traque, et dont il sait à merveille débusquer les travers, les beautés secrètes, les sentiments inavouables, les peurs ou les lâchetés.

Telle est la puissance de ce regard qu'il force le vernis des apparences, masque dont chacun s'affuble pour se protéger, et qu'il désagrége l'appât du social, qui amadonne les gestes et les comportements des individus. Ainsi nous sommes entraînés à la suite d'un mari jusqu'à sa sans faute et sans reproche, professeur de son état, qui se trouve momentanément éloigné de ses pénates, invité qu'il est, par une quelconque association littéraire, à intervenir au cours d'une table ronde. Pendant

cette escapade de deux jours, il commettra le faux pas impensable et détestable. Pourtant, la femme avec laquelle il va consommer l'adultère a subi un traitement de chimiothérapie. Au moment crucial, elle ôte la perruque qui dissimule sa calvitie, car si elle porte dehors son postiche « afin de ne pas mettre les gens mal à l'aise », chez elle, dans l'intimité, elle veut être elle-même. Elle le séduira donc sans artifice, à la loyale.

Le geste qui sauve

En chaque situation présentée, en chaque texte, cohabitent de la même façon la veulerie et son contraire, ce qui peut laisser espérer en la personne humaine. Dans la médiocrité ambiante qu'il dépeint, toujours Tobias Wolff

dénie l'énergumène capable de prononcer la parole ou de faire le geste qui sauve. Même l'animateur de croisières, véritable caricature de l'espèce, que l'on voit sévir à bord du *Friedman*, pourra prêter une phrase telle que : « Nous aimons croire que l'amour gouverne encore ce pauvre vieux monde usé et malmené qui est le nôtre. »

Cette conviction qui domine le livre entier est assurément celle de Tobias Wolff, voyeur lucide mais compatissant de ce monde qui est le nôtre, chasseur plus enclin à accorder compréhension et miséricorde qu'à tirer à vue sur les créatures prises dans les nasses mortelles de l'existence ordinaire.

ANNE BRAGANCE.

★ CHASSEURS DANS LA NEIGE, nouvelles de Tobias Wolff, traduit de l'anglais par Françoise Cartano, éd. Albin, 192 p., 85 F.

La délicate élégance de William Maxwell

(Suite de la page 11.)

Comme un vol d'hirondelles révèle, dans la litote, l'ellipse et l'allusion, la voix singulière de William Maxwell, sa perception subtile de l'univers des mères et des enfants, des écoliers de la vie. « Certes, les émotions me fascinent plus que la puissance ou la réussite. C'est peut-être pour cela que si l'on excepte les poètes, Yeats tout particulièrement, mes auteurs favoris sont presque tous des femmes, notamment Virginia Woolf, Elizabeth Bowen, Colette, Zona Gale, que plus personne ne lit aujourd'hui, ou Marguerite Yourcenar, dont j'ose à peine dire à des Français que je viens de la découvrir. »

William Maxwell semble n'avoir eu qu'un souci : « Trouver (sa) voix, un style qui soit à la fois poétique et fluide comme le rythme de la conversation. » Il déteste l'affirmation agressive de soi et de ses convictions, le péremptoire, le démonstratif, le spectaculaire. Il est l'écritain de la violence intime, des existences dévastées par les malheurs muets de l'enfance.

Vieux monsieur auquel on pardonne désormais d'être resté en marge des « valeurs » américaines — « quand j'étais plus jeune, c'était vu comme criminel », — William Maxwell dit aujourd'hui tranquillement qu'il ne faut pas

vivre trop longtemps », que, comme le suggère un jour son père, presque centenaire, « ce n'est pas une très bonne idée » et qu'il s'« en tiendrait volontiers aux années 80, sans aller voir plus loin ».

On aimerait pourtant qu'il ne prenne pas congé trop vite et que ses livres viennent, par leur distinction discrète et leur violence retenue, troubler — s'il est encore temps — les fonceurs qui traversent la vie sans un regard pour ceux qu'elle maltraite, les gagnés que conforte trop aisément leur médiocrité satisfait.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ COMME UN VOL D'HIRONDELLES, de William Maxwell, traduit de l'anglais par Henri Robillot, Flammarion, 280 p., 79 F.

— Les ouvrages de William Maxwell, en anglais : *Bright Center of Heaven* (1934); *They Came Like Swallows* (1937); *The Folded Leaf* (1945); *The Heavenly Tenants* (1946); *Time Will Darken It* (1946); *Stories* (1956, avec Jean Stafford, John Cheever et Daniel Fuchs); *The Chateau* (1961); *The Old Man at the Railroad Crossing* and *Other Tales* (1966); *Ancestors* (1971); *Over by the River and Other Stories* (1977); *So Long, See You Tomorrow* (1980). Presque tous ces titres, publiés chez divers éditeurs, sont disponibles dans des collections de poche.

Rêveuse Emily Dickinson

Un éditeur genevois offre un choix de poèmes de celle qu'on surnommait au siècle dernier « la recluse d'Amherst ».

COMME la vie d'Emily Brontë, née douze ans plus tôt de l'autre côté de l'Atlantique, l'existence d'Emily Dickinson fut davantage remplie de rêves et de lectures que d'expériences concrètes ou de voyages lointains. Comme l'auteur de *Wuthering Heights*, E. Dickinson ne se souciait guère de diffuser ses poèmes, qui ne furent rassemblés qu'en 1890, quatre ans après sa mort. « Publier, c'est mettre aux Enchères l'Esprit », écrivait-elle.

Née en 1830 dans une famille puritaine de la Nouvelle-Angleterre, Emily Dickinson s'éloigna très peu et très rarement de sa ville natale d'Amherst, dans le Massachusetts. Hypersensible, de santé (physique et mentale) fragile, elle passa les sombres dernières années de sa vie dans les deuils successifs de ses proches.

Intellectuellement, Dickinson a trouvé sa voie propre entre le dogmatisme calviniste, teinté de rationalisme victorien, qui régnait dans son milieu, et les conceptions plus

ouvertes du transcendantalisme, qui, à la même époque, avec Emerson et Thoreau, faisait communiquer l'âme de l'homme et celle de la nature en une vision idéalement unifiée du monde.

Étonnamment moderne, la poésie de la « Recluse d'Amherst », à l'opposé du lyrisme incantatoire de son contemporain Walt Whitman, cherche la concision, l'ellipse du sens comme de la forme. Une écriture faite de dissonances, de ruptures, un goût du paradoxe et de l'aphorisme que favorise le choix fréquent des

formes brèves, une grande inquiétude spirituelle, des élans mystiques, la présence de la nature qui fournit une ample réserve de correspondances et de métaphores, un lyrisme enfin, aussi retenu et bridé que brûlant... Telles sont quelques-unes des caractéristiques de la poésie d'Emily Dickinson. La ferveur et l'exaltation peuvent, à certains moments, toucher l'être au plus vif et l'exprimer avec une grave beauté :

Il est une solitude d'espace
Une solitude de mer
Une solitude de mort, mais
[cela]

Sera société
Comparé à ce site plus profond
A cette intimité polaire
D'une âme qui s'accueille en
[elle-même]

Infinitude finie.

Les Quarante-sept poèmes (sur environ deux mille), que Philippe Denis, lui-même poète, a traduits et que les éditions de La Dogana à Genève publient dans une fort belle présentation, avec le texte anglais en regard, ont un double mérite : donner une version personnelle et homogène d'un choix cohérent, né d'une longue fréquentation de l'œuvre de Dickinson (1) ; contribuer à dénoncer l'un de ces vides dont l'édition française a le secret et qui affectent certains auteurs étrangers majeurs (2).

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ QUARANTE-SEPT POÈMES, d'Emily Dickinson, traduits de l'anglais par Philippe Denis, éd. La Dogana (78, avenue de la Roseraie, Case postale 229, CH-1211 Genève 4), 102 p., 95 F.

(1) Dans *Poésie* (N° 37, 1^{er} trimestre 1987, éd. Belfin), Philippe Denis apporte quelques précisions sur son travail de traduction.

(2) Hormis un choix de poèmes traduits et présentés par Guy Jean Forge en 1970 dans l'ancienne collection bilingue Aubier-Flammarion et quelques publications en revues, il n'existait pas, à notre connaissance, d'éditions récentes, même partielles, de l'œuvre d'Emily Dickinson.

Parmi les autres parutions

● *La Vie est un musée*, d'Elisabeth Tallent. Sous un titre prometteur, un écrivain d'outre-Atlantique à découvrir. L'éditeur évoque « une incessante capacité d'émouvoir ». (Traduit de l'anglais par Manuela Dumay, Actes Sud, 264 p., 100 F.)

● *De la mort au matin*, nouvelles de Thomas Wolfe. Stock réédite cet étonnant portraitiste de la rue américaine, mort en 1938, à trente-huit ans. (Traduit de l'anglais par R. N. Raimbault et Ch. P. Vorce, préface d'André Bay, « Bibliothèque cosmopolite », 284 p., 44 F.)

● *Le Temps de l'innocence*, d'Edith Wharton. Repris dans une collection de poche, ce roman nous entraîne à la fin du siècle passé, dans l'atmosphère à la fois puritaine et frivole de New-York. (Traduction, préface, bibliographie et chronologie par Diane de Margerie, GF-Flammarion, 316 p., 30 F.)

● *Le Voyageur malgré lui*, d'Anne Tyler. Cette romancière qui vit à Baltimore dépeint ici les déchirements d'un couple. (Traduit de l'anglais par Michel Courtois-Fourcy, Stock, 372 p., 125 F.)

● *Trois femmes, un homme et la rivière*, d'Annie Greene. Un premier roman sobre et téméraire d'une certaine maîtrise de la narration. Trois femmes, Lily, Jessie et Ellen, prennent la parole tour à tour pour faire le portrait de l'homme qu'elles aiment toutes les trois, Darcy Blunt. Annie Greene sait dire avec justesse et retenue l'intimité de ces vies

ordinaires, anonymes et désastreuses, l'existence tragique de Darcy, la vie et la mort de ce mauvais garçon, charmant, solitaire et alcoolique. (Traduit de l'anglais par Béatrice Vienne, Flammarion, 312 p., 120 F.)

● *Seize nouvelles par seize auteurs américains*. Variations sur le thème de l'adolescence. (Traduction de Patricia Joffroy, Messidor, la Farandole, 214 p., 51 F.)

● *Galapagos*, de Kurt Vonnegut. Les « grandes vacances » de Vonnegut ! Un festival d'imagination, de loufoquerie, de drôlerie, tempérament — et accrues aussi — par une certaine anglophilie. Tout « ceci » a commencé, dit d'emblée le narrateur, « en l'an de grâce 1986 ». Mais en est-on bien sûr ? On sait en tout cas que la croisière vers les Galapagos se faisait à bord d'un bateau nommé le *Bahia-de-Darwin*. Un nom qui aurait dû en inquiéter plus d'un... Tout débute dans une atmosphère de roman noir, autour de l'étrange James Wait, « escroc » au mariage à identité variable — il en est à dix-sept. Naufrage, survivants réfugiés sur une île, nous voici du côté de chez Defoe. Pas tout à fait. Dans ces mêmes « années de grâce » de la fin du XX^e siècle, un virus étrange décime l'humanité, l'épuise jusqu'à sa totale disparition. Seuls les survivants du *Bahia-de-Darwin* sont épargnés. COFD. Alors, on recommence ? Mais a-t-on envie de faire

renaître, de perpétuer ces humeurs à « gros cerveau » que leur prétendue intelligence mène à leur perte ? Et si Darwin s'était trompé ? Et si la survie de l'espèce humaine passait par la régression ? Pour en savoir plus, voyez Vonnegut, ses divagations magnifiques sur un sujet qu'il prend au sérieux, son désir qu'on aurait tort de prendre plus pour une farce que pour un conte moral. (Traduit de l'anglais par Robert Pépin, Grasset, 284 p., 96 F.)

● *Sous le règne de la reine de Perse*, de Joan Chase. De ce premier roman, Joan Chase, qui vit dans l'Illinois et achève actuellement son second livre, a vendu cent mille exemplaires aux États-Unis. En France, sous le règne de la reine de Perse, publié voilà plusieurs mois, n'a reçu, ni dans la presse (à commencer dans ces colonnes), ni dans le public l'accueil qu'il méritait. Il serait bon que les mois d'été soient l'occasion de découvrir cette chronique insolite de trois générations d'une famille américaine. Un univers de femmes évoqué par les plus jeunes, quatre adolescentes, Calla, Jenny, Kane et Anna, petites filles de la « reine de Perse ». Lili, qu'un héritage providentiel a tiré de la misère, lui permettant d'acheter une ferme dans l'Ohio. Un récit drôle et tendre, un maniement pour les quatre adolescentes, et pour tous leurs lecteurs, de retrouver les saveurs nostalgiques des enfances perdues. (Traduit de l'anglais par Robert Davreu, Seuil, 258 p., 89 F.)

PRIX DU THÉÂTRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Remo FORLANI

Guerre et paix au café Sneffle

Au bal des chiens

La nuit des dauphins

GALLIMARD

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

L'Anschluss et ses cassandres

★ CELA OU LES VAINQUEURS, de Franz Werfel, traduit de l'allemand par Robert Darnet, Stock, 316 p., 98 F.

★ CERCLES PERTURBÉS, de Herbert Selkowitz, traduit de l'allemand par Robert Simon, Calmann-Lévy, 222 p., 98 F.

L'AUTRICHE, on le sait, ne s'est jamais relevée de sa grande perte, comme si la disparition des Habsbourg avait été un péché générateur de toutes les nostalgies. Un sentiment de culpabilité assumé par la plus disparate des sociétés, à droite comme à gauche, chez les juifs comme chez les autrichiens, les intellectuels et les « troïkiens ». Jusqu'à l'Anschluss, suivi immédiatement du vote à 99,73 % pour le rattachement au Reich. Et, près de cinquante ans plus tard, jusqu'à l'élection presque triomphale d'un Waldheim en qui la petite République autrichienne à la capitale hydrocéphale voulut se reconnaître.

Bizarrement, deux romans écrits l'un et l'autre en 1938 et jamais publiés en France viennent de paraître qui illustrent de façon tout à fait différente le temps de l'Anschluss, dans l'atmosphère glaueuse qui précède la nuit, le brouillard, l'exil, l'horreur. *Cela ou les Vainqueurs*, de Franz Werfel, écrit entre septembre 1938 et février 1939, à Sanary puis à Saint-Germain-en-Laye, où l'écrivain autrichien s'était réfugié avec sa femme Alma Mahler : c'est le dernier roman de l'auteur du *Chant de Bernadette*. Il devait comporter deux volumes, mais le second — dont il ne reste qu'une liste des chapitres prévus — ne fut jamais écrit. Werfel pensait que « le temps avait avancé plus vite que l'œuvre ».

Cela ou les Vainqueurs conte l'histoire de la famille Bodenheim pendant les semaines qui précèdent l'Anschluss, entre Vienne et Eisenstadt, la capitale du Burgenland, près de la frontière hongroise, où Joseph Haydn passa une grande partie de sa vie, hôte des princes Esterházy. La père, « un petit avoué », est un juif autrichien qui s'estime parfaitement assimilé : vieux soldat de l'Empereur, décoré de décorations, secrétaire du Cercle d'airain local, l'association d'anciens combattants, il a épousé une catholique et nourrit les plus hautes ambitions pour sa fille, Cella, qui n'a pas encore seize ans mais qui tous s'accordent à voir une future grande pianiste.

L'ORGANISATION par le dernier des princes Esterházy d'un concert prévu pour février-mars 1939 doit apporter la gloire à la jeune fille, tandis que son père tente de réunir les forces armées pour « une Autriche libre » dans un pays où, inéluctablement, les « chaussettes blanches » apparaissent de toute part. « Toujours le même type d'homme avéré, beau garçon, musclé aux yeux vides, à la



Franz Werfel



Herbert Selkowitz

parvèle inconsistante, plus un menton agressif et des dents éblouissantes de star de cinéma, l'un semblable à l'autre. On peut plus facilement distinguer des visages de chevaux ou de chiens que les visages des chaussettes blanches. » L'auteur nous fait assister à leur victoire, « révolte fanatique engendrée par un complexe d'infériorité longtemps remâché », tandis que, livrés de leur pouvoir, sous le drapeau à croix gammée, les nouveaux seigneurs commencent à se livrer à ce que Milena Jesenska, dans un de ses articles (1), nomme le « lynchage à l'européenne » (« Les négres, écrit-elle le 30 mars 1938, dans la Vienne actuelle, ce sont les juifs, les socialistes, les anciens nationalistes autrichiens, les monarchistes, parfois des Tchéques, les monarquistes, parfois des catholiques. (...) A Vienne, on compte un bon demi-million de négres. Jusqu'à présent, on ne leur a guère fait de mal. On leur a « seulement » interdit de travailler. »).

Né à Prague, comme Rilke et Kafka, élevé dans l'atmosphère des cercles juifs de langue allemande, lecteur chez l'éditeur Kurt Wolff à Leipzig, mobilisé en 1915 comme son personnage Hans Bodenheim, Franz Werfel restera comme un grand témoin de l'entre-deux-guerres qui rend bien l'esprit de ses contemporains (2). Après son récit de 1920, *C'est la victime* qui est coupable, il montrait dans *Barbara ou la Pluie* les conséquences, sur une vieille nouvelliste à la fois naïve, de l'effondrement des Habsbourg : dans *Cella*, il met en pleine lumière les illusions de l'assimilation et la culpabilité des victimes qui n'ont pas voulu voir ce qui se préparait et qui sont soumises à toutes les humiliations. « L'avilissement rend vil, écrit-il. C'est une loi de

l'âme. Il faut être le fils de Dieu pour pouvoir, battu de verges, souillé de crachats, couronné d'épines, conserver un beau visage humain. Nous autres, êtres déchirés, brutalisés, nous devons devenir insignifiants, vils, affreux, dignes de mépris. » « A Dachau l'Erasmus-le-1 », crie la foule.

Pendant la débâcle, il passera plusieurs mois à Lourdes et se tournera de plus en plus vers Dieu et la spiritualité — pour remonter la Vierge qui l'a sauvé — va écrire le *Chant de Bernadette* en 1941 ; il meurt en 1945 à Beverly Hills, où il a rejoint les autres exilés. *Cella* demeurera inédit jusqu'en 1955. Ce qui soulève un regret, car ce roman-sage, de facture traditionnelle, était un témoignage pris sur le vif qui, publié avant 1940, aurait permis, au moins à ses lecteurs, de ne pas dire : « Je ne savais pas... ».

Né à Vienne en 1918, réfugié en France, comme Werfel, son aîné, en 1938, Herbert Selkowitz vit aujourd'hui à Monaco. Ecrivain de la même génération que Cella, mais par un jeune homme de vingt ans, son roman *Cercles perturbés*, qui raconte la même réalité, avec des moyens complètement différents, avait retenu l'attention de Stefan Zweig, qui écrivait alors : « J'ai franchement l'impression d'un talent essentiel qui, en temps normal, devrait s'imposer immédiatement, mais qui pourrait même s'imposer en ces temps complètement fous. » Agé de près de soixante-dix ans, cet inconnu nommé Selkowitz livre aujourd'hui ce roman « perturbé », perturbant, dérangeant, à nous, lecteurs, spectateurs passifs et impuissants devant les signes infimes qui annoncent la fin d'un monde.

Selkowitz nous prévient d'entrée qu'il ne fait pas œuvre d'historien. « Nous ignorons, commence-t-il, dans quelle ville se sont déroulés les événements dont il sera question ici ; cependant, le nom du héros de notre histoire, Martin Svoboda, laisse à penser qu'ils ont eu lieu en Europe centrale, peut-être à Vienne ou à Prague, voire à Budapest — il est impossible de le dire exactement. (...) En revanche, nous sommes mieux informés sur la date de ces événements : on peut les situer dans les années 1936 et 1937. » Son but est de rendre justice à un homme modeste, qui a connu dans la vie beaucoup d'injustices, mais « sans être traité de narrateur ennuyeux ». Son héros, qui n'a rien d'héroïque, Martin, trente-trois ans, marié et amoureux de sa femme Irma, est caissier dans le magasin de textiles Pick et Filz. Parfaitement heureux et content de soi. Jusqu'au jour où, à cause d'une tache brune sur une dent, il consulte un dentiste qui croit apercevoir dans sa gorge les signes de la syphilis...

Et soudain, cette vie qui semblait tourner rond se trouve bouleversée par toute une série d'événements parasites qui vont détruire les cercles de son petit paradis personnel. Si la maladie vénérienne n'a été qu'une fausse alerte, le voilà tout de même chassé de chez Pick et Filz pour avoir fait entrer dans la maison, par obligation envers un (faux) ami, un jeune garçon qui va presque immédiatement commettre un cambriolage ; on va aussi l'accuser d'avoir calomnié ses collègues. Et, las d'être vilipendé à tort, il donne raison à ses détracteurs en cédant à quelques indélicatesses, ce qui, quand l'histoire (avec un grand H) s'en mêlera — quand sa patrie sera occupée et que M. Pick, le juif, perdra son magasin et peut-être sa vie, — le forcera à partir avec Irma, sa femme, Melchior, son fils, à bord du bateau qui va le mener outre-mer... Et sortir ainsi du cercle de notre horizon.

Pins sans rire, Herbert Selkowitz mène sa narration avec la logique d'un perturbateur qui aurait beaucoup lu Gogol et Kafka, et même Kleist, pour mieux nous faire connaître le destin d'un homme ordinaire dans des lieux et des époques de troubles extrêmes. Obligé de sortir du cercle simple de sa vie vers une géométrie de l'altérité et du risque. Étrange livre dont la construction et l'approche intriguent longtemps. Mais qui est donc Martin Svoboda ? Qui est donc Herbert Selkowitz ?

● A paraître en août : *Eine Lebensgeschichte* (L'Histoire d'une vie), une biographie de Peter Stephan Jungk chez S. Fischer (en allemand).

(1) Voir *Vivre*, de Milena Jesenska (Lieu commun, 1985).

(2) On lira aussi son grand roman historique sur le massacre des Arméniens : *Les 40 Jours de Musa-Dagh* (Albin Michel, 1986).

● HISTOIRE

Un héritage dilapidé ?

François Dosse montre pourquoi la recherche historique est menacée de disparaître

IL n'y a pas de main morte, François Dosse ! L'histoire, dit-il, cette glorieuse discipline si bien vendue, « court le risque de disparaître comme la zoologie hier, ou de connaître la crise et la marginalisation qu'a

connues la géographie ». Et pourquoi donc ? Parce que les héritiers inconséquents de Marc Bloch, de Lucien Febvre et de Fernand Braudel auraient dilapidé l'héritage rotonde des *Annales* d'antan. Plus descriptive qu'explicative, perdant sa vertu en explorant les bas-fonds de la marginalité sociale, soumise aux impératifs de la mode et aux mirages des médias, l'histoire « annaliste » serait aujourd'hui en miettes.

Cette démonstration, très volontariste, nimbée de formules apprises sans doute chez Althusser, n'emporte pas toujours l'adhésion. La souveraineté des *Annales* n'a pas été si complète que le pré-

tendu naufrage d'un navire amiral entraîne demain toute la flotte par le fond. D'autres histoires, fort heureusement, se font depuis un demi-siècle sans vénération particulière pour les pontifes et les pontifices. Toutefois, la tribu des historiens de tout poil s'interrogeant volontiers à ce jour sur son avenir (1), l'apport de F. Dosse, fort documenté et excitant jusque dans ses outrances, est à verser au dossier.

Trois générations, explique-t-il, ont bâti l'imperturbable. Celle des fondateurs de la revue, en 1929, abat les idoles de l'histoire « historisante », la biographie, la politique et l'événement, tout en proclamant bien haut les droits de Clio face aux prétentions hégémon-

iques de la sociologie durkheimienne. La seconde génération, au temps de Braudel, a conceptualisé la longue durée en réponse au structuralisme de Lévi-Strauss et a enrôlé les sciences sociales sous sa bannière. La troisième, depuis vingt ans, a « déconstruit », selon François Dosse, à partir de configurations partielles, régionales et provisoires du savoir, en encensant un « rôle », Michel Foucault. A la vocation globalisante des fondateurs, François Dosse oppose les pratiques parcellaires et le renoncement à toute vision d'ensemble chez les épigones. Cette reconstruction rectiligne fait bon marché des mille nuances de la création et des hésitations fécondes des grands esprits qui peuplèrent les *Annales*. Mais elle existe et elle est forte.

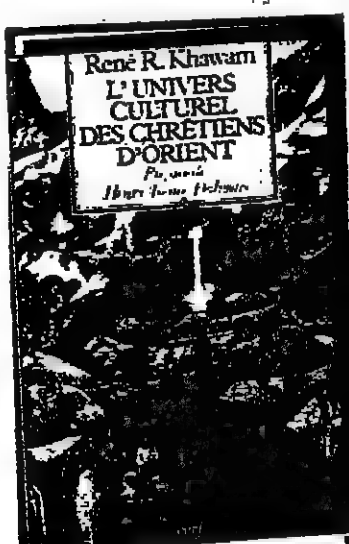
On ne dira pas que la livraison de la revue *Autrement* — consacrée à la « passion du passé » chez les fabricants d'histoire — contribue, elle, à clarifier le débat. Cette réunion de coups de cœur et d'exercices de style, rehaussée par quelques grandes signatures, a trop embrassé pour bien étreindre. C'est plaisant, utilement provocateur, mais assez tapé-à-l'œil.

JEAN-PIERRE RIOUX.

★ L'HISTOIRE EN MIETTES. DES « ANNALES » A LA « NOUVELLE HISTOIRE », La Découverte, 269 p., 120 F.

★ PASSION DU PASSÉ, n° 88 d'Autrement, 203 p.

(1) Voir *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 12 (1986) et 15 (1987). Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.



Les chrétiens de culture arabe, leurs traditions, leurs manières de vivre et d'exprimer leur foi. Un livre-témoignage pour mieux comprendre ces chrétiens souvent victimes des remous de l'histoire. Hors coll. - 208 pages - 98 F.

Les jardins de notre histoire

Le jardin, c'est l'âme d'une société : le reflet des images ou des désirs qui la traversent. Dans un livre extrêmement original, où se mêlent de courts récits, des évocations historiques ainsi que des commentaires, Denise et Jean-Pierre Le Dantec nous racontent les jardins français. Une histoire passionnante qui nous entraîne, depuis le septième siècle jusqu'à nos jours, dans les allées de ce parc de La Villette « où tente de s'inventer un nouveau mode de récit paysager ».

Chaque époque, selon les lois qu'elle se donne, définit son jardin. D'ultimatum qu'il était au départ, il devient « lieu de

songe », puis de rencontre, de plaisir et d'agrément. Pour les auteurs de cet ouvrage, tout nouvel apport traduit une évolution sociale. Qui l'aurait cru ? Notre passé se lit aussi dans celui des poireaux, des pommiers, des jacinthes. Ce n'est pas une plaisanterie. Après tout, nos racines sont également terrestres.

Voilà en tout cas un livre fort savant et pertinent.

BERNARD GENIES.

★ LE ROMAN DES JARDINS DE FRANCE, de Denise et Jean-Pierre Le Dantec, Plon, 288 p., 110 F.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

JUILLET-AOÛT 1987 - N° 244

Littérature et mélancolie

Homère Rabelais
Shakespeare Kierkegaard
Lamartine
Chateaubriand Nerval
Novalis Duras Sartre
Un entretien avec
Julia Kristeva.
Une étude de
Jean Starobinski

Entretien : Kenzaburo Oé.

Chez votre marchand de journaux : 24 F

OFFRE SPÉCIALE

6 numéros : 84 F

Coochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

- ☐ George Orwell
- ☐ Blaise Cendrars
- ☐ Diderot
- ☐ Antonin Artaud
- ☐ Foucault
- ☐ Géopolitique et stratégie
- ☐ Raymond Chandler
- ☐ Fernand Braudel
- ☐ 60 ans de surréalisme
- ☐ Victor Hugo
- ☐ François Mauriac
- ☐ Spécul Japon (numéro double)
- ☐ Les enjeux de la biologie
- ☐ Venise des écrivains
- ☐ Michaux
- ☐ La littérature et l'exil
- ☐ Henry James
- ☐ Lévi-Strauss
- ☐ Les littératures du Nord
- ☐ Dix ans de philosophie en France
- ☐ Michel Tournier
- ☐ La France fin de siècle
- ☐ Raymond Queneau
- ☐ Georges Dumézil
- ☐ Londres des écrivains
- ☐ Beckett
- ☐ Les écrivains de l'Apocalypse
- ☐ Vladimir Nabokov.

Nom :

Adresse :

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris Tél. : 48-44-14-51

PRIX DE L'ESSAI DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

Paule
CONSTANT



Un monde à l'usage
des Demoiselles

GALLIMARD

ur

سكزا من الالعين

PHOTOGRAPHIE

Une exposition à Avignon

Les incongruités révélatrices

Les quatrièmes Rencontres cinématographiques organisées à Avignon par le Centre franco-américain de Provence présentent une rétrospective de Jerry Schatzberg. De plus, pendant tout le mois de juillet, se tient une exposition de ses photos. Jerry Schatzberg commente pour nous ses images.

L'exposition de mes photos à Beaubourg avait provoqué en moi une émotion profonde. Je les ai mieux aimées en les retrouvant au bout de quinze ans.

Ce qui m'intéressait et m'intéresse encore (en photo comme au cinéma), ce que je recherchais et que je recherche toujours, c'est une humanité certaine, une dimension d'humour, une certaine ironie dans le commentaire social... Trois hommes à un croisement, portant trois chapeaux différents. Ça m'a paru curieux et drôle à la fois. A eux aussi, de toute évidence, va la manière dont ils observent leurs chapeaux respectifs.

Quelques photos représentant deux Blacks traversant un parc, abrités par un parapluie cassé. Pourquoi l'ai-je prise ? D'abord, parce que j'ai effectivement vu ces deux Blacks dans ce parc sous ce parapluie. La plupart des gens auraient un parapluie en bon état. Le leur était brisé. Mais leur vie, elle aussi, est en ligne brisée. Dépouillée, ce que me soulignait la nudité des arbres derrière. Et, en même temps, l'image est dynamique, pleine de vie. Vous pouvez voir, et sentir, le désir de ces deux hommes de s'en sortir. Ils se servaient de tout ce qui est en leur pouvoir pour survivre, de tout ce qui leur tombait sous la main pour se protéger, fût-ce d'un parapluie



Central Park, vu par Jerry Schatzberg

brisé... Je me souviens, juste après avoir pris cette photo, j'en ai pris une autre, d'une vieille dame avec son vieux chien, et ils se soulaient tous les deux...

L'indication d'un rapport entre deux personnes me donne toujours envie d'en savoir plus. J'aime les procès, par exemple, parce qu'ils relèvent du drame. Et le sport. On ne saurait vraiment décrire certains des drames qui se déroulent sur un terrain de sport...

J'aime filmer et photographier les comportements. Je préfère cela à la mode. Même dans mes photos de mode, je portais l'accent sur les comportements. L'incongruité révélatrice de deux personnages en tenue de soirée, à l'aube, au marché aux poissons. Possible, mais guère probable. Plausible. Et décalage intéressant. A un moment, dans *Panique à Needle Park*, Bobbie vient voir la jeune femme à l'hôpital. J'avais fini les gros plans sur Al Pacino, j'étais passé à ceux de la malade... Pacino était hors champ, donnant la répli-

que à Kitty Winn, cherchant à provoquer une réaction. Il a tout d'un coup empoigné l'infirmière et s'est mis à danser avec elle. Kitty Winn a éclaté de rire. J'ai bien aimé cette réaction. J'ai immédiatement retourné le ballet de Pacino avec l'infirmière. C'est un comportement que son personnage aurait eu. Et ce fou rire à un moment dramatique, si incongru, sonnait juste. Je ne sais si c'est l'instinct du photographe qui jouait là, mais j'ai réagi par instinct et j'ai été photographié. Alors...

Moi, spectateur

Une autre photo me revient en mémoire. Un clochard, noir, debout devant une Bentley, s'apprêtant à en lever le pare-brise contre deux sous à un feu rouge. La photo est prise de l'intérieur de la voiture. Seule la statuette caractéristique sur le capot vous indique qu'il s'agit d'une voiture luxueuse... Mais j'étais là, ça s'est passé tout aussi vite. Au cinéma, je chercherais à provoquer ce genre de situation. Un détail

peut-être imperceptible qui permettrait, même en cours de scène, à un acteur de décoller. Je tournais une scène de *la Rue* dans un café de Harlem. Trois personnages assis autour d'une table : Fast Black le proxénète, son avocat, et une prostituée. J'ai suggéré à Kathy Baker (la prostituée) de commencer la scène sur une balance qui se trouvait dans un coin du café. Avec une actrice de son calibre, pas besoin d'en dire plus pour qu'elle démarre. Elle monte sur la balance. Moi, metteur en scène, je devine, même inconsciemment, que la prostituée est un peu troublée par son corps, qu'elle a un problème de poids. Elle se retourne, un homme la dévisage, elle lui balance un de ces regards, et ça me fait démarquer la scène dans une autre tonalité. Peut-on dire que le metteur en scène, ayant provoqué l'événement, a créé la place au photographe ? Peut-être. Il faut toujours faire confiance aux acteurs...

Et à ceux qui ne le sont pas. Nous avons également tourné une séquence de *la Rue* sur un terrain de basket à Harlem. J'aurais pu passer une semaine entière à photographier tout ce qui se passait autour. Les gens à leurs fenêtres. Curieux, certes, d'observer le tournage d'un film dans leur quartier. Mais aussi — surtout — de même qu'en France, par exemple, la vie se passe à la terrasse des cafés, à Harlem, on vit à la fenêtre, on s'interpelle, on passe des heures assis sur les escaliers de secours. New-York devait être comme ça dans les années 20, quand la petite Italie ressemblait encore vraiment à l'Italie. Les Américains sont plus puritains, plus coincés. Plus hypocrites. Sauf dans la communauté black de Harlem. Et je trouve que ça en dit long sur notre société.

JERRY SCHATZBERG.

* Traduit de l'américain par Henri Béhar.

CINÉMA

« Une épine dans le cœur », d'Alberto Lattuada

Décadence d'une idée fixe

Nous ne céderons pas au calembour, vraiment trop facile et de bas étage, que suggère irrésistiblement le titre du dernier échec cinématographique de M. Lattuada. Et pourtant... Il s'agit bien de ça. De toute façon, on ne risque pas de se tromper avec ce réalisateur dont l'obsession pour les jeunes filles ne date pas d'hier. En principe, un homme qui a le bon sens et le courage de déstabiliser dès leur plus jeune âge aussi bien Dalia Di Lazzaro (*Oh Serafina*) que Theresa Ann Savoy (*la Bambina*) ou Nessesja Kimki (*Così come sei*) est un humaniste et mérite notre reconnaissance.

Hélas, au fil des ans, ce caprice bien naturel à quelque peu tourmenté vira au fanatisme et est devenu plat, bécoté. La faculté d'observer sans doute chez l'auteur un génisme irréversible ; il faut le craindre, Alberto n'est plus très loin de Timoteo Brasi, pour les amateurs à qui ce nom dit quelque chose. Le scénario aberrant, Guido (Anthony Delon) tombe amoureux d'une fausse pucelle (Sophie Duer) qui même en fait une triple vie carcérale, initiée dès l'enfance par son tuteur et amoureuse d'un motard défiguré, etc. Les dialogues sont d'une sottise

désarmante, comme la mise en scène, du reste. Veut-il nous indiquer le passage du temps, Lattuada nous fait voir les aiguilles d'une montre en gros plan. En voilà une idée neuve, belle trouvaille, Alberto. Parfois une brio d'un talent évanoui nous émeut. Anthony mord les fesses de Sophie, mais un impitoyable fondus enchaînés nous empêchent toujours de connaître la suite.

Evidemment, les comédiens ne sont pas dirigés. Anthony Delon a pourtant montré depuis, dans *Chironique d'une mort annoncée*, de Rosi, qu'il pouvait être excellent acteur. Et Sophie Duer est injustement figée dans une attitude butée (le « mystère » selon Lattuada...) qui ne met pas son esprit trop en valeur. Lattuada s'est plutôt attaché à nous détailler insaisissablement sa glorieuse féminité et la démente au moins deux cent dix-sept fois en une heure trente-cinq. Il n'a pas perdu la main, le vieux bandit, et on ne s'en plaint pas de cet linge qui volait, pour un peu cela forcerait le respect. Mais il faut avoir le cœur très, très sensible.

MICHEL BRAUDEAU.

Mort de la comédienne Sonia Saviange

La comédienne française Sonia Saviange s'est donnée la mort, le 22 juin, pour des raisons inconnues. Elle était âgée de cinquante-quatre ans. Elle avait joué dans la plupart des films de Paul Vecchiali, en particulier *Femmes Femmes*, *Corps à cœur*, dans *Solo*, de Pasolini, *les Belles Mâchures*, de Jean-Claude Guiguet, *Simone Barbès ou la vertu*, de Marie-Claire Treilhou. Actrice trop discrète, femme trop effacée, elle a quitté la vie sans un mot.

Etudier le cinéma à Los Angeles

L'American Film Institute de Los Angeles, comme il avait été annoncé au Festival de Cannes, offre un an d'études à un jeune metteur en scène français ayant réalisé au moins un long métrage. Les candidatures seront examinées par un jury français comprenant des membres du CNC (Centre national de la cinématographie). Elles devront parvenir avant le 15 juillet à la Bourse AFI, Festival international du film, 71, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris.

La mort de Jean Adhémar

Des images par millions

M. Jean Adhémar, ancien conservateur en chef du Cabinet des estampes et de la photographie, à la Bibliothèque nationale, est mort le 30 juin, à Paris. Il était âgé de soixante-dix-neuf ans.

Entré à l'Ecole des chartes en 1928 et nommé archiviste paléographique en 1932, Jean Adhémar s'était d'abord orienté vers les études médiévales. Rapide, comme il le fut toujours, il soutint, en 1938, sous la direction d'Henri Focillon, une thèse qui rassemblait une riche documentation sur « Les influences antiques dans l'art du Moyen Âge français ». En 1950, il publia, avec Francis Saliot, une monographie sur la Madeleine de Vézelay.

Sa place était trouvée depuis longtemps à la Bibliothèque nationale, mais c'est au département des estampes qu'il trouva finalement sa voie, et il en devint le conservateur en chef au départ de Jean Valléry-Radot, en 1961. Dès lors, son activité, qui fut tout à fait considérable, se répartit entre deux responsabilités majeures : le grand département documentaire de la Bibliothèque nationale et, d'autre part, la *Gazette des beaux-arts*, dont il fut nommé, vers 1950, rédacteur en chef par Georges Wildenstein.

Disposant ainsi de deux positions fortes, il passait de l'une à l'autre avec une étonnante facilité, jouant ainsi un rôle assez discret mais appréciable dans la culture artistique.

Sa manière faite d'ironie brusque et de malice mêlée au savoir se retrouvait dans les notes critiques des catalogues comme dans les petites chroniques incisives, caustiques, souvent même caustiques, de la *Gazette des beaux-arts*. Il avait le même style dans son enseignement à l'Ecole du Louvre et à l'Université libre de Bruxelles (à partir de 1946).

Auteur du second tome de l'*Inventaire du Fonds français des Estampes pour le seizième siècle* (1938), Jean Adhémar multipliait

les aperçus sur l'art de la Renaissance en France : notes sur le mécénat de François I^{er}, étude des dessins de l'époque (1954). On attendait de lui un grand travail sur cette époque, qui malheureusement ne fut jamais publiée. La Bibliothèque nationale connaissait depuis 1950 un remarquable renouveau avec Julien Cain. Jean Adhémar fut associé par ce grand administrateur à un nouveau type d'exposition qui illustre un cas littéraire à partir des estampes et des documents artistiques. Ainsi Diderot en 1963, Jean Adhémar collaborait d'ailleurs, depuis 1957, à une édition monumentale illustrée des salons de Diderot, due à Jean Serze.

Dans un volume d'hommages à celui-ci (1974), Adhémar raconte comment ils se passionnaient tous deux pour les relations littérature-art avec l'idée de mieux tirer parti des « millions d'images du Cabinet des estampes ». D'où toutes sortes de petits détails éclairants, comme l'identification des gravures qui, selon Flaubert, faisaient rêver la pauvre Emma Bovary — ce point établi par Serze — ou la source de *l'Hymne au soleil*, de Chantecier, dans un dessin d'un hebdomadaire humoristique de la fin du dix-neuvième siècle — trouvaille d'Adhémar.

Mais, finalement, ce fut surtout le dix-neuvième siècle avec les caricatures, la presse, les journaux satiriques, les affiches qui retint l'attention de Jean Adhémar dans des articles et des publications truffées de citations piquantes et d'anecdotes sur Daumier, Toulouse-Lautrec, etc.

Au cours de ces dernières années, à la tête du département, Adhémar souhaitait y ajouter une nouvelle dimension avec la photographie. Il allait ainsi au-devant d'une mode dont l'importance n'échappe plus à personne. Mais il soulevait de nouveaux problèmes de documentation et de placement que nos institutions ne sont pas toujours bien préparées à résoudre — et il n'en vit pas la solution définitive au terme de cette vie si activement remplie.

ANDRÉ CHASTEL.

Les difficultés de la Bibliothèque nationale

(Suite de la première page.)

Le budget de la Bibliothèque nationale de 140 millions de francs pour son fonctionnement et un peu plus de 240 millions de francs pour le personnel doit pouvoir épouser une augmentation qui ne soit pas contestée vraiment. Pas plus que la demande d'une plus grande souplesse entre les différents corps qui travaillent rue de Richelieu.

Mais voilà, la Bibliothèque nationale a été rattachée, en 1981, au ministère de la culture tandis que son personnel dépend toujours de celui de l'éducation nationale. Il se trouve donc allongement la balle avant toute décision. Les navettes entre la rue de Valois et la rue de Grenelle semblent d'autant plus difficiles que le détour par le ministère des finances, rue de Rivoli, est quasi obligatoire. Aussi, en dépit des délégations envoyées à tous les volets, les négociations s'écroulent. Et comme les ministères ont deux casquettes : la communication des volumes mais aussi leur conservation, ils ont pris le parti de remplir cette seconde tâche (classement, dépoussiérage), avec le soin le plus extrême. A la grande fureur des lecteurs empressés.

Pourtant M. André Migon, l'administrateur général, n'est pas mécontent de son bilan. En trois ans et demi, il a pu, dit-il, réorganiser la vieille maison. Nommer un directeur financier et une attachée commerciale, ce qui ne s'était jamais vu. Regrouper un certain nombre de services dispersés, en deux gros départements, les entrées françaises et les entrées étrangères. Acheter l'information du catalogue en remontant jusqu'à 1970. Au-delà c'est trop cher. — Dès l'automne, les usagers pourront consulter cette base informatique.

Travail « à domicile »

Les nouveaux bureaux de la rue Vivienne ont décongestionné l'antique fournaise de papier et son ouverture au grand public s'est accompagnée avec la création d'un auditorium de musique, passage Colbert. « Les lecteurs ne sont pas les seuls individus à compter pour nous. Il faut aussi penser aux simples contributeurs qui ont écrit, de temps en temps, de voir certaines de nos trésors. Notre exposition « Rembrandt » a attiré cent mille visiteurs, le plus gros chiffre jamais enregistré à la Nationale dans de telles circonstances ».

L'optimisme de l'administrateur général laisse certains jeunes conservateurs qui souhaitent faire un « manque d'énergie » : « Ses réformes sont trop timides, c'est un général qui ne sait pas entraîner ses troupes à l'assaut des vieux diplômes qui empêchent tout mouvement par leur propre immobilité », prétend l'un d'eux. D'autres lui reprochent de se satisfaire de la « décadence » de l'institution. Aujourd'hui, elle est à la peine des autres grandes bibliothèques, se plaint cet ancien élève de Foucault. Un symptôme : nous n'achetons presque plus de livres étrangers. La Nationale se provincialise...

André Migon recense le déficit. Toutes les grandes bibliothèques du monde sont confrontées aux mêmes problèmes. Elles doivent faire des choix. Et sont condamnées à travailler de plus en plus ensemble. « Il est illusoire aujourd'hui de vouloir absorber toute production imprimée de la planète. Rue de Richelieu, nous recevons quarante mille volumes par an,

au titre du dépôt légal et nous en achetons autant, en France et à l'étranger. Il faut donc trouver un autre moyen de sélectionner ce qui est utile. Est-il raisonnable d'acheter toute la production littéraire de l'Afrique anglophone par exemple, quand on sait qu'elle est disponible à Londres. Les Anglais tiennent le même raisonnement s'agissant de la littérature africaine francophone ».

Déjà, grâce aux livres microfilmés, certains chercheurs travaillent « à domicile ». Le Québécois Josselin Beaulieu, par exemple, auteur d'une grosse thèse sur Benjamin Constant, n'a utilisé que des micro-fiches, sans bouger de Montréal. Il est juste venu à Paris pour consulter les manuscrits et les ouvrages annotés. Ce système n'a pas le faveur de tous. « On peut lire un livre en diagonale, rapidement, regardant Claude Quétel, attaché au CNRS de Caen. Pas une fiche. En revanche, il est bien vrai que la salle des imprimés est encombrée par quantité de gens qui n'ont rien à y faire. Beaucoup de bibliothèques font bien acheter des livres, comme celle de

l'Hôtel de Ville de Paris, et certains volumes sont parfaitement disponibles en librairie. J'ai vu demander des titres de la collection « Que sais-je ? ».

Selon André Migon, 60 % des lecteurs dans la grande salle des imprimés sont des étudiants qui préparent un thème de troisième cycle. « Si les bibliothèques universitaires n'étaient pas dans un si piètre état, nous ne serions sûrement pas emboîtés à ce point-là. Le sort de la Bibliothèque nationale renvoie à un grand débat général sur les bibliothèques en France », précise-t-il.

En attendant cette confrontation, le ministère de la culture, celui de l'éducation nationale et celui des finances se renvoient mutuellement le soin de régler la crise ouverte rue de Richelieu. Et les chercheurs, débarqués des quatre coins du monde, attendent Godot et des volumes qui n'arrivent pas.

EMMANUEL DE ROUX.

DANSE

Le nouveau spectacle du Palais Garnier

« Raymonda » digest

Trois ballets, trois styles pour cette soirée : le pur académisme, *Raymonda*, (Petipa-Noureev), le « modern », la *Pavane du Maure* de José Limon, et un néo-classicisme ni chair ni poisson de Rudi van Dantzig.

Ils ont l'âme chevillée au corps, les danseurs de l'Opéra. A peine entrés d'une tournée new-yorkaise et encore sous le coup du décalage horaire, ils répètent à 8 heures du matin le spectacle programmé le même soir, et pas n'importe quel spectacle, un digest de *Raymonda*.

On peut y apprécier les beaux équilibres et les « sauts de chat » classiques de Karin Avery, le mouleux d'Elizabeth Mauria, la petite

batterie de Kader Belarbi et Wilfrid Romoli, et l'ardeur de tout le corps de ballet, mobilisé dans des évolutions de groupes qui s'interpénètrent sur des rythmes acciélés. Toutes les étoiles doivent se relayer dans les rôles titres, mais un couple domine les distributions par sa beauté rayonnante : Elisabeth Plata, altière et belle et qui pour une fois semble saisie d'une langueur sensuelle inusitée. Charles Jude, danseur noble par excellence. Adrien, superbe de ligne, il ne cède jamais aux exploits à l'esbrouffe.

Voici enfin José Limon intronisé au Palais Garnier avec sa *Pavane du Maure* créée en 1949 sur une musique de Purcell... On a pu qualifier ce jeu d'ombres et de lumières entre quatre personnages de « menuiserie dans un jardin anglais ». Inspiré par les danses emblématiques de la Renaissance, il est dominé par l'Othello que Jean Guizerix interprète de manière expressive et

sobre. Claude de Volpian est comme un lys blanc épanoui dans ce drame élegant et fluide.

Quatre *Lieder*, ballet de Rudi van Dantzig sur une musique de Richard Strauss, créé à Amsterdam en 1972, entre également au répertoire. C'est de la danse de concert, construite au mètre avec des enroulements mécaniques, des ports conventionnels, très datés, une danse, absolument dénuée d'émotion. Malgré une distribution somptueuse (Plata, Hilario, Lormeau, Guérin, Demard, Legris, Belarbi, et une Sylvie Guillem fluide comme un rayon de lune), l'œil s'échappe sans cesse vers la fosse d'orchestre pour suivre le seul échange dramatique du spectacle, un duo tendu entre le chef, André Prester, et Michèle Lagrange, soprano à la voix magique.

MARCELLE MICHEL.

* Prochaines représentations les 4, 9, 13, 15 et 17 juillet.

MEDAILLE DE L'ACADEMIE FRANCAISE
SELECTION OFFICIELLE CANNES 87
FESTIVAL DE MUNICH 87
FESTIVAL DE MOSCOU 87

3 MOIS - CINÉMA LE VENDÔME
MACBETH

FILM DE CLAUDE D'ANNA - L'OPERA DE VERDI
LA QUALITÉ DE LA RÉALISATION TOUCHE À LA PERFECTION... LE SPECTATEUR EST AU CŒUR DE L'ACTION DU DÉBUT JUSQU'À LA FIN.
VSD
DESORMAIS, CERTAINES ÉMOTIONS SONT INSCRITES EN NOUS. À JAMAIS INÉLÉBILES
TELERAMA

Culture

ARCHITECTURE

Corbu vu par... à l'IFA

L'été du centenaire

« Le Corbusier vu par... » à l'Institut français d'architecture, a une drôle de fête, mi-fête mi-raison, entre l'humour et la fascination. Mais cette exposition redonne des forces aux coureurs de marathon qui affrontent ce centenaire.

Alors que la grande exposition de la Hayward Gallery ferait ses portes à Londres, après avoir accueilli près de quatre-vingt mille visiteurs, la Fondation Le Corbusier, dépositaire exclusif de l'œuvre du maître et fournisseur de toutes les manifestations du centenaire à travers le monde, ouvre un hommage discret mais chaleureux à l'homme, à celui que l'état civil avait d'abord enregistré comme Charles-Edouard Jeanneret (1). C'était le coup d'envoi français, discret et intime lui aussi, de cette année Le Corbusier, dont l'inauguration officielle a eu lieu le vendredi 25 juin, à la villa Savoye de Poissy, l'une des constructions les plus célèbres de l'architecture, qui accueille elle aussi, pour la circonstance, trois expositions (2).

Au mois de juin encore, se sont succédés les colloques au couvent de la Tourette, à Firminy, à Strasbourg... La Fondation Claude-Nicolas Ledoux, à Aro-et-Senans, a d'ores et déjà ouvert deux expositions, l'une qui « tisse un fil » entre l'« architecte révolutionnaire » du dix-huitième siècle et ce « révolté de l'architecture », que fut Le Corbusier, l'autre qui trace le « sursaut de la forme et du béton » à travers le travail de deux photographes sur la Tourette et à Firminy, à Strasbourg (3). Et puis, voilà l'été, et ceux qui s'effraient pas une indication de « sécher » « coureurs » prendront, dès juillet, leur bâton de pèlerin pour Strasbourg et Marseille. Tout cela semble bien sérieux sans l'Institut français d'architecture (IFA).

L'exposition « Le Corbusier vu par... » n'est pas la moins théorique qu'il y ait produite l'Institut français d'architecture, si ce n'est la plus raisonnable, qu'il y ait produite le centenaire (4). Et sans l'intelligence continue des muséologues du lieu, on aurait sans doute fait la fausse bonne idée. A ces trois préférences verbales, on se réjouira de voir ainsi ouvert l'été Le Corbusier dans la fantaisie, l'insolence, ou tout simplement les joies salubres de la création et de la commémoration. La bonne idée, celle qui fait être l'été, est de demander à des architectes, dessinateurs et photographes une contribution originale et libre, « de quelque nature que ce soit, pourvu qu'elle exprime (leur) rapport avec Le Corbusier ». En outre, chaque participant a à choisir un document « significatif » à ses yeux, dans la volumineuse production du maître. Tout cela devrait être dûment expliqué.



Le Corbusier vu par Ted Bantz.

Quarante-quatre personnes ont répondu à l'appel de l'IFA, en exhibant volontiers de respecter la règle du jeu, ou en plaçant la barre si haut dans l'art des références, des citations, des allusions, voire des calembours, qu'il n'est pas toujours très facile de s'y retrouver. Il est même très aisé de s'y perdre pour qui n'est pas familier des arcanes de l'architecture-peinture-penseur. Il reste, forcément, les œuvres de Corbusier même, puisées pour la totalité, comme d'habitude, dans les trésors de la Fondation qui porte son nom, ou quelques-unes dans ses écrits. Et il reste un délice parfum d'architecture, épuré à l'extrême de tout afflu d'urbanisme, juste relevé d'un rien de théorie.

Le catalogue enalte les qualités de l'exposition. Par exemple (mais c'est l'exemple le plus corré), Philippe Duboy propose un puzzle parfaitement hermétique pour qui n'a pas lu (et avec attention) son ouvrage (bizarre) sur Le Corbusier, ouvrage non encore paru dans sa version française aux éditions Hazan. Mais dans l'ordre de la fantaisie véridique, même les mots « corbusiens » des lecteurs auront de quoi s'amuser grâce aux investigations de l'Agence Fiat Lux sur les rapports du Corbu avec Josephine Baker, ou encore sur la perplexité de la petite Marie Jaoué devant les manies autoritaires de l'architecte de ses parents. A travers cette série d'images et de textes (il en est de toutes sortes, drôles ou respectueux, beaux, graves ou dévoties), c'est finalement le portrait le plus riche, le plus humain, même si ce n'est pas le plus biographique, que Le Corbusier se sera jamais fait lire.

FREDERIC EDELMANN.

(1) « Le Corbusier intime », Fondation Le Corbusier, 10 square du Docteur-Blanc, 75016 Paris. Jusqu'au 30 novembre.

(2) « Les dessins de la villa Savoye », « Le mobilier standard », « Le Corbusier et les arts plastiques ». La villa Savoye est ouverte au public tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures, et de 14 heures à 18 heures (d'avril à octobre), ou à 16 heures (de novembre à mars). Entrée gratuite.

(3) « De Ledoux à Le Corbusier » et « Espace indicible » (photographies de Marc Payard et Jacqueline Salomon), Fondation Claude-Nicolas Ledoux, Saline royale, 25610 Aro-et-Senans. Jusqu'au 7 septembre. Catalogue (éditions Pierre Mardaga), 176 pages, 250 F.

(4) « Le Corbusier vu par... », IFA, 6, rue de Tournon, 75006 Paris, du mardi au samedi (12 h 30-19 heures). Jusqu'au 7 novembre. Catalogue (éditions Pierre Mardaga), 176 pages, 250 F.

THÉÂTRE

Création et innovation

Les nouvelles mesures de M. François Léotard

M. François Léotard s'appareille à annoncer un certain nombre de décisions qui, pour la plupart, résultent d'une concertation ouverte depuis décembre dernier entre la direction du théâtre et les instances professionnelles.

Les centres dramatiques nationaux. Outre la nomination d'Anne Delbès à la tête du Centre de Nancy, le ministre de la culture a choisi le Centre dramatique national des Alpes comme terrain d'expérimentation (le Monde du 2 juillet). Joël Choizon, en qualité de superintendant, est nommé à la tête de ce qui, désormais, sera un « centre de création et de production » qui doit travailler prioritairement avec les troupes de la région Rhône-Alpes.

Joël Choizon avait déjà été chargé de la direction administrative en janvier 1986. Sa nomination marque la volonté du ministère d'en finir avec les « chasses gardées », à savoir la confusion entre les ambitions artistiques et la mission d'ouverture d'un centre dramatique national.

Toujours au chapitre des centres dramatiques nationaux, M. François Léotard devrait confirmer dans

ses fonctions à Toulouse — en regard à un accord privilégié avec la ville — Jacques Romer, à Orléans, la création d'un centre de production, à mi-chemin entre secteur public et secteur privé, confié à l'organisateur de tournées Jacques La Houlière. Le mandat de Joysane Horville est reconduit à l'Athénée Louis-Jouvet, qui continuera d'accueillir des compagnies indépendantes françaises et pourra chercher des coproductions auprès du mécène privé.

Les compagnies indépendantes menacées par la suppression de

A l'hôtel des Monnaies
« La Mégère apprivoisée »
de Jacques Audibert

Dans le cadre du diptyque Festival de la foire Saint-Germain, la Compagnie Jean-Louis Bihoreau (Théâtre de l'Atelier du Luxembourg) donne depuis le 10 juin et jusqu'au 10 juillet, dans la cour de l'hôtel des Monnaies, des représentations de la pièce de Jacques Audibert, *La Mégère apprivoisée*, adaptée de l'œuvre de Shakespeare.

Les représentations ont lieu tous les soirs à 21 heures (sauf les dimanches et le lundi 6 juillet), 11, quai Conti à Paris (6^e).

leurs subventions — remplacées par une « aide au projet » ponctuelle et aléatoire — se verraient proposer un « droit de tirage » : une enveloppe globale sur trois ans, à utiliser selon leurs besoins. A terme, le système pourrait s'appliquer à toutes les compagnies dont la convention triennale ne serait pas renouvelée.

M. François Léotard devrait, par ailleurs, faire état des résultats de la concertation entamée par son ministère auprès de la commission des auteurs. Des négociations sont toujours en cours avec la Société des auteurs et compositeurs dramatiques (SACD) sur les modalités d'établissement d'un Fonds de soutien aux créations dramatiques — passant, notamment, par le prélèvement de droits d'auteur sur la représentation de pièces classiques.

Lucien Attou et son Théâtre ouvert se verraient confirmés, selon des modalités juridiques et financières à préciser, dans un rôle assimilé à celui d'un centre dramatique national de création pour la découverte et la diffusion d'auteurs contemporains.

M. François Léotard devrait également faire part des premières conclusions d'une enquête menée par le service études et recherche de son ministère sur l'image du théâtre en France.

ODILE QUIROT.

Communication

Les rapports de la Cour des comptes et du sénateur Jean Cluzel

L'audiovisuel public et privé dans le piège des contradictions administratives

Tout est son contraire ont été dits sur la manière dont le service public de l'audiovisuel gère ses ressources et ses activités. Les rapports que viennent de publier la Cour des comptes et le sénateur Jean Cluzel remettent en partie les pendules à l'heure. En partie seulement, car la Cour, comme le sénateur l'a souvent dénoncé, s'est heurtée à une difficulté majeure : « la carence d'informations statistiques et comptables ». Le travail de la haute juridiction a porté sur l'ensemble du service public de l'avant 1986 (TF1 et FR3 compris), celui du sénateur sur l'après-Loi Léotard.

C'est en examinant l'évolution des deux principales ressources du secteur public — la redevance et les recettes publicitaires — que la Cour tire sa conclusion la plus sévère : les insuffisances, ou les « absences » d'informations comptables ont, en fait, permis aux chaînes publiques de « masquer » à la fois une diminution des rentrées de la redevance et une progression des recettes publicitaires « sensiblement supérieure aux montants approuvés par le Parlement ».

Pour parvenir à administrer la preuve, la haute juridiction a tenté de procéder à une « consolidation sommaire » des recettes comptables, en 1982 et 1985, par les organismes concernés. Les résultats obtenus, affirme le rapport, ont « nettement fait ressortir que les recettes publicitaires ont augmenté, en cours des dernières années, non seulement beaucoup plus vite que le produit de la redevance, mais également sensiblement plus que ne le prévoient les lois de finances ». Ainsi, la part de la publicité (collective et de marque) dans le total des recettes consolidées est passée de

28,5 % en 1982 à 31,5 % en 1985, tandis que la part de la redevance est tombée de 62,5 % à 57,6 %. Cette évolution, note la Cour, résulte des mesures « parfois contestables » prises pour faire face aux tensions financières subies par le secteur public.

Dans leur réponse commune à ces critiques, le ministère des finances et celui de la culture et de la communication, loin de nier les faits, rappellent qu'« aucune disposition législative ne fixe un montant minimal de financement du secteur public par la redevance ». Ils n'hésitent pas non plus à faire remarquer que le recours au mécanisme des excédents de publicité « a permis de faire face à des aléas de gestion ». Bref, que ce système a contribué à maintenir « l'équilibre » des organismes « souhaité par le Parlement dans une période difficile d'adaptation ».

Le coût des variétés

La loi Léotard n'a pas remédié à ces distorsions. Elle en a introduit de nouvelles : les « dérapages » engendrés par le développement accéléré du privé. Les mécanismes de la loi du 30 septembre 1986, accuse le sénateur Jean Cluzel, se sont révélés « inflationnistes ». Le « mieux-disant culturel », si cher au ministre de la culture et de la communication, recouvre « en réalité des volontés contradictoires ». Il a aussi provoqué des « surenchères coûteuses au financement précaire ». L'apparition d'une chaîne généraliste supplémentaire, M6, a également poussé la Cinq à la fuite en avant, la contraignant à venir chasser sur les terres de TF1.

Londres : le rachat de « Today »

Le feu vert donné à M. Murdoch par le gouvernement est vivement critiqué par l'opposition

LONDRES
de notre correspondant

Le magnat australo-américain Rupert Murdoch a étendu son empire de presse conservateur au Royaume-Uni en rachetant le quotidien *Today* dans des conditions vivement critiquées par l'opposition : le gouvernement de M. Thatcher a, en effet, exempté la transaction du passage devant la commission des monopoles et des fusions.

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Lord Young, a justifié la hâte avec laquelle le feu vert a été annoncé, mercredi 1^{er} juillet, devant le Parlement, par « l'urgence de la situation », le journal étant menacé de fermeture.

Mais le Parti travailliste a estimé que M. Murdoch avait bénéficié d'un nouveau passe-droit. Il contrôle désormais le tiers du tirage des quotidiens londoniens (environ 4,8 millions d'exemplaires) et le tiers du tirage dominical.

La manière dont M. Murdoch, propriétaire du groupe News International (*Sun*, *News of the World*, *Times* et *Sunday Times*) a rem-

porté le marché auprès du groupe *Leeds* est caractéristique. Arrivé mardi à Londres au lendemain de l'abandon d'une offre de rachat par M. Robert Maxwell, son principal rival au Royaume-Uni, il s'est porté acquéreur de titre pour 380 millions de francs, mais à la condition expresse que le ministère du Commerce et de l'Industrie avalise la transaction sous vingt-quatre heures, sans en référer à la commission des monopoles.

« Le gouvernement a cédé au chantage », a commenté, mercredi, le député John Smith, porte-parole du Parti travailliste, qui a obtenu, mais trop tard, un débat parlementaire à posteriori sur l'opération.

M. Murdoch avait racheté dans des circonstances similaires le quotidien populaire *The Sun* et l'hebdomadaire *News of the World* en 1969 puis le *Times* et le *Sunday Times* en 1981, le gouvernement donnant à chaque fois son aval sans user du droit de recours prévu par la loi.

Les dettes de *Today* (qui s'était rangé derrière l'alliance centriste aux élections britanniques), avoisine aujourd'hui 300 millions de francs et

L'exacerbation de la concurrence a fait monter les prix. M. Cluzel évalue à 300 millions de francs pour l'ensemble des chaînes le surcoût qui en est résulté pour les émissions de variétés. Le prix moyen d'un match de football a grimpé de 800 000 francs l'an dernier à 5,6 ou 7 millions de francs cette année. Le coût moyen d'acquisition d'un film a progressé de plus de 50 %.

Ni les rentrées de la redevance pour le secteur public ni celles de la publicité pour les chaînes privées ne vont pourtant augmenter en proportion. La redevance est soumise aux aléas de la conjoncture politique. Quant au marché publicitaire, il est, selon M. Cluzel, « attentiste » et risque « d'être moins tonique que prévu ».

La croissance économique faiblit et la bière, par exemple, vient à nouveau d'être interdite de petit écran. Surtout l'audience — qui fixe le prix des spots de publicité — risque de se fragmenter plus vite qu'on ne le pensait : la « cohabitation » de deux grandes chaînes, l'une publique, A2, l'autre privée, TF1, et deux plus petites (FR3 et la Cinq), « garante de développement harmonieux du paysage audiovisuel », est totalement remise en cause par le coup de poker des opérateurs de la Cinq. « Le secteur de l'audiovisuel », conclut le sénateur, est entré jusqu'en 1990 dans une période de croissance limitée (mécanisme des « stop and go ») et ne se stabilisera probablement au niveau des exigences fixées par la loi (...) qu'à partir de 1990, où il devrait retrouver une croissance plus continue. Les années noires sont à venir.

A.R.D. et P.-A. G.

M. Bouygues et la culture

Apparemment, M. Francis Bouygues, PDG de TF1, ne s'est pas contenté de se réjouir de la loi sur les objectifs de la télévision. Du moins si l'on en juge par les propos contradictoires qu'il vient de tenir, à quelques jours d'intervalle, sur Europe 1.

Après avoir déclaré : « Nous sommes privés. Nous sommes une chaîne commerciale. Il y a des choses que nous ne souhaitons pas faire, par exemple, du culturel, par exemple, du politique et des émissions éducatives », le patron de la Une a atténué, mercredi 1^{er} juillet, ces affirmations. Au préalable, il a donné sa définition de ce que devraient être des chaînes privées de service public. Si toutefois la télévision publique reste nécessaire en

France, ce dont n'est pas du tout convaincu M. Bouygues, qui n'a pas hésité à lancer : « Je ne suis pas sûr que le gouvernement ait besoin d'une télévision publique ». Et si celle-ci devait perdurer, elle devrait alors être, selon lui, « culturelle et d'information éducative », mais aussi « être la voix de la France à l'étranger ».

Cela dit, M. Bouygues a tenu à préciser que la culture n'était tout de même pas « le monopole » des chaînes publiques. Quelle culture ? Il ne l'a pas précisé.

En tout cas, du « ballon rond », les téléspectateurs n'en seront pas privés, puisque la chaîne a signé, ce même dimanche, avec les dirigeants du football français, un accord por-

tant sur cinq ans. Il prévoit la retransmission de trois matches de l'équipe de France par saison, mais aussi celle de la finale de la Coupe de France, ainsi que la diffusion de quarante-cinq émissions « Télé-Foot ». Pour ce qui concerne les matches de Coupe d'Europe, il a été décidé que les clubs négocieront directement avec les différentes chaînes.

A.R.D.

Radio-France demande deux canaux à son « sur TDF 1 ». — Le président de Radio-France, M. Roland Faure, a demandé aux pouvoirs publics l'attribution à sa société de deux canaux « son » sur la satellite français TDF 1. Radio-France souhaite lancer à l'échelle européenne « un programme culturel de très grande qualité prélevé sur la production de France-Culture et de France-Musique », ainsi qu'un programme d'information continue à l'image de la nouvelle station France-Info.

● M. Michel Mouillot, PDG de RFP-FR 3 et de FR 3 Publicité. — Chargé de mission au ministère de la culture et de la communication, M. Michel Mouillot a été successivement nommé président des régions nationales (RFP-FR 3) et régionale (FR 3 Publicité) de la chaîne publique. Le regroupement des deux régions sous une même direction, « devrait permettre de concentrer les forces commerciales de FR 3 ».

le temps des ARTISANS et des PAYSANS exposition

à la Salle Polyvalente de PRECY-SOUS-THIL (Côte-d'Or 21390)

du 24 juin au 26 juillet 1987

reconstitution, avec l'aide des habitants et artisans du canton, des métiers traditionnels du dix-neuvième siècle (outils, machines, costumes, etc.), librairie-bibliothèque, exposition de tableaux, visites d'ateliers dans les villages du Canton, animation de soirées à thèmes, etc.

RENSEIGNEMENTS MAIRIE : 80-64-57-18

هكذا من الالهي

سكنا من الاصل

Le Carnet du Monde

Naissances

— Léo et Géraldine ont la joie d'annoncer la naissance, le 22 juin 1987, de leur petite sœur

Clémence
(née trisonique)

Nadine et Jean-Charles ROBIN,
24, rue Claude-Kogan,
38100 Grenoble.

— Marie-José CHALAMET et François DENIS partagent avec Simon la joie d'annoncer la naissance de Gabriel

In 17 juin 1987.

7, rue Pleyel,
75012 Paris.

— Dana VENDEVILLE-BARAN et Benoît VENDEVILLE ont la joie d'annoncer la naissance de leur fils Geoffrey

In 21 juin 1987.

4 bis, rue des Beaux-Arts,
75006 Paris.

Mariages

— Benoît BREJON de LAVERGNE et Marianne VELITCHKOVITCH sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 20 juin 1987, à Ambourville-sur-Seine (Seine-Maritime).

48, rue Paroisy,
75014 Paris.

Décès

— M^{me} Marie-Louise Sésé-Antonietti, M^{me} et M^{me} Armand Antonietti, Agnès et Cyril Antonietti, Les familles Sésé et Laurent, ont la douleur de faire part du décès tragique de

Marc-Armand ANTONIETTI,

survécu à l'île de la Réunion, le 24 juin 1987.

Ils remercient ceux qui leur ont témoigné affection et sympathie.

On nous prie d'annoncer le décès

Jean ADHÉMAR, conservateur en chef honoraire du Cabinet des estampes et de la photographie à la Bibliothèque nationale, rédacteur en chef de la Gazette des Beaux-Arts, commandeur de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre de Léopold,

De la part de Hélène Jean Adhémar, Philippe et Simon Adhémar, Francis Claudon et Catherine Claudon-Adhémar, Jean-Pierre et Jacqueline Adhémar Et de ses petits-enfants, Stéphane et Nicolas Claudon-Adhémar, Matthieu Adhémar,

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité, au cimetière Montmorency.

— Le directeur de la Gazette des Beaux-Arts Et ses collaborateurs ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean ADHÉMAR, rédacteur en chef, le 30 juin 1987.

(Lire page 18.)

— M^{me} Albert Chapuis, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants ont la tristesse de faire part du décès de

M. ALBERT CHAPUIS,

survécu le mercredi 1^{er} juillet 1987, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 3 juillet, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-des-Champs, boulevard du Montparnasse, Paris-6^e.

— M^{me} Gilbert Gentil, née Lucienne Lefebvre, leur épouse, mère et grand-mère.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en la collégiale Notre-Dame de Poissy.

— Bernard et Mathias Huestfort, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

MARIE HAUTEFORT, avocat aux barreaux de Paris et de New-York,

survécue le 28 juin 1987, à l'âge de quarante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 juillet, à 8 h 30, en l'église Sainte-Clotilde, 23 bis, rue des Capucins, Paris-7^e, suivie de l'inhumation à Lisle (Dordogne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue Fabert,
75007 Paris.

— Maurice Kall, Marcel Kall, Muriel Kall, Frédérique Kall, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et parente

RACHEL KALL, née Abba.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 1^{er} juillet, dans la plus stricte intimité.

128, boulevard Exelmans,
75016 Paris.

— M^{me} et M^{me} Jean Maury et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle MAUREY, inspectrice honoraire de l'éducation nationale, officier de l'Instruction publique, chevalier du Mérite social,

survécue le 26 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juin, au cimetière de Dijon.

55, rue Bel-Air,
21000 Dijon.

3 A, rue de la République,
Fécamp,
21220 Gervy-Chambertin.

— M^{me} Bernard Moisy, M^{me} et M^{me} Alain Moisy et Laura, M^{me} et M^{me} Maurice Moisy, Les familles Papin et Etienne, ont la douleur de faire part du décès, après une lutte courageuse contre le cancer, de

M^{me} Colette MOISY, inspectrice de l'enseignement technique,

le 26 juin 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 30 juin 1987, dans la stricte intimité familiale.

Selon son vœu, on peut adresser des dons à :

Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, Association Georges-Martin, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

30, rue Guyennais,
75006 Paris.

— M^{me} Pierre Salanson, MM. Christian, Alexis et Aurélien Salanson ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALANSON, commissaire divisionnaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survécue en son domicile le 30 juin 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 2 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès, survécue à Mulhouse, le 25 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. Edmond TIEVANT, ingénieur des arts et manufactures.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Maurice-Thibouville (Yonne), le 29 juin.

De la part de Toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Michelle Tillement et ses enfants, Karine, Céline, Pierre, Stéphane, M^{me} et M^{me} Louis Tillement, M^{me} et M^{me} Roger Boulangé, M^{me} René Gilletti, M^{me} Ernest Gilletti, Marc et Nicole de Bels, Anne-Marie et Claude Gilletti Et tous ses amis ont l'honneur de faire part du décès de

Bernard TILLEMENT, ingénieur géologue EIR-Aquitaine,

survécue accidentellement le 29 juin 1987, à l'âge de cinquante et un ans, à Lascade (Australie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Bernadette de Pau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin Montardou, Baros, 64160 Mouchès.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Léa BALTAZZI,

survécue le 29 juin 1987.

Le service religieux sera célébré le lundi 6 juillet, à 14 heures, en l'église orthodoxe grecque, 7, rue Georges-Bizet, Paris-16^e.

La famille et ses amis.

— M^{me} Françoise Piletty, son épouse, Alain et Brigitte Piletty, Marie-France et Bruno Dallemagne, Béatrice et Antoine Joly, Chantal et Raphaël Rodriguez, Médecine et Françoise Piletty, ses enfants,

Pascal, Anne-Cécile, Marie-Sophie et Virginie Piletty, Sylvie Dallemagne, Delphine et Bertrand de Boissière, Geoffroy et Violaine Dallemagne, Mathieu, Stéphane Dallemagne, Nathalie et Bruno Michel, Frédéric et Anne Joly, Pauline, Alexis Joly, Angélique, Véronique, Charlotte et Anne Rodriguez, Porriane, Nicolas et Emmanuel Piletty, ses petits-enfants,

Aurélien et Ombeline de Boissière, ses arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Françoise PILETTY, commandeur de la Légion d'honneur, ingénieur ECP.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 6 juillet 1987, à 8 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillois, Paris-7^e, suivie de l'inhumation au cimetière d'Issoudun (Eure).

4, avenue Emile-Pouvillon,
75007 Paris.

— M^{me} Paul Lucien Saada, son épouse, Martine et Philippe, ses enfants, Et toute la famille parents ont la douleur de faire part du décès de

Paul Lucien SAADA,

survécue le 27 juin 1987, à l'âge de quarante-neuf ans.

Des prières seront dites le samedi 4 juillet 1987, à 9 h 30, à la synagogue, 14, place des Vignes, 75004 Paris.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

397, rue des Pyrénées,
75020 Paris.

— M^{me} Pierre Salanson, MM. Christian, Alexis et Aurélien Salanson ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALANSON, commissaire divisionnaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survécue en son domicile le 30 juin 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 2 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès, survécue à Mulhouse, le 25 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. Edmond TIEVANT, ingénieur des arts et manufactures.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Maurice-Thibouville (Yonne), le 29 juin.

De la part de Toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Michelle Tillement et ses enfants, Karine, Céline, Pierre, Stéphane, M^{me} et M^{me} Louis Tillement, M^{me} et M^{me} Roger Boulangé, M^{me} René Gilletti, M^{me} Ernest Gilletti, Marc et Nicole de Bels, Anne-Marie et Claude Gilletti Et tous ses amis ont l'honneur de faire part du décès de

Bernard TILLEMENT, ingénieur géologue EIR-Aquitaine,

survécue accidentellement le 29 juin 1987, à l'âge de cinquante et un ans, à Lascade (Australie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Bernadette de Pau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin Montardou, Baros, 64160 Mouchès.

— M^{me} et M^{me} Jean Maury et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle MAUREY, inspectrice honoraire de l'éducation nationale, officier de l'Instruction publique, chevalier du Mérite social,

survécue le 26 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juin, au cimetière de Dijon.

55, rue Bel-Air,
21000 Dijon.

3 A, rue de la République,
Fécamp,
21220 Gervy-Chambertin.

— M^{me} Bernard Moisy, M^{me} et M^{me} Alain Moisy et Laura, M^{me} et M^{me} Maurice Moisy, Les familles Papin et Etienne, ont la douleur de faire part du décès, après une lutte courageuse contre le cancer, de

M^{me} Colette MOISY, inspectrice de l'enseignement technique,

le 26 juin 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 30 juin 1987, dans la stricte intimité familiale.

Selon son vœu, on peut adresser des dons à :

Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, Association Georges-Martin, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

30, rue Guyennais,
75006 Paris.

— M^{me} Pierre Salanson, MM. Christian, Alexis et Aurélien Salanson ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALANSON, commissaire divisionnaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survécue en son domicile le 30 juin 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 2 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès, survécue à Mulhouse, le 25 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. Edmond TIEVANT, ingénieur des arts et manufactures.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Maurice-Thibouville (Yonne), le 29 juin.

De la part de Toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Michelle Tillement et ses enfants, Karine, Céline, Pierre, Stéphane, M^{me} et M^{me} Louis Tillement, M^{me} et M^{me} Roger Boulangé, M^{me} René Gilletti, M^{me} Ernest Gilletti, Marc et Nicole de Bels, Anne-Marie et Claude Gilletti Et tous ses amis ont l'honneur de faire part du décès de

Bernard TILLEMENT, ingénieur géologue EIR-Aquitaine,

survécue accidentellement le 29 juin 1987, à l'âge de cinquante et un ans, à Lascade (Australie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Bernadette de Pau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin Montardou, Baros, 64160 Mouchès.

Uriage

Le docteur et M^{me} Abel Delmonne et leurs enfants, M^{me} Jacqueline Delmonne, M^{me} et M^{me} Philippe Bronchain et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice DELMONNE,

survécue à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Les obsèques ont eu lieu le 30 juin 1987, dans l'intimité familiale.

— M. Gilbert Gentil, M^{me} et M^{me} Jean-Pierre Gentil, Chantal, Delphine, Karine, Pierre, Antoine, ont la douleur de faire part du décès survécue le 26 juin 1987 de

M^{me} Gilbert GENTIL, née Lucienne Lefebvre, leur épouse, mère et grand-mère.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale en la collégiale Notre-Dame de Poissy.

— Bernard et Mathias Huestfort, Sa famille, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

MARIE HAUTEFORT, avocat aux barreaux de Paris et de New-York,

survécue le 28 juin 1987, à l'âge de quarante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 7 juillet, à 8 h 30, en l'église Sainte-Clotilde, 23 bis, rue des Capucins, Paris-7^e, suivie de l'inhumation à Lisle (Dordogne).

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

26, rue Fabert,
75007 Paris.

— Maurice Kall, Marcel Kall, Muriel Kall, Frédérique Kall, Et toute la famille ont la douleur de faire part du décès de leur mère, grand-mère et parente

RACHEL KALL, née Abba.

Les obsèques ont eu lieu le mercredi 1^{er} juillet, dans la plus stricte intimité.

128, boulevard Exelmans,
75016 Paris.

— M^{me} et M^{me} Jean Maury et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle MAUREY, inspectrice honoraire de l'éducation nationale, officier de l'Instruction publique, chevalier du Mérite social,

survécue le 26 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juin, au cimetière de Dijon.

55, rue Bel-Air,
21000 Dijon.

3 A, rue de la République,
Fécamp,
21220 Gervy-Chambertin.

— M^{me} Bernard Moisy, M^{me} et M^{me} Alain Moisy et Laura, M^{me} et M^{me} Maurice Moisy, Les familles Papin et Etienne, ont la douleur de faire part du décès, après une lutte courageuse contre le cancer, de

M^{me} Colette MOISY, inspectrice de l'enseignement technique,

le 26 juin 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 30 juin 1987, dans la stricte intimité familiale.

Selon son vœu, on peut adresser des dons à :

Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, Association Georges-Martin, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

30, rue Guyennais,
75006 Paris.

— M^{me} Pierre Salanson, MM. Christian, Alexis et Aurélien Salanson ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALANSON, commissaire divisionnaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survécue en son domicile le 30 juin 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 2 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès, survécue à Mulhouse, le 25 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. Edmond TIEVANT, ingénieur des arts et manufactures.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Maurice-Thibouville (Yonne), le 29 juin.

De la part de Toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Michelle Tillement et ses enfants, Karine, Céline, Pierre, Stéphane, M^{me} et M^{me} Louis Tillement, M^{me} et M^{me} Roger Boulangé, M^{me} René Gilletti, M^{me} Ernest Gilletti, Marc et Nicole de Bels, Anne-Marie et Claude Gilletti Et tous ses amis ont l'honneur de faire part du décès de

Bernard TILLEMENT, ingénieur géologue EIR-Aquitaine,

survécue accidentellement le 29 juin 1987, à l'âge de cinquante et un ans, à Lascade (Australie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Bernadette de Pau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin Montardou, Baros, 64160 Mouchès.

— M^{me} et M^{me} Jean Maury et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle MAUREY, inspectrice honoraire de l'éducation nationale, officier de l'Instruction publique, chevalier du Mérite social,

survécue le 26 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juin, au cimetière de Dijon.

55, rue Bel-Air,
21000 Dijon.

3 A, rue de la République,
Fécamp,
21220 Gervy-Chambertin.

— M^{me} Bernard Moisy, M^{me} et M^{me} Alain Moisy et Laura, M^{me} et M^{me} Maurice Moisy, Les familles Papin et Etienne, ont la douleur de faire part du décès, après une lutte courageuse contre le cancer, de

M^{me} Colette MOISY, inspectrice de l'enseignement technique,

le 26 juin 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 30 juin 1987, dans la stricte intimité familiale.

Selon son vœu, on peut adresser des dons à :

Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, Association Georges-Martin, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

30, rue Guyennais,
75006 Paris.

— M^{me} Pierre Salanson, MM. Christian, Alexis et Aurélien Salanson ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALANSON, commissaire divisionnaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survécue en son domicile le 30 juin 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 2 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès, survécue à Mulhouse, le 25 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. Edmond TIEVANT, ingénieur des arts et manufactures.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Maurice-Thibouville (Yonne), le 29 juin.

De la part de Toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Michelle Tillement et ses enfants, Karine, Céline, Pierre, Stéphane, M^{me} et M^{me} Louis Tillement, M^{me} et M^{me} Roger Boulangé, M^{me} René Gilletti, M^{me} Ernest Gilletti, Marc et Nicole de Bels, Anne-Marie et Claude Gilletti Et tous ses amis ont l'honneur de faire part du décès de

Bernard TILLEMENT, ingénieur géologue EIR-Aquitaine,

survécue accidentellement le 29 juin 1987, à l'âge de cinquante et un ans, à Lascade (Australie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Bernadette de Pau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin Montardou, Baros, 64160 Mouchès.

— M^{me} et M^{me} Jean Maury et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle MAUREY, inspectrice honoraire de l'éducation nationale, officier de l'Instruction publique, chevalier du Mérite social,

survécue le 26 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juin, au cimetière de Dijon.

55, rue Bel-Air,
21000 Dijon.

3 A, rue de la République,
Fécamp,
21220 Gervy-Chambertin.

— M^{me} Bernard Moisy, M^{me} et M^{me} Alain Moisy et Laura, M^{me} et M^{me} Maurice Moisy, Les familles Papin et Etienne, ont la douleur de faire part du décès, après une lutte courageuse contre le cancer, de

M^{me} Colette MOISY, inspectrice de l'enseignement technique,

le 26 juin 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 30 juin 1987, dans la stricte intimité familiale.

Selon son vœu, on peut adresser des dons à :

Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, Association Georges-Martin, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

30, rue Guyennais,
75006 Paris.

— M^{me} Pierre Salanson, MM. Christian, Alexis et Aurélien Salanson ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre SALANSON, commissaire divisionnaire honoraire, chevalier de la Légion d'honneur,

survécue en son domicile le 30 juin 1987.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 2 juillet.

— On nous prie d'annoncer le décès, survécue à Mulhouse, le 25 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année, de

M. Edmond TIEVANT, ingénieur des arts et manufactures.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu à Saint-Maurice-Thibouville (Yonne), le 29 juin.

De la part de Toute sa famille Et de tous ceux qui l'ont connu et aimé.

— Michelle Tillement et ses enfants, Karine, Céline, Pierre, Stéphane, M^{me} et M^{me} Louis Tillement, M^{me} et M^{me} Roger Boulangé, M^{me} René Gilletti, M^{me} Ernest Gilletti, Marc et Nicole de Bels, Anne-Marie et Claude Gilletti Et tous ses amis ont l'honneur de faire part du décès de

Bernard TILLEMENT, ingénieur géologue EIR-Aquitaine,

survécue accidentellement le 29 juin 1987, à l'âge de cinquante et un ans, à Lascade (Australie).

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 3 juillet, à 14 h 30, en l'église Sainte-Bernadette de Pau.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chemin Montardou, Baros, 64160 Mouchès.

— M^{me} et M^{me} Jean Maury et leurs filles ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Gisèle MAUREY, inspectrice honoraire de l'éducation nationale, officier de l'Instruction publique, chevalier du Mérite social,

survécue le 26 juin 1987, dans sa quatre-vingt-neufième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu dans l'intimité, le 29 juin, au cimetière de Dijon.

55, rue Bel-Air,
21000 Dijon.

3 A, rue de la République,
Fécamp,
21220 Gervy-Chambertin.

— M^{me} Bernard Moisy, M^{me} et M^{me} Alain Moisy et Laura, M^{me} et M^{me} Maurice Moisy, Les familles Papin et Etienne, ont la douleur de faire part du décès, après une lutte courageuse contre le cancer, de

M^{me} Colette MOISY, inspectrice de l'enseignement technique,

le 26 juin 1987.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Père-Lachaise, le 30 juin 1987, dans la stricte intimité familiale.

Selon son vœu, on peut adresser des dons à :

Institut Curie, 26, rue d'Ulm, 75005 Paris, Association Georges-Martin, 49, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

30, rue Guyennais,
75006 Paris.

Anniversaires

— Son épouse Et ses enfants prient tous ceux qui ont connu et aimé

Henri VACHER

d'avoir une pensée pour lui en ce jour, dixième anniversaire de sa disparition.

— Tiemoen Epiny-sur-Seine.

M^{me} veuve Joseph Choukroun, Ses enfants, ses petits-enfants Et toute la famille

font part de l'apaisement à l'attention de leur cher et regretté

Joseph CHOUKROUN,

qui aura lieu le dimanche 5 juillet 1987, à 16 h 30, en la synagogue de la Fraternité, 15, rue des Petites-Écoles, 75010 Paris.

— Université Paris-I, lundi 6 juillet, à 17 h 30, salle 6, Centre Panthéon, M. Mohammed Charrat : « Les emprunts internationaux sur le marché des obligations internationales ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

— Université Paris-III, mardi 7 juillet, à 9 heures, salle Bourjau, M^{me} Camille Tournon, Hussein Khalil : « Le langage satirique d'Hori-Pyros Anastasi » et les textes parallèles, traduction et commentaire ».

— Université Paris-Val-de-Marne, mardi 7 juillet, à 14 heures, salle des thèses, M. Mohammed Diori : « Contribution à l'étude du comportement aérodynamique des aérosols, mise au point d'un spectromètre diffusométrique et inertiel (SDI 2000) ».

Remerciements

— Le vingt-cinquième anniversaire de la mort de

Bernard Roger DEGUILLERRE, de Claude PLEGIS, sergent DOVECAR

sont marqués le samedi 4 juillet 1987, à Versailles, par une cérémonie, à 10 heures, au cimetière des Gourdais, et, à 11 h 15, par une messe à Notre-Dame-des-Armées, impasse des Gendarmes.

— M^{me} Pierre Israël, M. Daniel Meyer, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Edmée, Rose ISRAËL,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Pierre Israël, M. Daniel Meyer, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Edmée, Rose ISRAËL,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Pierre Israël, M. Daniel Meyer, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Edmée, Rose ISRAËL,

remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

— M^{me} Pierre Israël, M. Daniel Meyer, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M^{me} Edmée,

Fuites de technologies vers l'URSS et menaces américaines

La direction de Toshiba donne sa démission

TOKYO

de notre correspondant

Pour une grande entreprise exportatrice japonaise, la menace de voir se fermer le marché des États-Unis est proprement insupportable. M. Shiochi Saba, le président de Toshiba Corporation, a tiré la conclusion de cette dépendance en démissionnant, le mercredi 1^{er} juillet, pour assumer la responsabilité des exportations illégales de machines-outils vers l'URSS par l'une de ses filiales, Toshiba Machine Co. (le Monde du 2 juillet).

M. Saba, qui a entraîné dans sa chute le directeur général, M. Sugichiro Watanabe, a pris cette décision au cours d'un conseil d'administration extraordinaire. Cette double démission a été présentée comme le premier objectif de calmer la tempête soulevée au Congrès américain par la violation des règles du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations), organisme international qui réglemente les ventes de technologies sensibles aux pays du bloc communiste.

Mardi, le Sénat américain avait voté à une majorité écrasante un amendement qui demande au président des États-Unis d'interdire l'importation de tous les produits du groupe Toshiba sur le territoire américain pour deux à cinq ans, à moins que la firme japonaise ne compense financièrement le dommage causé « à la défense du monde libre ». La société américaine Kawasaki Vessels, qui a participé à la transaction avec l'URSS, est également visée par ce texte.

En visite à Tokyo au début de la semaine, le secrétaire américain à la Défense, M. Casper Weinberger, avait qualifié de « perte sérieuse » les ventes à l'URSS de machines-outils à commande numérique, accompagnées des programmes informatiques permettant leur fonctionnement. Selon le Pentagone, les Soviétiques ont utilisé ces machines pour réduire la vitesse d'émission sonore des hélices de leurs sous-marins, devenus plus difficiles à détecter.

L'amendement voté par le Sénat, estime-t-on à Tokyo, a peu de chances d'être jamais appliqué étant donné l'hostilité de la Maison Blanche, qui est apparemment satisfaite des sanctions et du renforcement des contrôles annoncés par Tokyo à la suite de la révélation de cette affaire au mois de mai (le Monde du 17-18 mai).

Mais le vote du Sénat est révélateur de la violence du sentiment anti-japonais chez les parlementaires américains, exacerbés par la persistance d'un énorme surplus commercial du Japon dans ses échanges avec l'Amérique. Et l'impact sur les consommateurs américains des déclarations enflammées faites au Capitole ne peut pas être sous-estimé. Toshiba a été accusé d'avoir vendu la sécurité des États-Unis pour une poignée de dollars.

Un marché essentiel

Or la présence sur le marché américain est cruciale pour Toshiba, comme pour toutes les grandes entreprises exportatrices japonaises. Pour l'année fiscale 1986-1987 (qui s'est achevée le 31 mars dernier), les États-Unis ont absorbé 40 % des ventes consolidées du groupe hors du Japon : 400 milliards de yens (350 milliards d'exportations et 45 milliards de production sur place) sur un total de 1 000 milliards de yens. L'Amérique compte pour plus de 10 % dans le chiffre d'affaires consolidé du groupe, qui a atteint 3 500 milliards de yens (140 milliards de francs).

Le sacrifice du président de Toshiba a mis en état de choc l'establishment économique japonais. M. Koichiro Ejiri, le président de Mitsubishi, a parlé d'un « seppuku », le suicide rituel par évaporation.

La personnalité de M. Shiochi Saba n'y est pas étrangère. Cet homme éminent était jusqu'à mercredi le *primus inter pares* dans l'industrie électrique et électronique japonaise. Président de l'Association des industries électroniques du Japon, il est aussi un des vice-présidents du Keidanren, la plus importante organisation patronale nipponne. M. Saba devra sans doute abandonner ces deux fonctions dans les prochains jours, indique un porte-parole de Toshiba.

Dans le monde industriel du Japon, où l'ancienneté pèse d'un poids encore considérable, Tokyo Shibaura (Toshiba) jouit d'un prestige très supérieur à des « nouveaux venus » comme Sony ou Matsushita. Les dirigeants de ce groupe, présent dans le nucléaire comme dans l'électronique grand public en passant par le gros matériel électrique et les semi-conducteurs, ont été traditionnellement des porte-parole de leur industrie. Le sérieux accrue la réputation de l'entreprise en est d'autant plus douloureusement resté.

(Interim.)

La discrétion navale : une priorité

En matière de combat naval, la discrétion des sous-marins, qu'ils soient d'attaque armés de torpilles ou de missiles, ou de défense de surface ou qu'ils soient à vocation stratégique (armés de missiles balistiques), est devenue une priorité absolue pour tous les États-majors. Un sous-marin doit pouvoir continuer à fonctionner en silence s'il veut échapper aux moyens modernes de détection adverse.

Les bruits générés par ses hélices ne sont pas les seules indiscrétions commises par un sous-marin. La machine et ses accessoires, les portes internes, les chambres frigorifiques, les ventilateurs et tous les appareils électriques à bord produisent, en outre, des bruits que le sonar peut détecter. La propulsion, aussi, avec ses lignes d'arbres, ses turbines et ses hélices, peut générer des bruits. Tout cela, qui est apparemment satisfaisant, est en fait le résultat de compromis techniques. Enfin, l'écoulement de l'eau le long de la coque du sous-marin est cause de nouvelles sources d'indiscrétion. Toutes les marines de guerre, dans le monde, cherchent à

réduire ces bruits d'origines diverses dès la conception même du navire : en développant de nouveaux matériaux, en optimisant ce qu'on appelle les ponts sonores, qui font entrer des éléments de coque en résonance, en réduisant les capacités de vibration de la « poutre-navire » ou en suspendant sur des amortisseurs les appareils et les tuyaux qui peuvent émettre.

Dans le cas présent, toutes les marines essaient de réduire les bruits de leur flotte. L'Académie des sciences avait estimé, en janvier dernier, que ceux-ci faisaient perdre aux États-Unis cent quatre-vingt mille emplois et 9 milliards de dollars. Les industriels américains avaient été entendus : en mars dernier, l'administration Reagan a pris des dispositions pour alléger les contraintes et favoriser les exportations de produits de haute technologie (le Monde du 21 mai). Entre les exigences du Pentagone et celles de la balance commerciale, les intérêts sont contradictoires. Mais, par sa maladresse, Toshiba, une fois n'est pas coutume, a mis les uns et les autres contre lui.

Sécurité occidentale et déficit

commercial américain

Avec l'affaire Toshiba, c'est la tête même de l'industrie japonaise qui est frappée. La pression américaine vise là l'une des principales firmes mondiales de construction électrique et électronique, dont les dirigeants étaient les porte-parole du patronat nippon. D'où la valeur symbolique que prennent les sanctions adoptées par le Sénat américain, reflet du sentiment violemment anti-japonais qui anime les États-Unis.

La menace d'interdiction de vente de tout produit Toshiba pendant deux à cinq ans sur le territoire américain ne se justifie pas simplement par la violation des règles qui régissent les exportations de matériel de haute technologie à destination des pays communistes. Elle aboutit surtout — et avant tout ? — à ébranler l'une de ces puissances industrielles japonaises jugées responsables du formidable déficit commercial américain. Toshiba a vendu, en 1986, pour près de 3 milliards de dollars de télévision en couleur, magnétoscopes et autres produits d'électronique grand public aux États-Unis. Et les images d'une représentante républicaine démolissant à coups de masse, devant les caméras de télévision américaines, un radio-cassette Toshiba mouine assez clairement que les « fuites » de machines-outils arrivent à point nommé pour justifier le protectionnisme américain.

L'affaire Toshiba met en lumière toute l'ambiguïté de la position du COCOM (Comité de coordination pour le contrôle des exportations), instrument de surveillance des transferts de technologie vers les pays communistes, c'est aussi une arme économique puissante pour entraver les exportations de certains pays considérés comme gênants pour les États-Unis. Le débat est d'ailleurs que cette arme se retourne contre les entreprises américaines qui voient leurs propres ventes de produits de haute technologie handicapées par des contrôles tatillons dont l'efficacité est contestée. L'Académie des sciences avait estimé, en janvier dernier, que ceux-ci faisaient perdre aux États-Unis cent quatre-vingt mille emplois et 9 milliards de dollars. Les industriels américains avaient été entendus : en mars dernier, l'administration Reagan a pris des dispositions pour alléger les contraintes et favoriser les exportations de produits de haute technologie (le Monde du 21 mai). Entre les exigences du Pentagone et celles de la balance commerciale, les intérêts sont contradictoires. Mais, par sa maladresse, Toshiba, une fois n'est pas coutume, a mis les uns et les autres contre lui.

C. B.

REPÈRES

Budget

Forte hausse du déficit en Allemagne fédérale

Le gouvernement ouest-allemand a présenté, le mercredi 1^{er} juillet, le projet de budget pour 1988. Le texte prévoit un allègement des impôts directs de 15 milliards de deutschemarks et un déficit budgétaire en forte augmentation. Le déficit net inscrit dans le budget 1987 a déjà été révisé à la hausse. Au lieu des 22 milliards prévus, le gouvernement attend désormais un solde négatif de 26 milliards, à cause des moindres recettes de TVA perçues du fait d'une croissance moins soutenue que prévu.

Pour 1988, le gouvernement a retenu un déficit net de 25,3 milliards de deutschemarks, en hausse de 12,7 % par rapport à 1987. Les dépenses totales devraient augmenter de 2,4 %, pour atteindre 275 milliards de DM, celles du ministère de l'économie enregistrant la plus forte hausse (plus 15,1 %) en raison des subventions pour le programme aéronautique européen Airbus et pour les charbonnages.

Gaz

Baisse des prix de 2 %

Gaz de France va de nouveau réduire ses tarifs domestiques de 2 %. Cette baisse, rétroactive à compter du 1^{er} juillet, sera la troisième depuis le début de l'année et la huitième en moins de deux ans. Après avoir réduit ses prix de près de 10 % en 1986, et de 11 % au 1^{er} janvier de cette année, Gaz de France avait, sous la pression des pouvoirs publics, de nouveau diminué ses tarifs de 3,2 % en février. Au total, les prix du gaz domestique ont baissé d'un tiers depuis octobre 1985.

Produits agricoles

La CEE premier exportateur mondial

Selon une étude du département américain de l'agriculture (USDA), la CEE est devenue en 1986 le premier exportateur mondial de produits agricoles, avec une valeur de 28,1 milliards de dollars, reléguant les États-Unis à la deuxième place avec des ventes s'élevant à 25,1 milliards de dollars. Or, sans surprise, les États-Unis étaient numéros un mondial de la spécialité aux 23 milliards de dollars d'exportations, contre 11,8 milliards à la CEE, composée alors de neuf pays membres. L'USDA

explique cette évolution par l'élargissement de la CEE de neuf à douze membres, par la surévaluation du dollar en 1984 et 1985 dont la CEE a tiré avantage et par les aides aux exportations qui ont augmenté en Europe lorsque le dollar a commencé à se dévaluer en 1986.

Syndicats

Actions nationales de la CGT le 1^{er} octobre et de FO le 3 octobre

La CGT et FO préparent déjà une « rentrée » sociale active. Le bureau confédéral et les fédérations de la CGT ont annoncé le 1^{er} juillet « une puissante journée nationale interprofessionnelle de lutte de haut niveau, de grèves et de manifestations » pour le 1^{er} octobre prochain. Ce « temps fort exceptionnel » de la CGT sera axé sur la Sécurité sociale, le pouvoir d'achat, les droits et libertés, l'emploi et le service public, avec des manifestations à Paris et en province.

De son côté, FO organisera « une grande manifestation nationale interprofessionnelle » le samedi 3 octobre à Paris, de la place de la Nation à la pelouse de Reuilly à Vincennes. Cette manifestation, centrée aussi sur plusieurs thèmes, donnera le coup d'envoi à la « fête de l'arrivé », qui, comme chaque année, aura lieu les 3 et 4 octobre à Vincennes. Le 5 octobre, FO tiendra un comité confédéral exceptionnel pour lancer la campagne pour les élections prud'homales.

Sécurité sociale

La Mutualité française « oubliée » à la Commission des comptes

Envoi à la Fédération nationale de la Mutualité française (FNMF). Dans le décret du 23 juin 1987 — publié au Journal officiel du 25 juin — la FNMF ne figure plus dans la liste des organisations professionnelles syndicales et sociales à la Commission des comptes de la Sécurité sociale. Jusqu'à présent, la FNMF disposait d'un siège qu'occupait son président, M. René Teulade. Cette absence apparaît d'autant plus étonnante, au moment où le gouvernement veut responsabiliser les partenaires sociaux à l'occasion des États généraux de Sécurité sociale, qu'après la manifestation organisée par la FNMF le 23 mai sur la protection sociale M. Séguin avait jugé les propos tenus plutôt responsables. Au ministère des affaires sociales, on évoque un oubli administratif en indiquant qu'il sera réparé.

Une enquête sur les particuliers et les moyens de paiement

Les banques européennes menacées

Connaissant mal leurs clients, les banques européennes pourraient rapidement voir leur marché leur échapper au profit de leurs concurrents américains ou japonais. La conclusion de l'enquête qu'a réalisée le groupe anglais de publications Lafferty sur « les particuliers et les moyens de paiement » en Europe, et rendue publique le 30 juin à Londres, constitue un sérieux avertissement pour les banques du Vieux Continent.

« Les banques européennes ne répondent pas d'une manière satisfaisante aux besoins financiers de leur clientèle de particuliers », la conclusion de l'enquête réalisée par la société britannique Lafferty et financée par le groupe américain Mastercard International est sans appel. Ayant interrogé plus de six mille personnes dans six pays européens, les experts anglais sont catégoriques : les banques européennes connaissent mal les besoins de leurs clients et apprécient mal l'évolution de leurs comportements financiers. « Les consommateurs européens ont dépassé leurs banques en adoptant de nouvelles attitudes à l'égard de la gestion financière de leur patrimoine », estiment ainsi les auteurs de l'enquête.

Cette dernière montre en particulier que les Européens utilisent « avec enthousiasme » les nouveaux moyens de paiement (cartes, banque à domicile, etc.), qu'ils sont aussi beaucoup plus ouverts à un endettement personnel à court terme, qu'ils sont enfin « beaucoup moins réservés à l'égard des nouvelles technologies que ne le sont leurs banquiers ».

Ce décalage entre l'offre des banques européennes et la demande des

particuliers pourrait, selon les auteurs de l'enquête, profiter aux banques non européennes, en clair aux Américains et aux Japonais. L'étude révèle à cet égard plusieurs évolutions intéressantes. Tout d'abord, il apparaît que si, globalement, les clients restent encore très fidèles à leur banque, le lien tend néanmoins à se relâcher parmi les jeunes générations et les titulaires de hauts revenus, en France en particulier. Ainsi, près d'un Français sur deux, titulaire d'un compte et porteur d'une carte bancaire, affirme que, d'une banque autre que la sienne lui proposait une carte et un crédit moins chers, il n'hésiterait pas à changer de guichet. Les autres Européens seraient plus fidèles : un tiers seulement des Espagnols et des Anglais passeraient chez le concurrent, un quart des Hollandais, et un cinquième des Allemands et des Suédois.

Moins fidèles à leur banque, les Européens ne sont, d'après les résultats de l'enquête, « pas du tout nationalistes » en matière financière. Ils accepteraient massivement de prendre une carte de paiement ou un crédit dans une banque étrangère, même non européenne. Les banques américaines sont les mieux cotées, 70 % des Européens connaissent ainsi American Express. « La plupart des Européens préféreraient faire affaire avec une banque d'origine américaine : en Suède, en France et en Grande-Bretagne, ils sont également ouverts aux banques allemandes ». Dernier élément qui devrait faire réfléchir les banques françaises à l'heure de l'ouverture des frontières : les Français sont, parmi les Européens, ceux qui seraient les plus attirés par... des banques japonaises.

ERIK IZRAELECZ

Le projet du ministre des P et T sur la déréglementation

M. Longuet craint l'opposition des syndicats et... de M. Chirac

M. Gérard Longuet, ministre délégué aux P et T, présentera-t-il son projet de loi au gouvernement sur la déréglementation des télécommunications ? Ses services ont achevé le texte à la fin de la semaine dernière : dix-neuf articles d'inspiration libérale qui ouvrent franchement le monopole mais laissent aussi un rôle de planificateur à l'Etat.

La présentation du projet à M. Chirac, pour que le premier ministre le fasse sien puis le soumettre au Parlement, n'est pour conversion de protocole... le texte prévoit la liberté, avec une simple déclaration de l'entreprise candidate (et non pas autorisation de l'Etat). La CNCL (Commission nationale de la communication et des libertés) serait l'autorité qui donnerait son aval à l'installation des entreprises de télécommunications et qui recevrait les déclarations des entreprises de la deuxième catégorie. Elle aurait, en sus, un rôle d'observation des prix et du bon fonctionnement du marché, avec pouvoir d'enquête et devoir d'alerter le Conseil de la concurrence en cas d'abus. Le ministère des P et T ne disparaîtrait toutefois pas, comme la loi Léotard pouvait le laisser penser. A lui de fixer les cahiers des charges de la catégorie numéro un, de surveiller les normes et le bon fonctionnement général des réseaux, avec une vue prospective. Il sera armé d'un schéma directeur du type de celui existant pour les routes et les autoroutes. C'est le ministère qui instruirait les dossiers de la catégorie numéro un et les proposera à l'aval de la CNCL. C'est lui qui mènera les négociations internationales, une tâche qui relève de l'Etat et non de la CNCL. Au total, son pouvoir reste donc assez fort.

Comment ? Le texte préparé s'inspire schématiquement du modèle japonais, en créant deux types d'entreprises. Il instaure une nouvelle entité : les « entreprises de télécommunications ». Celles-ci, de droit privé, ne peuvent être créées qu'avec l'aval de l'Etat, en fonction d'un cahier des charges. Elles seules sont habilitées à installer et à posséder des réseaux (les câbles, les automoteurs, etc.) et à gérer les services dits universels (ou élémentaires), c'est-à-dire ceux qui transportent les informations sans les transformer. C'est le cas du téléphone mais aussi de Transpac, filiale des P et T, spécialisée dans le transport de données informatiques. La DGT deviendrait donc une entreprise nationale à capitaux publics, avec un régime ministériel de trois à cinq ans, le temps de négocier le changement de statut du personnel. Elle aurait des concurrents privés, que l'on voudrait, même si le texte ne le précise pas, spécialiser par secteur : radio-téléphone, paging (2)...

Le projet de M. Longuet sur la déréglementation des télécommunications risque de heurter les syndicats, unanimement attachés, même si de fortes nuances existent, au monopole, au statut d'administration de la direction générale des télécommunications (DGT) et aux liens avec la poste. Si la grève des P et T, du mois dernier a été assez peu suivie, il est difficile d'en tirer des conclusions définitives. Il est seulement clair, surtout après l'adoption de l'amendement Lamassoure (1), qu'une forte mobilisation des fonctionnaires contre le projet n'est pas à exclure. Or M. Longuet a vu sa position politique déjà fragilisée par ses déclarations sur M. Barre, qu'il a qualifié de « général Boulanger » et par l'épisode de la « démission » de M. Léotard, son chef de file politique. Peut-il dès lors se permettre de présenter un projet qui risque de provoquer des arrêts de travail paralysant les P et T ? A dix mois des élections, M. Chirac accepterait-il de faire sien un texte potentiellement explosif ? Le projet du ministre sera-t-il interprété comme un grave échec pour le ministre des P et T ?

M. Longuet tient à son texte, aboutissement de sa mission de libéralisation. Il estime que la déréglementation des télécommunications aux États-Unis a bousculé le paysage mondial et qu'il faut sans tarder s'adapter en introduisant une concurrence et en redéfinissant le rôle de la DGT.

Un ministère assez fort

Pour ce qui est des services de la deuxième catégorie, ceux qui transfèrent les informations et que l'on nomme « à valeur ajoutée » (messageries, dialogues d'ordinateurs avec

tant pas évidente, et le ministre hésite. Une loi sur les télécommunications, destinée à compléter la loi Léotard sur la communication, était programmée pour la fin de cette année, mais la conjoncture sociale et politique ne paraît guère favorable.

l'enjeu colossal. La CNCL, organisme trop politisé et soumis aux lobbies, peut-elle être bon juge ? Est-ce trop libérer ou trop peu ? Connaissant les ambitions des entreprises multinationales, et en premier lieu d'IBM, l'ouverture totale de la deuxième catégorie des services à valeur ajoutée préserverait-elle suffisamment les intérêts des groupes français de télécommunication et d'informatique ? Comment insérer la loi française dans le contexte européen ?

L'interrogation principale est pourtant celle de l'opportunité d'une réforme des P et T. Beaucoup dans la majorité n'en voient guère l'intérêt : après tout, les télécommunications marchent bien, pourquoi changer ? Au ministère des P et T, comme à la DGT, on répond qu'il est urgent de faire front aux menaces des autres compagnies qui ont été déréglementées (ATT, British Telecom...), sur les tarifs et sur la conquête des réseaux internationaux, devenue la clé de voûte du futur. Question de stratégie gouvernementale : un œil sur les élections, un autre sur l'an 2000.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Qui permet de déduire une journée de salaire en cas de grève même si elle n'a duré qu'une heure.
(2) Le paging est un système Européen de seconde génération : un petit boîtier qui tient dans la poche de l'abonné sonne lorsque quelqu'un cherche à le joindre.

حکومت الاصل

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

DEVANLAY

L'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1987 a décidé de mettre en paiement à partir du 13 juillet 1987 un dividende net de F 16 assorti d'un avoir fiscal de F 9, soit un total de F 25.

A l'issue de l'assemblée, le conseil d'administration a décidé l'attribution pour 10 actions anciennes d'une action nouvelle gratuite, avec jouissance du dividende 1986.

Roussel Uclaf

L'assemblée générale a approuvé la distribution, au titre de l'exercice 1986, des dividendes suivants inchangés par rapport à l'exercice précédent :

- actions ordinaires : 16 francs assorti d'un avoir fiscal de 8 francs, soit un revenu global de 24 francs ;
- actions à dividende prioritaire sans droit de vote : 21 francs assorti d'un avoir fiscal de 10,50 francs, soit un revenu global de 31,50 francs.

Le paiement de ces dividendes sera effectué à compter du 1^{er} juillet 1987.

Obligations CNI Roussel Uclaf 1982 - Amortissement 1987

Il est rappelé que les titulaires d'obligations CNI Roussel Uclaf 1982 tirées au sort pour amortissement le 1^{er} juillet 1987 ont la faculté dans un délai de trois mois, soit jusqu'au 30 septembre 1987, d'en demander l'échange contre des actions à dividende prioritaire sans droit de vote de la société Roussel Uclaf ; à défaut, ces obligations seront remboursées par la Caisse nationale de l'Industrie, au prix de 310 francs.

RECTIFICATIF de l'annonce parue le 1^{er} juillet

GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Société Immobilière d'investissement conventionnée (S.I.I.)

Mise en paiement du dividende

L'assemblée a fixé le dividende de l'exercice 1986 à 19,50 F par action et offert à chaque actionnaire la possibilité d'opter pour un paiement soit en espèces soit en actions nouvelles dont le prix unitaire d'émission est de 471 F et non 741 F comme indiqué par erreur à la Cote officielle du 11 juin.

Les actionnaires ont jusqu'au 16 juillet 1987 pour faire connaître leur option auprès de leur banquier ou agent de change.



L'assemblée générale ordinaire des actionnaires réunie le 25 juin 1987 sous la présidence de René Augereau a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Le chiffre d'affaires TTC consolidé s'est élevé à 8,7 milliards de francs contre 8,3 milliards en 1985.

Le bénéfice net consolidé, en nette progression, a atteint 140 millions de francs (124 millions hors intérêts minoritaires) contre 84 millions de francs (72 millions hors intérêts minoritaires) en 1985.

Le bénéfice net de la société mère s'est élevé à 40 millions de francs contre 14 millions de francs en 1985. L'assemblée a décidé de distribuer, le 1^{er} juillet prochain, un dividende de 20 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 10 francs, à comparer à un dividende de 10 francs par action assorti d'un avoir fiscal de 5 francs l'année précédente. La distribution s'applique à un nombre d'actions augmenté de 20 % par l'exercice de bons de souscription.

Lors de cette assemblée, Alain Dupont, directeur général, a donné diverses précisions sur l'évolution du groupe. Pour l'ensemble de l'année en cours, sur la base de données actuellement connues, le chiffre d'affaires TTC du groupe devrait être voisin de 9,5 milliards de francs. Le bénéfice net consolidé devrait raisonnablement progresser.

A plus long terme, l'avenue technique de Colas et sa position de leader dans la spécialité devraient lui permettre de profiter d'un marché routier soutenu si les efforts budgétaires annoncés sont maintenus.



L'assemblée générale ordinaire réunie le 25 juin 1987 sous la présidence de M. Rudolphe Lambert a approuvé les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Le groupe Calberson a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 5,9 milliards de francs. Le bénéfice net consolidé a été de 169,4 millions de francs contre 129,1 millions de francs en 1985.

Le résultat net de la compagnie générale Calberson, société-mère du groupe, s'est élevé à 74,8 millions de francs, en progression très sensible par rapport à celui de l'exercice 1985. Le chiffre d'affaires consolidé pour 1986 s'élève à 1 406 millions de francs, en progression de 24 % sur celui de 1985. Le taux de rentabilité global du groupe ressort ainsi à 2,85 %. L'autofinancement de l'exercice s'élève à 70 millions de francs contre 63 millions de francs en 1985.

L'assemblée a par ailleurs approuvé les comptes sociaux de SEMA-METRA, qui font ressortir un bénéfice net de 23 millions de francs et fixé le dividende de l'exercice à 13 F par action de 40 F de nominale, auquel s'ajoute un avoir fiscal de 6,50 F, soit une progression de 30 % par rapport à l'exercice précédent.

L'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue à l'issue de l'assemblée générale ordinaire a approuvé la fusion-absorption par SEMA-METRA de la quasi-totalité de ses filiales d'information en France.

Elle a par ailleurs autorisé la division par deux, à compter du 15 juillet 1987, de la valeur nominale de chaque action. Le capital sera dès lors représenté par 2 002 642 actions de 20 F de valeur nominale.

Enfin, la même assemblée générale extraordinaire a donné délégation au conseil d'administration pour procéder à différentes opérations visant à augmenter le capital de la société dans la limite d'un montant maximal de valeur nominale de 40 millions de francs.



Agriculture

Après la conclusion du sommet des Douze

L'Europe continue mais n'avance guère

Des deux côtés du Rhin, les décisions de sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de Bruxelles et les accords agricoles qui en découlent sont considérés comme un succès. Du moins par les responsables politiques qui y ont participé. Du côté des professionnels, le ton est plus mitigé. On se félicite certes que l'Europe continue, mais de là à dire qu'elle avance.

Les chambres d'agriculture, la FNSEA et la confédération paysanne se réjouissent du plan de suppression des montants compensatoires monétaires (MCM), mais les céréaliers remarquent que cette suppression n'aura que des effets apparents, puisque, en contrepartie, les producteurs allemands recevront des aides nationales. En France, les prix des céréales baisseront, selon l'AGPS (Association générale des producteurs de blé), de 5 à 7 %, l'organisation du marché sera affaiblie ; le problème de l'utilisation des produits de substitution des céréales a été éludé.

Toutes tendances confondues, les professionnels déplorent l'ajournement de la taxe sur les matières

grasses et mettent en cause les pressions extérieures, celles des Etats-Unis, qui, comme l'écrit la FNSEA, « font mal augurer de l'indépendance européenne dans la conduite future de la politique agricole commune ». Ils remarquent aussi que, si l'Europe continue, on ne sait pas bien encore avec quel argent puis-que l'étude et les décisions sur le financement de la Communauté sont seulement programmées. La FNSEA, par exemple, « incite le gouvernement et plus particulièrement le ministre de l'Agriculture à mettre tout en œuvre pour éviter que les difficiles équilibres obtenus à Bruxelles ne se révèlent rapidement précaires faute de ressources financières suffisantes ». L'optimisme règne d'autant moins que les producteurs s'attendent à des baisses des prix de marché, du fait de l'affaiblissement des mécanismes de soutien qui laissent les prix fixés à Bruxelles pour ce qu'ils sont : indicatifs.

Sur le plan politique, les partisans respectifs de M. Mitterrand et de M. Chirac tentent d'utiliser la victoire supposée. « Cet accord a

ÉTRANGER

Le rapport du secrétaire de la CNUCED

Le développement au prix de la croissance concertée

Quelques jours avant l'ouverture de la septième CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), qui se tiendra à Genève du 9 au 31 juillet, son secrétaire général adjoint, M. Yves Berthelot, vient de présenter, à Paris, le rapport qui doit servir de base aux prochaines discussions. Ce document, préparé par le secrétaire général de la CNUCED, M. Dadzie, invite la communauté internationale à une relance concertée de la croissance en faveur du développement.

Une fois encore, l'idée d'une « revitalisation de la croissance » pour favoriser le développement et les échanges internationaux sous-tend le programme d'action de la CNUCED. Celle-ci veut croire à l'interdépendance naturelle entre la reprise au Nord - et à l'Est - et la croissance au Sud, la dernière venant renforcer la première. Mais ce discours incantatoire ne suffit pas pour ramener les économies. Comme le souligne M. Dadzie, en préambule au rapport, les conférences vont mesurer à Genève « les contraintes qu'imposent au développement la lenteur de la croissance, le protectionnisme, la dépression historique des prix des produits de base, la stagnation des transferts financiers et l'accumulation des dettes ». Sous le poids d'un tel fardeau, la croissance ne sera pas spontanée, il faut donc l'aider. Pour y parvenir, le secrétaire général propose des actions concertées.

Le principe de solidarité post, la CNUCED cherche à l'introduire dans ses quatre sphères d'intervention privilégiées : la recherche des ressources pour le développement, la question des matières premières, l'amélioration des conditions commerciales internationales et le sort des pays les moins avancés (PMA).

Mobiliser les ressources financières dans le tiers-monde, étouffé par sa dette, est devenu une gageure. L'épargne locale, quand elle existe, se place ailleurs. Les investissements directs étrangers ont chuté de moitié depuis 1981. Les prêts bancaires se raréfient. Quant à l'aide publique au développement, elle connaît une singulière évolution. En 1986, a rappelé M. Berthelot, le FMI a reçu plus de

SOCIAL

Le projet de loi sur l'apprentissage

Une seconde chance pour les jeunes

Le projet de loi sur l'apprentissage présenté par M. Séguin est un des premiers textes qui va venir en discussion à l'Assemblée nationale, le mercredi 1^{er} juillet, dès l'ouverture de la session extraordinaire. Ce texte, qui a déjà été examiné par le Sénat, permettra à des jeunes de se former jusqu'à vingt-sept ans et d'obtenir des diplômes de niveau supérieur au CAP. Accueillies dans des sections expérimentales, des apprentis, réunis, une journée de juin, au Centre de formation technologique par alternance Robert-Desrosiers à Montigny-Le Bretonneux (Yvelines), se remettent à espérer. Leur avenir professionnel leur apparaît déjà moins bouché.

A des degrés divers, ils en avaient « marre de l'école », et les voilà, « épanouis », qui se mettent à parler de ce qu'ils apprennent, fiers d'avoir presque un métier.

Vincent comme Nathalie, qui préparent un bac professionnel de vente et de représentation, ne sont pas nombreux au contraire. Ils entendent Thierry et Philippe, plus renfermés, se déclarer tout aussi satisfaits. Ils préparent un BTS d'électronique tout en travaillant, l'un dans une société d'armement, l'autre à la SODETEG.

Gilles, lui, a une autre histoire. Ayant déjà deux CAP de mécanique auto et de mécanique poids lourds, il s'est rendu compte qu'il ne trouverait pas d'emploi dans sa spécialité, il y a quelques années. Après avoir travaillé dans une sciencière, il retrouve l'« envie d'apprendre » et, à vingt-cinq ans, s'est de nouveau lancé dans les études. Si tout se passe bien, il décrochera un diplôme du niveau 4 - l'équivalent du baccalauréat - et obtiendra un BTS.

Mal orienté sans doute, Frédéric, vingt et un ans, avait fait une première en électrotechnique. Son premier emploi, un contrat à durée déterminée, lui fait découvrir la comptabilité, pour laquelle il se passionne. A son retour du service militaire, il choisit la voie de l'apprentissage pour rattraper le temps perdu. Il passera un CAP, puis un brevet professionnel, et vise un BTS.

Ce qu'ils tentent tous était impossible, il y a quelques années. Passé les deux ans pour obtenir un CAP, il n'y avait pas de solution qui permette, comme maintenant, d'y joindre une formation complémentaire d'un an. En discussion à l'Assemblée nationale, le projet de loi de M. Séguin élargit le champ des perspectives, actuellement offertes avec parcimonie. Il autorisera la poursuite de la formation en alternance (formation théorique jointe à la pratique), dans certaines professions, jusqu'aux bacs professionnels, encore expérimentaux cette année, et, pourquoi pas, jusqu'aux BTS.

Cette nouvelle filière présente bien des intérêts. « Ce type de parcours est plus facile pour moi, parce que j'ai découvert ma voie sur le tard », explique Frédéric. L'âge et le service militaire, devenus des obstacles pour un retour en arrière, l'auraient empêchés de reprendre des études normales car il lui fallait, même partiellement, subsister à ses besoins.

Pour Gilles, vingt-cinq ans, l'alternance offre une seconde chance plus que jamais. « C'est la seule façon, à mon âge, d'atteindre un niveau supérieur », observe-t-il.

Mais le dispositif, nouveau, connaît aussi ses contradictions. Thierry et Philippe, qui vont avoir

Oli
les m
qu
li
otre li

Le Brésil étend le moratoire sur sa dette extérieure

Le gouvernement brésilien a décidé de suspendre le paiement des amortissements et d'une partie des intérêts de la dette du Brésil envers le Club de Paris à hauteur de 1,05 milliard de dollars, a annoncé le mercredi 1^{er} juillet le ministre brésilien des finances, M. Luiz Carlos Bresser Pereira.

M. Bresser Pereira a justifié cette mesure par la nécessité de défendre les réserves de devises du pays qui se trouvent actuellement à un niveau très bas.

Le ministre a souligné dans une interview au journal économique *Gazeta Mercantil* qu'il ne s'agissait pas d'une « agression de nos créanciers ».

Le président de la Banque centrale brésilienne, M. Fernando Milhet, a, pour sa part, confirmé que le moratoire décidé par Brasilia s'appliquait à toutes les banques d'Etat. Selon M. Milhet, la mesure est provisoire et durera seulement jusqu'à la conclusion d'un accord avec le Club de Paris, qui regroupe les créanciers publics d'une vingtaine de pays.

En janvier dernier, l'ancien ministre brésilien des finances, M. Dilsen Fuzaro, avait conclu un accord avec le Club de Paris prévoyant le report du remboursement d'un crédit de 3,3 milliards de dollars contracté en 1983 et dont le remboursement arrivait à échéance fin 1986. Cet accord est venu à son terme mardi. Le gouvernement brésilien avait tenté entre-temps de le renégocier, mais le Club de Paris veut attendre les conclusions d'un rapport sur les perspectives de développement de l'économie brésilienne qu'une mission du Fonds monétaire international (FMI) est en train d'élaborer.

Rappelons que le 20 février dernier, le Brésil avait suspendu le paiement des intérêts dus sur 68 milliards de dollars de prêts accordés par les banques commerciales du monde entier. Sa dette globale frôle, actuellement, les 115 milliards de dollars. - (AFT)

Bravade, incohérence ? Pas tellement. Ces jeunes apprentis qui expérimentent un cheminement nouveau pour atteindre une qualification font tous preuve de mêmes qualités et expriment des refus identiques.

Ils ont retrouvé le plaisir d'apprendre, après qu'ils ont tous, ou presque, connu le rejet de l'école, où ils ne brillent pas spécialement. Loin d'être dévalorisés à leurs yeux, la voie de l'apprentissage les réhabilite en même temps qu'elle les rassure. « On a une expérience professionnelle en plus », proclame Nathalie, qui ne rougit pas de la comparaison avec ses camarades de terminale G3, dont elle aura « la même formation après le même nombre d'heures de cours ». « Je me sens mieux dans ma peau, et puis je gagne de l'argent », dit-elle, contente de travailler dans une entreprise de location de matériel d'exposition. « J'avais fixé mon avenir sur la représentation, qui s'apprend sur le tas », raconte Vincent, qui se plaît à « faire du porte-à-porte ».

« Il y a un moment où on en a ras le bol de l'école », avoue José, qui apprend la carrosserie. « J'avais envie de passer dans la vie active, et maintenant, je supporte l'enseignement ». « Les profs se mettent à nous porter », affirme Nathalie, qui ajoute : « l'argent nous motive, même si ce n'est pas beaucoup, mais nous vivons chez nos parents. Même le retard scolaire n'est plus un problème et, suprême reconnaissance, quand on en parle aux lycéens, ils voient que c'est bien ».

Vivre et se former en entreprise leur convient. Ils ont le sentiment d'être devenus des adultes et ne regrettent du passé que les vacances scolaires. « Le plus dur », avouent-ils. Le reste leur paraît exaltant, et surtout de mener de pair « théorie et pratique » pour des qualifications jusqu'alors inaccessibles par cette voie. Même la faiblesse de la rémunération ne les rebute pas vraiment, comme de « redescendre » à 60 %, voire à 25 % du SMIC en début de cycle quand ils gagnent davantage. « C'est dur, c'est vrai, reconnaît Gilles, mais j'ai choisi les études plutôt que le fric ». « Je vais faire un prêt pour tenir le coup », annonce-t-il sous les éclats de rire des autres, complices.

Même s'ils ne le disent pas, ils ont sans doute le sentiment d'avoir échappé à un destin qui s'annonçait dévalé par un parcours scolaire qui ne leur donnait les meilleures chances.

ALAIN LEBEAUCHE.

Olivetti présente les micro-ordinateurs qui respectent votre liberté de décision.

Le micro-ordinateur a révolutionné l'entreprise, apportant une rapidité et une efficacité inimaginables auparavant. Cette révolution, comme toute révolution technologique, était pilotée par les constructeurs.

Le monde a changé. Les entreprises ont adopté et exploité cette nouvelle technologie et elles ont fait les investissements nécessaires.

Aujourd'hui, la micro-informatique fait partie de l'environnement familier de l'entreprise qui sait maintenant définir par elle-même ses besoins. Olivetti estime qu'il faut l'écouter.

L'évolution des systèmes.

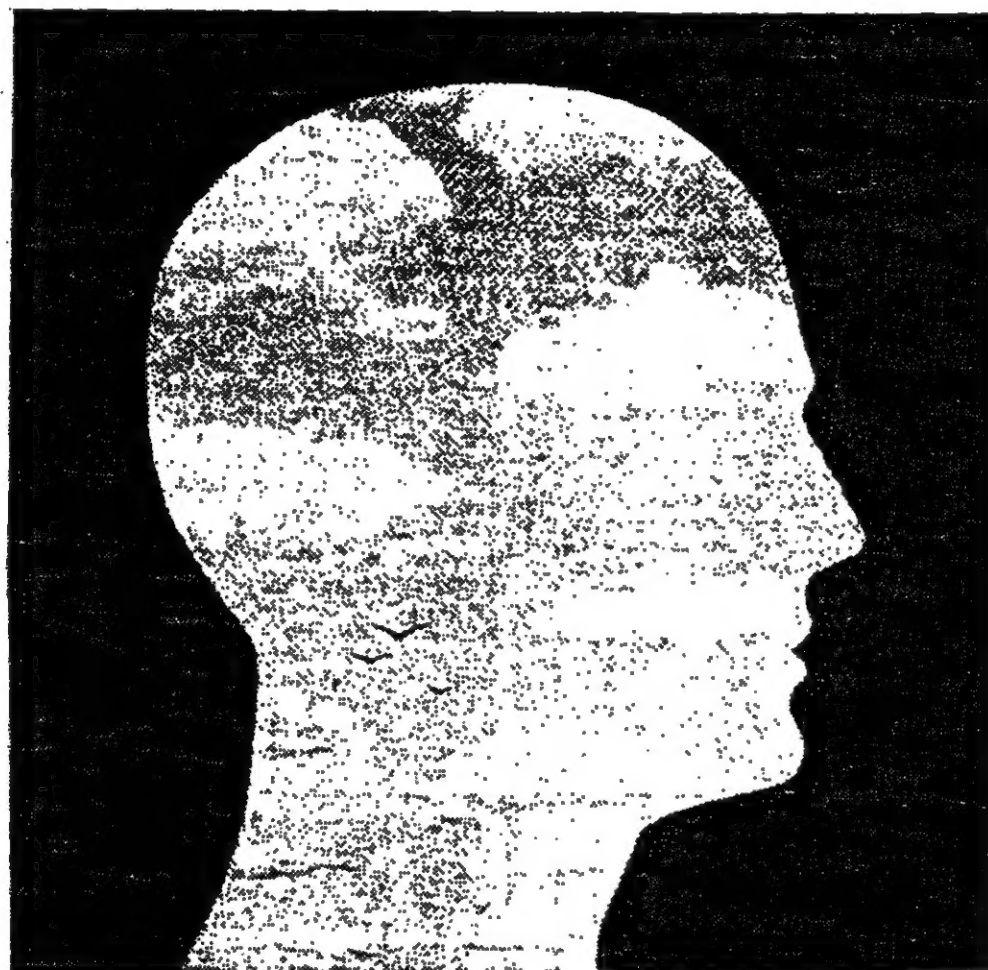
La notion du micro-ordinateur a fortement évolué au cours de ces dernières années : de machine indépendante, l'ordinateur personnel est devenu partie intégrante d'un système. Cette évolution a déterminé l'approche d'Olivetti : nos micro-ordinateurs sont conçus pour être les "briques" d'un système informatique complet.

L'approche systèmes exige aussi une technologie de plus en plus puissante et sophistiquée. Là, le consommateur a, d'une certaine façon, repris l'initiative de l'évolution technologique et le constructeur doit apporter de nouvelles réponses.

La stratégie d'Olivetti est claire : l'utilisateur d'aujourd'hui est devenu "majeur" dans ses choix technologiques et financiers. Bien entendu, il veut des produits qui lui offriront les avantages de la technologie la plus récente.

Cependant, il est aussi en droit d'exiger des produits qui lui laissent la liberté entière d'intégrer et de structurer son système informatique comme il l'entend. Il a besoin d'un niveau élevé d'interconnexion, et de postes de travail offrant le meilleur rapport prix/performance. Enfin, il veut être libre de choisir lui-même le standard du marché.

Avec sa nouvelle gamme de produits, Olivetti répond à toutes ces exigences.



Puissance et souplesse.

Au sommet de la nouvelle gamme Olivetti se situent trois modèles utilisant le puissant micro-processeur 80386.

Ce seront les micro-ordinateurs les plus rapides et les plus puissants du marché, parfaitement adaptés à la tendance qui consiste à intégrer les micro-ordinateurs dans des réseaux locaux en liaison avec des mini-ordinateurs.

● Cette nouvelle ligne comprend les modèles M 380/T et M 380 ainsi que le micro compact M 380/C.

La ligne M 380 sera complétée par une gamme de nouveaux micro-ordinateurs disponibles dans de nombreuses configurations :

● Le M 280 : micro-ordinateur puissant et extrêmement rapide, basé sur le micro-

processeur 80286, avec possibilité d'intégration en environnement multi-tâches.

● Le S 281 : station de travail spécialement conçue pour travailler en environnement réseau local, également basée sur le micro-processeur 80286.

● Le M 240 : station de travail performante, correspondant à l'évolution naturelle du M 24, l'un des micro-ordinateurs les plus largement diffusés dans le monde.

Une garantie de compatibilité.

Les nouveaux modèles ont été conçus comme une évolution de la gamme existante



des micro-ordinateurs Olivetti. Ils sont totalement compatibles avec les standards du

marché. (Ils offrent, par exemple, la liberté de choisir entre des disquettes 5 1/4 ou 3 1/2.) Et Olivetti garantira toujours une compatibilité absolue avec les standards du marché quelle que soit leur évolution.

Par conséquent, les nouveaux modèles complètent la gamme actuelle des micro-ordinateurs Olivetti (incluant le M 15 portable, récemment présenté), et offrent au consommateur un vaste choix dans la planification de ses systèmes.

Une compatibilité totale avec la base installée, une grande puissance de calcul, des configurations intégrées et ergonomiques, ainsi qu'une approche modulaire permettront à l'utilisateur de développer son système informatique en accord parfait avec ses besoins.

Une solution complète.

De la même manière qu'il respecte l'investissement existant de l'utilisateur, Olivetti-Logabax a le souci de le protéger et de lui offrir un support complet dans le futur.

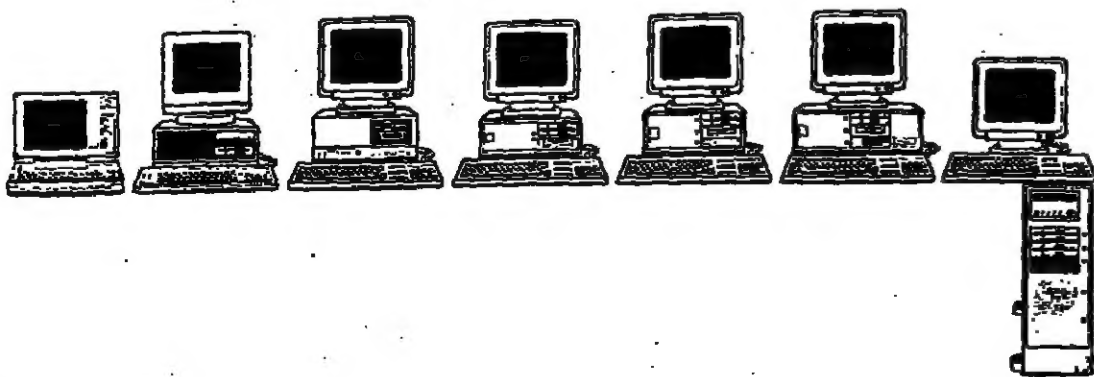
Le caractère complet de la nouvelle gamme de micro-ordinateurs rejoint l'aspect complet de l'offre Olivetti, qui couvre tous les produits liés aux micro-ordinateurs, des logiciels aux imprimantes.

De plus, le réseau hautement qualifié des concessionnaires et distributeurs Olivetti-Logabax et le réseau direct sont à la disposition des clients pour les aider à définir leurs besoins et leur assurer un support et un service après-vente sans faille.

Les nouveaux micro-ordinateurs Olivetti ont donc été conçus pour donner à l'utilisateur une liberté de choix optimale. Ils le laissent libre de se développer et d'évoluer au lieu de lui lier les mains.

C'est dans ce sens que nous appelons la nouvelle gamme de micro-ordinateurs Olivetti la voie de la liberté.

olivetti-logabax



**NOUVEAUX MICRO-ORDINATEURS OLIVETTI,
LA VOIE DE LA LIBERTÉ.**

هكذا من الاجل

1^{er} JUILLET

Règlement mensuel

Comptant

Second marché

SICAV (collection)1/7

Droits et honneurs

Cote des changes

Marché libre de l'or

MINITER

La gestion en direct
de votre portefeuille par
35.15 Tapez LEMONDE pour

- c : coupon détaché
- o : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Corée du Sud : les milieux d'affaires face à la démocratisation. 4 La fin de la visite du colonel Kadafi à Alger. 5 Pologne : un entretien avec Tadeusz Mazowiecki, conseiller de Solidarité.	6 A « L'Heure de vérité ». M. Jack Lang souhaite que le prochain président reste « au-dessus de la mêlée ». 7 La session extraordinaire du Parlement.	8 La proche Barbie. 9 Médecine : le docteur René élu président du conseil de l'ordre des médecins. 10 Sports : le Tour de France cycliste ; le Tournoi de tennis de Wimbledon.	18 Une exposition des photos de Jerry Schatzberg. — La mort de Jean Adhémar. 19 Une exposition Le Corbusier à l'IFA. — Communication : les rapports de la Cour des comptes et du sénateur Chuzel sur l'audiovisuel.	23 La déréglementation des télécommunications. 24 Agriculture : le bilan après le sommet des Douze. 26-27 Marchés financiers.	Radio-télévision 21 Annonces classées 10 Météorologie 21 Mots croisés 21 Carnet 22 Loterie, Loto 22 Spectacles 20	● Facultés : les places disponibles. (UNEF) ● Liens en vacances ! (LIT) ● L'actualité de la semaine. (ACTU) Actualité. Sports. International. Bourse. Culture. Immobilier. 36-15 Tapez LEMONDE

La crise de l'élevage de bovins

- Manifestation à Paris
- Création d'une coordination dans le Centre

Cinq à sept mille éleveurs de bovins, venus de toutes les régions françaises, devaient défiler avec leurs vaches, le jeudi 2 juillet à Paris, afin de « sensibiliser l'opinion publique et le monde politique sur la situation particulièrement critique des éleveurs français », a annoncé la Fédération nationale bovine, qui organisait cette manifestation. Le cortège devait défiler de la place de l'Étoile aux Invalides. Dans le centre de la France, les éleveurs se sont organisés afin de défendre leurs intérêts.

LIMOGES
de notre correspondant

Les producteurs de bovins dits « allaitants » du centre de la France (races à viande, charolaise et limousine, ne produisant pas de lait pour la consommation humaine mais allaitant leurs veaux), ont créé une structure de coordination pour organiser la lutte contre la dégradation de cet élevage.

Cette décision a été prise début juin à Limoges, lors d'une réunion qui regroupait les professionnels du « bassin allaitant » (nord du Massif Central, Morvan, une quinzaine de départements des régions Auvergne, Limousin, Bourgogne, plus l'Indre, le Cher, la Vienne et la Charente).

Ce « bassin », défini par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA), se distingue par la prédominance des zones défavorisées, des surfaces toujours en herbe, de l'élevage de plein air ; 90 000 professionnels y élèvent 1 300 000 vaches à viande, soit près de la moitié du troupeau « allaitant » français. Ces zones, qui ne peuvent rien faire d'autre que de l'élevage, ne coûtent pas cher aux finances publiques nationales et européennes (730 F l'hectare), alors que les productions laitières créolères oléagineuses des régions dites riches perçoivent de 5 000 F à 6 000 F l'hectare, a-t-il été affirmé à Limoges.

La « structure de coordination », dont la direction a été confiée à M. Paul Rethy, président de la Fédération régionale des syndicats d'exploitants agricoles de la Bourgogne, entend bien mettre les élus politiques dans le coup, de façon institutionnelle. Elle a proposé que les

régions Auvergne, Bourgogne, Centre et Limousin désignent chacune quatre responsables politiques émanant du PCF, du PS, du RPR et de l'UDF. Les départements de la Loire, de la Charente et de la Vienne fourniraient chacun un élu politique.

La proposition fut acceptée d'emblée par le PS (M. René Soucheon, député et maire d'Aurillac, ancien ministre délégué à l'Agriculture et à la forêt) et par le RPR (M. Jean-Claude Parry, député européen de la Creuse, parlant « au nom de toute la majorité » (UDF n'étant pas représentée), avec plus de réticence par le PCF (MM. Pierre Franchère, député européen, et Marcel Rigoud, député de la Haute-Vienne).

Les objectifs de la coordination sont globalement de « dissocier les perspectives à long terme des aléas de la conjonction ».

Il faut donc « une refonte fiscale sérieuse, qui ne pénalise plus le foncier », des « aides bien ciblées », un « taux d'intérêt des emprunts qui se module sur le taux de l'inflation », et plus généralement la reconnaissance du fait que « les éleveurs des zones défavorisées sont les meilleurs aménageurs et au meilleur marché du territoire national ».

GEORGES CHATAIN.

La guerre du Golfe

Washington ne veut pas « provoquer » l'Iran affirme un responsable américain

Le secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Proche-Orient, M. Richard Murphy, a affirmé, le mercredi 1^{er} juillet, que la présence navale américaine dans le Golfe n'était pas destinée à « provoquer l'Iran ».

Le responsable américain, qui répondait à partir de Washington aux questions de plusieurs représentants des agences de presse des pays arabes du Golfe, grâce à une liaison par satellite, a ajouté que les États-Unis « acceptent la révolution iranienne » et espèrent, en retour, que l'Iran admettra l'immatriculation de onze pétroliers koweïtiens aux États-Unis.

L'Iran doit reconnaître que « mon pays a intérêt à soutenir ses amis dans la région », a encore ajouté

M. Murphy, précisant que cette protection ne sera pas étendue à des navires transportant des armes dans le Golfe.

A Moscou, un envoyé spécial américain, M. Vernon Walters (le représentant des États-Unis à l'ONU), devait entamer ce jeudi des pourparlers avec les Soviétiques sur la possibilité d'engager un processus de négociations pour mettre un terme au conflit irano-iranien. M. Walters se trouve dans la capitale soviétique en même temps que le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar. La visite de M. de Cuellar intervient quelques jours après que les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU — les États-Unis, l'URSS, la Chine, la Grande-Bretagne et la France — aient rendu public un projet de résolution « exigeant un arrêt immédiat » des combats dans la guerre du Golfe.

A Téhéran, cependant, le président iranien, M. Ali Khamenei, a de nouveau dénoncé les projets américains d'assurer la protection de pétroliers koweïtiens et de dépêcher à cette fin plusieurs bâtiments de leur flotte de guerre dans le Golfe. — (AFP, Reuters.)

IFAM

INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT
HARTFORD UNIVERSITY • NORTHEASTERN UNIVERSITY
PACE UNIVERSITY

La grande école internationale

- Créée et développée en association avec des universités américaines réputées : Hartford U., Hartford (Conn.) Northeastern U., Boston (Mass.), Pace U. (New York).
- 4 ans de formation supérieure à la gestion dont 1 an aux États-Unis.
- 3 diplômes :
Bachelor of Business Administration (fin 3^e année).
Master of Business Administration (MBA), diplôme IFAM (fin 4^e année).
admission : Baccalauréat exigé + épreuves orales admission parallèle en 2^e année (DEUG, DUT...)

Renseignements : IFAM, 19, rue Copré, 75015 Paris. Tél. : (1) 47 34 38 23

Établissement International d'Enseignement Supérieur Privé

Nom : _____ Prénom : _____

Bac : _____ 1^{re} langue : _____

Adresse : _____

Elections municipales à Grasse

Le maire sortant (UDF) s'allie au Front national

Des élections municipales partielles sont organisées, les 5 et 12 juillet, à Grasse (Alpes-Maritimes). Elles sont provoquées par la démission, le 9 juin, du maire sortant (UDF-rad), M. Hervé de Fontmichel, conseiller général de Grasse-Sud, conseiller régional et de dix-huit de ses collègues, au terme d'une crise de plusieurs mois au sein de la majorité de droite du conseil municipal. Cinq listes sont en présence, dont deux à gauche (PC et PS) et trois à droite, dont celle conduite par M. de Fontmichel — qui comprend six membres du Front national sur trente-neuf candidats — à laquelle s'oppose, principalement, celle dirigée par le premier adjoint sortant (ex-PR), M. Henri Richelme, conseiller général de Grasse-Nord.

GRASSE
de notre correspondant régional

Elu maire de Grasse en 1971, puis battu, au terme de son premier mandat, par une liste d'union de la gauche et à la droite, M. de Fontmichel, avocat de cinquante et un ans, avait été réélu, en 1983, dès le premier tour de scrutin. Il conduisait alors une liste d'union de l'opposition résultant d'un accord conclu avec l'association Grasse demain, animée par le doyen de la faculté de médecine de Nice, M. Henri Richelme, son cousin par alliance, qui devenait son premier adjoint.

Après trois ans de gestion sans histoire, l'entente entre les deux hommes devait faire place à une rivalité de plus en plus vive. Opposé à certaines orientations de la politique municipale et critiquant « l'autoritarisme » du maire de Grasse, M. Richelme et onze de ses amis — dont cinq adjoints sur onze — s'étaient abstenus dans plusieurs votes concernant l'exécution du bud-

get de 1986 et lors de l'adoption du budget primitif de 1987.

Le 4 juin dernier, à nouveau, le groupe Richelme refusait d'approuver le compte administratif de la ville et contribuait à mettre en minorité M. de Fontmichel sur deux dossiers secondaires. D'où la décision prise, cinq jours plus tard, par le maire de Grasse de retourner devant les électeurs.

En raison de la présence de cinq listes, deux tours de scrutin seront probablement nécessaires. Unis en 1977 et en 1983, communistes et socialistes disputèrent, cette fois, des primaires.

A droite, une troisième liste composée de socio-professionnels et conduite par un petit entrepreneur local, M. Jean-Philippe Goby, adversaire intime de M. de Fontmichel compte bien arbitrer le duel entre les listes du maire et du premier adjoint sortant.

Des membres de l'UDF et du RPR figurent sur chacune des listes de la majorité. Mais M. de Fontmichel n'a pas hésité à s'allier, dès le premier tour, avec le Front national, qui avait recueilli à Grasse 21 % des suffrages aux législatives de 1986. Les six candidats du Front sont tous en position d'éligibles, dont trois susceptibles d'exercer des fonctions d'adjoint en cas de victoire. En contrepartie, M. de Fontmichel s'est engagé à signer la pétition des élus locaux en faveur de M. Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle. Le maire sortant de Grasse ne confirme pas cette clause de l'accord, mais il se dit, cependant, « fier » d'avoir réalisé « l'union de toutes les forces nationales ».

GUY PORTE.

M. Mitterrand et le sommet de Bruxelles

Au cours des délibérations du conseil des ministres, mercredi 1^{er} juillet, M. François Mitterrand a commenté les conclusions concernant l'agriculture du sommet de Bruxelles. « Je suis heureux de voir que la décision prise par le sommet européen de Fontainebleau en 1984 de démanteler progressivement les montants compensatoires monétaires a été pour l'essentiel respectée, a-t-il déclaré.

« Le sommet de Bruxelles, sur ce sujet et sur d'autres, permettra à la Communauté européenne d'aller vers l'échec de 1992 dans de meilleures conditions. Il faut se convaincre qu'un échec pour l'Europe n'est jamais, ne peut pas être, un succès pour la France. »

Sur le vif

Ah ! Le beau Léo

Vous ne pouvez pas savoir ce qui m'arrive. Je suis folle amoureuse, raide dingue ! Depuis quand ? Depuis hier. Je l'ai rencontré à un dîner au ministère de la culture. Le coup de foudre. Je suis en train de me taper un whisky en bavardant avec des confrères avant de passer à table, et qui je vois s'avancer vers moi, en fondant la foule dans le sillage de son attaché de presse ? Le petit Léo. Petit, forcé de parler. Il est grand, il est beau, il est élégant. On le verrait bien en couverture d'un roman de la série Harlequin.

Il me sourit et je tombe comme une tonne de briques. Vous devinez la suite. Il en profite pour me faire un gringue pas possible. Il me dit, sans me le dire exactement, mais c'est ce que ça veut dire :

— Tu me plais, tu sais. Je pense qu'à toi, à ton bonheur, à ton épanouissement culturel, jour et nuit. Regarde les beaux cadeaux que je t'ai faits, toutes ces nouvelles chaînes de télé à mettre à ton cou. Et t'es encore rien vu. Je vais t'offrir des musées, des bibliothèques, je vais t'offrir des concerts, des

soirées de maître... Ça va être ta fête.

— Arrête ! Je te crois pas. Tu dis ça à toutes les nanas. A tous les mecs aussi d'ailleurs. Français ! Français !

— C'est pas vrai. Je t'aime que toi. Et c'est réciproque. Quand je passe chez toi, le soir, à la télé, t'es là, les coudes sur la table cirée, en train de bouffer ton jambon purée, je regarde, je te parle sur un certain ton d'intimité chaude et passionnée, et t'es en toute retenue. Tu restes la fourchette en l'air à m'écouter.

— Ça peut bastarner le monde, t'es le roi. Où t'es après ?

— En préparant le concours de l'ENA. J'essaie déjà de deviner ce qui plairait aux profs.

Alors moi : Quelle, bon, mais trop de savoir-faire, contrairement à ce qu'on croit, ça inspire pas confiance.

Et lui (là, je le cite) : « C'est complètement idiot. Dans notre métier, les gens, faut les attirer, les toucher. A quoi ça sert d'envoyer une belle lettre d'amour en oubliant de la timbrer ? »

CLAUDE SARRAUTE.

Au « Matin de Paris »

Les licenciements décidés par les « dix » contestés

Le climat est électrique au *Matin de Paris* mercredi 1^{er} juillet, le groupe des « dix », ces salariés à qui le tribunal de commerce de Paris a confié, le 25 juin, le journal pour un mois afin de faire la preuve de la validité de leur plan de reprise (*le Monde* du 27 juin), a rencontré le comité d'entreprise. Ils lui ont annoncé le licenciement d'une trentaine de salariés et lui ont fourni la liste nominative de ces derniers. Les « dix » entendent conserver quarante-neuf personnes au *Matin* (sur un total de cent vingt actuellement, dix-neuf salariés ayant choisi de quitter le journal ces derniers jours en bénéficiant de la « clause de cession »). Ils ont aussi prévu huit embauches (mise en pages, direction de la rédaction, direction financière et commerciale) et quatre modifications de contrat.

« Une bombe »

L'inter-syndicale du *Matin* (Syndicat national des journalistes CDT, CFTD, FO) est divisée quant à l'attitude à adopter face aux décisions des « dix », mais n'entend pas entériner *ipso facto* la liste des licenciements. Les syndicats rappellent que les « Dix » s'étaient engagés à conserver quatre-vingt-seize salariés. « Cette liste est révélatrice de régressions de comptes, estime un représentant syndical, et il n'y a pas encore eu de réellement de négociations. » C'est une liste qui représente une bombe, souligne un autre délégué syndical.

Selon le groupe des « dix », les licenciements auraient été décidés uniquement « en fonction de critères professionnels ». L'ambiance au *Matin* est à l'aperturée, et plusieurs journalistes mettent en cause le comportement des « dix ». Une assemblée générale du personnel devait se réunir dans la matinée du 2 juillet.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 2 juillet

Très sensible reprise
Sur la pression exercée par la Banque de France pour faire baisser les taux d'intérêt, une très sensible reprise des cours s'est produite jeudi matin rue Vivienne. Le mouvement s'est accéléré et, en progrès de 0,44 % à l'ouverture, l'indice préliminaire terminait la session préliminaire à près de 1 % au-dessus de son niveau de la veille.

Leroy-Somer, Bouygues, Ecco, Cetelem, Europe 1 et Valeo se sont détachés du peloton. Recul de Codeval, Labon, Béghin et même Carrefour (-1 %).

Valeurs françaises

	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	485	485	486
Agropar	516	516	519
Alcatel	881	878	878
Banque Paribas	882	880	880
Bouygues	2800	2800	2800
Carrefour	1105	1105	1100
Cetelem	4630	4630	4670
Chemin de fer	1384	1390	1394
Club Méditerranée	576	577	576
Elf	1481	1480	1480
Elf-Aquitaine	3115	3120	3180
Elf-Industrie	3540	3525	3518
Elf-Lubrizol	1481	1480	1480
Elf-Motul	3115	3120	3180
Elf-Transport	2025	2025	2025
Elf-World	974	973	982
Elf-World	906	970	987
Elf-World	422	428 90	435
Elf-World	732	745	758
Elf-World	2710	2708	2794
Elf-World	2978	2940	2980
Elf-World	2075	2075	2080
Elf-World	575	581	584

Le numéro du « Monde » daté 2 juillet 1987 a été tiré à 479 033 exemplaires

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + LEMONDE

Y. M. L. A B C D F G H

depuis 1820

HOMMES

NICOLL

DAMES

La tradition anglaise du vêtement à Paris, 29 rue Tronchet

SOLDES

Carte - 1492